

LE MONDE  
DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;  
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 8,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; États-Unis,  
60 c. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,  
1.000 L. ; Japon, 360 ¥ ; Liban, 0,850 L.L. ; Luxem-  
bourg, 23 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ;  
Portugal, 66 esc. ; Soudan, 250 F CFA ; Suède,  
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d.  
Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Le changement en Espagne

### Madrid, l'OTAN la France

La satisfaction semble générale. A Paris, ce qui n'est pas étonnant, pour des raisons ambiguës. Apparemment, les Soviétiques ne peuvent que se réjouir de la victoire d'un parti qui a annoncé son intention de retirer l'Espagne de l'OTAN, alors qu'elle vient à peine d'y entrer. Mais le gouvernement Reagan a accueilli, lui aussi, la victoire des socialistes avec sérénité.

On se félicite, à Washington, d'un résultat électoral qui contribue à « consolider la démocratie ». M. Felipe Gonzalez est un vice-président rassurant de l'Internationale socialiste, qui a toujours marqué ses distances avec les communistes de M. Carrillo, même au temps où ceux-ci représentaient encore 10 % de l'électorat.

Mais le porte-parole du département d'État a tenu également des propos peu alarmistes, le 29 octobre, au sujet de l'appartenance de l'Espagne au pacte atlantique. Selon lui, les socialistes espagnols ne donnent aucune priorité à la question d'un éventuel retrait. Il est donc prématuré d'en parler. La même tranquillité est affichée par le gouvernement démocratique-chrétien de Bonn.

M. Felipe Gonzalez a affirmé à de nombreuses reprises qu'il était opposé à la politique des blocs. Il ne voit aucun avantage pour son pays à appartenir à un pacte orienté vers l'Est, alors que les tensions frontalières viennent plutôt du Sud. Mais le leader du P.S.O.E. ne veut pas se laisser effrayer par le rapport des forces militaires. Il estime que les Américains gardent leurs bases militaires dans son pays. Et il voit sans doute espérer l'abrogation de l'Espagne dans l'organisation militaire du pacte atlantique. Mais soumettra-t-il à référendum un retrait du pacte lui-même, comme il l'a annoncé dans le passé ? Il pourrait très bien, finalement, adopter une position comparable à celle de la France, membre de l'Alliance atlantique, mais non de son commandement unifié.

C'est dans ses relations avec la France de M. Mitterrand que le secrétaire général du P.S.O.E. peut innover le plus ou braver le plus de découvertes. Les deux hommes se connaissent et s'estiment de longue date. Il semble qu'à l'Élysée on s'efforce de faciliter, de façon très cordiale, un accord entre les autorités madrilènes et l'ETA, dont la direction s'abrite en France. Si de tels efforts aboutissaient pas, le problème épineux de l'extradition des séparatistes basques, poursuivis dans leur pays pour terrorisme, risquerait de se poser.

M. Gonzalez a souvent accusé la France - au temps où elle était présidée par M. Giscard d'Estaing - de servir de refuge à l'ETA. Il vient de déclarer que la coopération entre les deux pays dans la lutte contre le terrorisme s'était améliorée. Mais saura-t-il faire admettre à ses compatriotes la position libérale adoptée par M. Mitterrand et Radier à propos du droit d'asile pour les activistes recherchés pour des motifs politiques ?

Enfin, les socialistes espagnols, qui avaient salué l'intention initiale de M. Mitterrand d'avoir une politique méditerranéenne, estiment que cette intention ne s'est, jusqu'à présent, guère concrétisée. La politique de Paris, disent-ils, continue de passer par Bonn. Ils voudraient bien que le gouvernement du P.S. revienne à son projet de départ et contribue à surmonter « les incompréhensions et les obstacles » dont M. Mauroy vient de rappeler la persistance entre les deux pays, notamment à propos de la candidature de l'Espagne au Marché commun.

- L'Eglise se dit prête à coopérer avec le futur gouvernement de M. Gonzalez
- Le parti socialiste engagerait des discussions avec les nationalistes basques

À l'indépendance de son triomphe électoral, M. Felipe Gonzalez s'est entretenu, vendredi 29 octobre, avec M. Leopoldo Calvo Sotelo, chef du gouvernement centriste sortant. Il a souligné que leur parti était prêt à discuter avec les nationalistes pour pacifier le Pays basque.

M. Gonzalez devrait prendre ses fonctions de premier ministre au début décembre - le 2 au plus tôt, dit-on à Madrid. D'autre part, des dirigeants socialistes ont indiqué que leur parti était prêt à discuter avec les nationalistes pour pacifier le Pays basque.

Après la défection électorale de son parti, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a démenti les bruits selon lesquels il pourrait abandonner la direction du P.C., mais sa position est singulièrement affaiblie. Quant à l'Eglise catholique, elle a indiqué, par la voix du secrétaire général de l'épiscopat, qu'elle était prête à coopérer avec le futur gouvernement. Il est vraisemblable que Jean-Paul II, attendu dimanche en Espagne, s'entretiendra de ce sujet avec les évêques.

La victoire socialiste en Espagne a été généralement bien accueillie à travers le monde et interprétée comme un renforcement de la démocratie dans ce pays. En Europe occidentale, les réactions sont favorables même de la part des gouvernements conservateurs, qui semblent accorder plus d'importance au fait que le nouveau cabinet espagnol va disposer d'une solide majorité démocratiquement élue qu'à la couleur politique de celle-ci.

A Paris, M. Mitterrand a envoyé un télégramme personnel de félicitations à M. Gonzalez (voir page 2). Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a déclaré que « le succès électoral des socialistes espagnols constitue, par son ampleur et sa signification, l'événement le plus important de l'après-franquisme » et a rappelé la volonté de la France de « travailler sérieusement » à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. M. Lionel Jospin, de son côté, voit dans le résultat des élections l'affirmation de « la volonté du peuple espagnol d'assurer son avenir dans la démocratie ». Le premier secrétaire du P.S. français estime que « la collaboration développée de longue date entre le P.S. et le P.S.O.E. contribuera à renforcer les liens d'amitié et de nécessaire solidarité entre les peuples français et espagnols ».

(Lire la suite page 2.)

### LA FIN DU BLOCAGE DES PRIX ET DES REVENUS

#### Le premier ministre adresse une circulaire aux commissaires de la République

Le Comité des prix, qui s'est réuni vendredi 29 octobre, a entériné une cinquantaine d'engagements de lutte contre l'inflation ou d'accords de régulation avant que le blocage des prix et des revenus prenne officiellement fin le 1<sup>er</sup> novembre. De son côté, M. Pierre Mauroy a adressé à tous les commissaires de la République une circulaire publiée au Journal officiel du 30 octobre. Il leur demande d'inviter les collectivités locales « à continuer leurs efforts comme les autres agents économiques » et indique que leur « action d'explication de contrôle et d'animation est fondamentale ».

Le régime général concernant l'industrie, les services et le commerce a fait l'objet d'arrêtés qui ont été publiés au Bulletin de la concurrence et de la consommation du 23 octobre.

(Lire page 12.)

### CONSOMMATION ET COMMUNICATION

## La fin du « jacobinisme électronique » ?

Des choix décisifs devront être faits bientôt à propos des infrastructures télématiques. L'expérience Télétel de Vélizy va-t-elle essaimer ailleurs ? Où conduira l'annuaire électronique d'Illec-Vilaine ? Quelles villes nouvelles vont s'équiper en VidéoTex ? Après tant de promesses, les réseaux

cablés vont-ils innover la France ? etc. Le phénomène qui apparaît, en tout cas, est considérable : on passe de l'objet de consommation (télévision, magnétophone) à l'outil de communication pluridimensionnel. Mais saura-t-on s'en servir pour « ouvrir » la société ?

par PIERRE DROUIN

Se promenant dans le bazar d'Athènes, Socrate eut ce mot célèbre : « Que de choses dont je n'ai pas besoin. » En ces temps de baisse du pouvoir d'achat, il faudrait épargner cette réflexion au-dessus de la porte d'entrée de son domicile. Si tous les consommateurs, il est vrai, en venaient à adhérer à cette sagesse, le nombre de chômeurs serait multiplié par un coefficient redoutable. Ne craignons rien. La civilisation industrielle a suffisamment conditionné les individus pour qu'ils soient, plutôt que Socrate, Rainer Maria Rilke qui écrivait : « Il ne faut jamais cesser de désirer. »

Ce ne sont pas en effet les besoins qui sont illimités, mais les désirs. Et

tout l'art est maintenant d'agir sur les seconds, pour les canaliser vers des produits nés de technologies nouvelles.

La mobilisation vers la télématique, par exemple, est impressionnante, on l'a vu nettement lors de cette récente période de temps où salons et colloques, aux sigles de minuscules lettres (SICOP, VIDCOM, IDATE), ont dévoré appareils et messages, réseaux et programmes. Le public commence à s'intéresser à l'au-delà de la télévision, le magnétophone le prouve clairement. Il s'agit là d'un produit de consommation qui, malheureusement, ne fait pas tourner nos industries mais celles du Japon.

#### Une prise de conscience tardive

Trouvera-t-on autant de clients pour répondre aux propositions de larges informations et services proposés par le système Télétel, né, on le sait, du mariage de l'ordinateur, du téléphone et de l'écran de télévision ? La France n'a jamais cru beaucoup à la « demande sociale » (on l'a bien vu dans l'histoire du téléphone), s'intéressant beaucoup plus à la « demande institutionnelle », moyennant quoi, elle a vu se creuser son déficit commercial.

La prise de conscience que l'équipement du grand public peut être un moteur du développement a été tardive. Du coup la perception des bons

créneaux est encore floue. Nul ne sait par exemple à quelle décision conduira l'expérience de Vélizy, qui teste, depuis seize mois en vraie grandeur, le fameux Télétel 3 V. On ne peut encore que recueillir le témoignage des utilisateurs très contrastés, ou tout de même très orientés, par le fait que le milieu social choisi est d'un niveau relativement élevé. Qu'a-t-on constaté ?

Dans une première phase, la curiosité a poussé la plupart des usagers à explorer les possibilités de leur terminal. Une minorité - non négligeable - s'est arrêtée là, n'ayant pas réussi à « apprivoiser l'outil ».

(Lire la suite page 9.)

#### « LE RÉPUBLICAIN LORRAIN » (METZ) DEVIENT ACTIONNAIRE DE « L'EST RÉPUBLICAIN » (NANCY)

En rachetant l'entreprise naissante La Grande Chandellerie lorraine, le quotidien de Metz le Républicain lorrain devient propriétaire de 21 % du capital de son rival de Nancy l'Est républicain. Est-ce le prélude à une concentration qui finit de grouper l'un des plus puissants de la presse régionale ?

(Lire page 9.)

### POINT

## Moins de faillites d'entreprises

« L'accroissement vertigineux des disparités d'entreprises », prédit par les organisations patronales au lendemain du blocage de prix, n'est toujours pas au rendez-vous. De janvier à septembre, en effet, selon les statistiques que vient de publier l'INSEE, 15 084 entreprises auront été mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens contre 15 674 pour la même période de 1981. Soit une baisse du nombre de défaillances de 3,8 %.

Le gouvernement sera particulièrement sensible au fait que cette décroissance est nette dans l'industrie (-14,5 %) et le commerce (-7,8 %). En revanche, les sociétés de transport, les hôtels, cafés, restaurants, et surtout le secteur des services rendus aux entreprises, semblent plus mal supporter la crise. « La stabilisation de la tendance constatée antérieurement semble donc se poursuivre », précise l'Institut national de la statistique et des études économiques.

De la renonciation à la réduction de la durée du travail en 1983 aux allègements fiscaux et sociaux promis en compensation du prélèvement pour l'UNEDIC, la liste est longue, ces derniers mois, des « concessions » accordées par le gouvernement aux entreprises. De là à conclure que le patronat les a obtenues en adoptant un ton vif et une stratégie de lutte, il n'y a qu'un pas, qu'il ne faut pas forcément franchir.

M. Delors reconnaissait il y a quelques jours qu'il y a redressement du revenu brut d'exploitation était indispensable pour redonner du dynamisme à l'économie nationale. Les statistiques des dépôts de bilan enregistrés aux tribunaux de Paris et de Nanterre en septembre 1982 ont montré 163 en août, et 187 en juillet montrant d'ailleurs que, toujours selon l'INSEE, après la détente observée dans les premiers mois de 1982, cette série retrouve depuis quatre mois un niveau élevé.

### AU JOUR LE JOUR

Il n'y a plus de désastre à redouter. Chacun ayant consenti un effort pour la part du futur, l'assurance chômage sera assurée. Les partenaires sociaux, qui avaient vacillé au bord du gouffre où l'UNEDIC aurait péri - et les chômeurs avec elle, - ont accepté de reculer.

### Assurance

Quand on aura mis au point le détail des cotisations pour l'assurance chômage, il restera un dossier annexé : le financement de l'assurance travail pour ceux qui n'ont pas envie d'être assurés chômeurs.

BRUNO FRAPPAT.

### « ALEXANDRE LE GRAND », DE THEO ANGELOPOULOS

## L'imitation du tyran

Dans un palais brillamment illuminé d'Athènes, on fête, sur des valises de Strauss, le 1<sup>er</sup> janvier 1900. Pendant ce temps, un bandit s'évade de prison. C'est Mégalexandros. Il capture des lords anglais qui ont éprouvé le besoin, en citant Byron, d'aller voir se lever l'aube du vingtième siècle sur la mer, les emmène dans son village natal où le maître d'école a fondé une sorte de communauté socialiste.

Theo Angelopoulos, dont les films précédents (Jours de 36, le Voyage des méditerranéens, les Chasseurs) étaient des traverses idéologiques, politiques, de l'histoire grecque contemporaine, établit, ici, dès les premières images, un climat de légende.

Les Anglais rêvent de la Grèce romantique, le prisonnier évadé qu'un cheval blanc attend porte un costume à l'antique. Il se considère, il

est considéré comme une réincarnation d'Alexandre de Macédoine, dit le Grand, qui passe pour un libérateur du peuple. Dans sa maison retrouvée, le cadavre momifié de son épouse en robe de mariée rappelle un bonheur brisé par la mort. Le village vit dans l'utopie du socialisme de Proudhon. Cinq anarchistes italiens (dont une femme) viennent s'y réfugier. Ils tombent dans les bras des paysans grecs. Ce monde, idéalisé par une exaltation populaire, va se fissurer de l'intérieur, tout en étant, de l'extérieur, menacé par le pouvoir en place et son armée.

Car, sous ses allures de héros, de symbole libérateur, Mégalexandros est un tyran, un chef de bande qui impose, par la force et la violence, le culte de sa personnalité.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 7.)

مكتبة  
الجامعة



# étranger

## APRÈS LE SUCCÈS DES SOCIALISTES AUX ÉLECTIONS

### « La France est pour nous le partenaire idéal » nous déclare M. Fernando Moran, le « diplomate » du P.S.O.E.

De notre correspondant

Madrid. — Une politique aux accents gaulliens : c'est ainsi que le principal spécialiste des questions internationales au sein du P.S.O.E., M. Fernando Moran, sénateur durant la dernière législature, définit la stratégie diplomatique que suivra son parti une fois au gouvernement.

« Nous pensons qu'il ne faut pas aborder l'ensemble des problèmes internationaux sous l'angle de l'opposition Est-Ouest, car une telle conception ne peut qu'aboutir à globaliser les conflits locaux. C'est ce qu'il faut surtout éviter dans une région aussi sensible que la Méditerranée ».

M. Moran nie que les divergences entre le gouvernement espagnol sortant et le P.S.O.E. se limitent au problème de l'appartenance à l'O.T.A.N. « C'est notre conception globale de la politique internationale qui est différente, souligne-t-il. L'Espagne a essentiellement cherché jusqu'ici à obtenir à l'extérieur et surtout en Europe occidentale, une légitimation de son nouveau régime démocratique. Ce n'est pas suffisant. Nous appuyons fermement, nous aussi, l'entrée de notre pays dans la Communauté économique européenne, mais ce ne peut être le seul axe de notre politique. De la même manière, le fait de reconnaître notre appartenance au monde occidental ne doit pas nous empêcher de rechercher en son sein une plus grande autonomie ».

### Un référendum

Si le programme du P.S.O.E. prévoit un référendum pour décider du maintien de l'Espagne dans l'O.T.A.N. à laquelle les socialistes sont opposés, il n'en pense toutefois pas la date. « Nous ne voulons pas précipiter les choses, car il est nécessaire de laisser à nos partenaires le temps d'opérer les ajustements indispensables pour se préparer à notre éventuel départ, affirme notre interlocuteur, qui nous devons faire immédiatement, en revanche, c'est geler les négociations en cours concernant notre participation à l'organisation militaire intégrée de l'Alliance. L'un des nos principaux objectifs est de contribuer à la détente mondiale et ce n'est pas en nous intégrant à un bloc militaire et en modifiant ainsi l'équilibre des forces internationales que nous y parviendrons. D'autant que l'appartenance à l'O.T.A.N. n'améliore pas notre capacité de défense, alors qu'elle réduit notre influence dans d'autres régions du monde, comme l'Amérique latine ou le monde arabe ».

M. Moran ajoute cependant : « L'Espagne ne veut pas pour autant diminuer la capacité globale de défense de l'Occident. C'est pourquoi elle accepte le maintien du droit, pour les États-Unis, d'utiliser quatre bases en territoire espagnol ».

Au sujet de l'entrée dans la C.E.E., M. Moran affirme qu'il passe par un accord politique avec Paris, qui doit être global. La France constitue pour nous le partenaire potentiel idéal, étant donné notre similitude géographique et de conceptions en matière de politique internationale. Le problème, c'est que le gouvernement français n'a pas eu pendant longtemps de politique espagnole et qu'il n'a pas, aujourd'hui, une politique méditerranéenne à la mesure de sa politique européenne ».

(Suite de la première page.)

Une certaine retenue est de mise, selon la tradition, en Grande-Bretagne, où l'on se félicite cependant de la consolidation de la démocratie à Madrid.

Le président du conseil italien, M. Spadolini, écrit, dans un télégramme adressé à M. Gonzalez, que sa victoire est celle des « idéaux de justice, de progrès et de liberté ». Le premier ministre portugais, M. Francisco Pinto Balsemão, estime que les relations entre Lisbonne et Madrid « bénéficieront de la clarification de la vie politique dans les deux pays, au moment où au Portugal la période de transition vers la démocratie se termine avec l'extinction du Conseil de la révolution ».

A Athènes, M. Andreas Papanastasiou, premier ministre grec, a déclaré que, après la victoire « impressionnante » de M. Gonzalez, il était « clair que le socialisme triomphe partout dans l'Europe du Sud ». M. Olaf Palme, chef du gouvernement social-démocrate suédois, a souhaité, pour sa part, que la démocratie soit définitivement consolidée en Espagne.

### Les commentaires de la presse parisienne

**LE MATIN DE PARIS** : le déclin du P.C.

« Les partis communistes européens seraient-ils voués au déclin ? » Le P.C. français a abandonné la notion de dictature du prolétariat. Le P.C. italien a proposé le « compromis historique » à la démocratie chrétienne. Tous ont plus ou moins pris des distances avec le Kremlin. Il y a donc bien un effort pour se situer dans le monde de la démocratie occidentale et s'y faire accepter. Le motin qu'on puisse dire est que ces efforts n'ont guère été récompensés. Il faut en conclure qu'ils n'ont pas été tout à fait crédibles. Sans doute pour deux raisons, au moins, la première étant la lenteur des P.C. à modifier leur fonctionnement interne, ce centralisme démocratique qui se justifie peut-être dans la Russie post-staline, mais dont les opinions publiques des pays politiquement développés mettent en question, précisément, le caractère démocratique. La seconde raison peut être trouvée dans l'incapacité des responsables communistes à résister des analyses sociologiques qui datent souvent des années trente.

**L'HUMANITÉ** : l'unité primordiale

« Il serait dramatique que les Espagnols (...) se détournent de ceux qui, souvent seuls, ont chèrement payé tribut à la lutte antifasciste. On ne peut oublier cet apport, même si l'important restait du P.C.E. doit avoir des motifs

que les communistes espagnols ne manquent pas de motifs d'ordre interne. Le « vote utile », dont parle M. Santiago Carrillo, a été le plus d'un million d'électeurs communistes à se prononcer pour le P.S.O.E. alors que le P.C.E. vient de vivre des années marquées par des divisions internes extrêmement graves. Il faudra attendre les conclusions des premiers intéressés, mais une évidence s'impose : l'unité du parti communiste est chose primordiale, en Espagne et ailleurs... »

**JOSÉ FORT**

**LIBÉRATION** : une porte ouverte

« Les relations franco-espagnoles ne peuvent en rester à des serments de solidarité latine et progressiste. Les socialistes français devront découvrir certains de leurs mandants occultes (aux côtés réticents) et les Espagnols corriger l'énorme déficit commercial de la France à leur profit. Rien qui soit hors de portée de négociation, rien qui soit simple à faire admettre de chaque côté des Pyrénées. »

« L'Espagne désormais n'est plus seulement la porte à côté : ce peut être une porte ouverte. Il faut refuser les vents coulis qui cherchaient à la refermer. »

**CLAUDE DUBOIS**

**LE QUOTIDIEN DE PARIS** : tragique souvenir

« Le résultat des élections de jeudi ne laisse pas d'être inquiétant. Non parce qu'il sanctionne le triomphe du parti socialiste.

### Le parti communiste n'a pas su convaincre les électeurs qu'il s'était adapté à la démocratie

De notre correspondant

Madrid. — La débâcle électorale du parti communiste espagnol pose à nouveau le problème du maintien à son poste de celui qui est, depuis 1930, le secrétaire général. M. Santiago Carrillo s'est efforcé de démenter les rumeurs qui ont commencé à circuler sur sa possible démission, mais il aura dorénavant beaucoup de difficultés à justifier sa gestion auprès de la base du parti qui manifeste ouvertement son mécontentement.

En réalité, la débâcle est due en grande partie à l'image que le P.C.E. donne de lui-même à la société espagnole. Depuis le début de 1981, ce parti, qui avait réussi à représenter au sein de l'Europe occidentale l'expression la plus avancée d'une forme de communisme plus adaptée aux pays développés, se débat dans une interminable succession de scissions et d'expulsions. L'économiste eurocommuniste Ramon Tamames, en mai 1981, le pro-sociétiste Carlos Salvo, deux mois plus tard, le secteur le plus rénovateur des communistes basques, en novembre 1981, les « eurocommunistes rénovateurs » du comité central, quelques semaines plus tard, les prosoviétiques catalans en décembre, les prosoviétiques de l'organisation syndicale de Madrid, en juillet dernier : la liste est longue de ceux qui ont été expulsés du parti ou amenés à le quitter parce qu'ils étaient en désaccord avec les thèses défendues par le secrétaire général. Les idées eurocommunistes développées à l'extérieur par M. Carrillo n'ont pas été appliquées au sein même du parti, dont le mode de fonctionnement n'a pas bénéficié de l'aggiornamento nécessaire.

### L'argument du « vote utile »

M. Carrillo a essentiellement justifié ces mauvais résultats en invoquant l'avalanche du « vote utile » qui a poussé les électeurs communistes à se reporter sur le parti socialiste ouvrier espagnol. Ce facteur a certainement joué. D'autant que le P.S.O.E. avait clairement affirmé qu'il ne gouvernerait pas avec les communistes et qu'il n'établirait pas avec eux de pacte de législature.

M. Carrillo avait, durant la campagne, développé la thèse que seule la présence d'un P.C.E. puissant pourrait empêcher les socialistes de céder aux tentations de la social-démocratie. Nombre de ses électeurs ont visiblement considéré que la capacité dont disposerait la formation de M. Carrillo à résister à ces tentations était insuffisante.

L'argument du « vote utile » n'explique toutefois pas tout. Pas plus que celui qui consistait à inviter la « main de Moscou » compte tenu des mauvaises relations de M. Carrillo, l'un des principaux chantiers de l'eurocommuniste avec l'Union soviétique. Il est vrai que le P.C.E. a enregistré des résultats catastrophiques dans les faubourgs ouverts des grandes villes, qui constituent le lieu traditionnel des éléments prosoviétiques. C'est le cas, notamment, de Barcelone où le P.C.E. obtenait traditionnellement ses meilleurs scores et où il ne réussit, cette fois, qu'à être devancé par le P.S.O.E. Mais il est significatif que les petits partis qui se sont constitués à la gauche du P.C.E. en revendiquant le retour à un communisme qui ne soit pas celui obtenu un nombre significatif de suffrages. Ils ont connu le

### Des thèses non orthodoxes

Un dirigeant, dont la fidélité à M. Carrillo ne pouvait pas être mise en doute, M. Nicolas Sartorius, jusqu'à il y a peu numéro deux du parti, affirmait, en juin dernier, que ce qui était en cause au sein du P.C.E. c'était la manière dont cette formation concevait la politique dans une Espagne à la démocratie retrouvée. Ses difficultés à simplifier, en profondeur, au sein de la société espagnole, le manque de crédibilité de son projet politique. Pour avoir invoqué ces thèses non orthodoxes, M. Sartorius avait alors perdu son poste de secrétaire général d'octobre. Aujourd'hui, M. Carrillo a ses propres pouvoirs difficilement étendus d'ignorer ces appels à une auto-critique urgente.

THIERRY MALINIAK

### Le changement politique

La démocratie soit définitivement consolidée en Espagne.

A Bonn, nous indiquons notre correspondant Alain-Clement, le parti social-démocrate « adresse ses vœux les plus cordiaux » au P.S.O.E. « Les grandes thèses qui attendent les socialistes réclament au premier chef des efforts communs des socialistes européens et internationaux », poursuit le communiqué du S.P.D. A Vienne, le parti socialiste autrichien fait part de sa « joie » et affirme que « ce succès n'est pas seulement important pour les socialistes démocrates en Europe, mais pour le monde entier ».

A Bruxelles, des responsables de la commission européenne, cités par l'agence Reuter, ont estimé que la victoire du P.S.O.E. ne devrait pas affecter les difficiles négociations sur l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

A Washington, le département d'Etat a indiqué que les États-Unis « soutiennent fermement le processus démocratique en Espagne et prévoient de travailler en étroite collaboration avec le prochain gouvernement ». « Le peuple espagnol peut être fier du fait que les institutions démocratiques fonctionnent », a ajouté le porte-parole du département d'Etat.

A Moscou, l'agence Tass a salué la victoire du P.S.O.E., qualifiée de « nouvelle étape importante vers la démocratisation du pays », mais remarquant que « le nombre de sièges détenus par les communistes a considérablement diminué ». Tass rend responsable de cet échec les divergences entre les communistes et les socialistes espagnols en matière de « politique intérieure et extérieure ». Indique l'agence Associated Press.

En Amérique latine, les gouvernements civils ont salué la victoire du P.S.O.E., tandis que les régimes militaires s'abstiennent en général de toute réaction officielle. Les gouvernements boliviens, dominicains, vénézuéliens, colombiens, mexicains, péruviens ont ainsi félicité les socialistes espagnols. A Managua, le gouvernement révolutionnaire sandiniste a affirmé que la victoire du

### Les réactions de l'Eglise : acceptation et espérance

De notre envoyé spécial

Madrid. — « Que sera la que Dios quiera » (Que la volonté de Dieu soit faite) : c'est en prononçant cette pieuse réflexion que le cardinal Enrique Y. Tarazona, archevêque de Madrid, a déposé son bulletin de vote dans l'urne, jeudi matin. Mais, humblement parlant, il y a longtemps que les évêques espagnols connaissent l'issue du scrutin et savent que la victoire des socialistes était inévitable.

Mgr Fernando Sebastian Aguirre, évêque de Leon et secrétaire général de l'Episcopat, l'a reconnu aussitôt lorsqu'il nous a reçu dans les bâtiments ultra-modernes de la Conférence épiscopale, situés dans les faubourgs résidentiels de la capitale. « Le document que nous avons publié fin septembre (Le Monde daté 9 et 27 septembre) se voulait politiquement neutre, dit-il. Sans ignorer les sondages qui donnaient la gauche gagnante, nous voulions montrer clairement que nous acceptions la décision du peuple, tout en maintenant une certaine liberté critique. Maintenant que le peuple s'est prononcé démocratiquement, nous sommes prêts à collaborer avec le nouveau gouvernement sans cocher nos plus qu'aujourd'hui notre Eglise a des idées très précises sur la distance à garder entre religion et politique ».

Mgr Alberto Iniesta, évêque auxiliaire de Madrid et vicaire général de Valence, quartier pauvre de la capitale, qui est considéré comme un des évêques les plus ouverts sur le plan social, est encore plus convaincu quant à la nécessaire séparation de l'Eglise et de l'Etat. Dans son bulletin diocésain, il a dénoncé sans détour toute « campagne pastorale » de la part de l'Eglise pendant la campagne électorale. « Les évêques doivent respecter les règles du jeu de notre société », écrit-il. Il faut éviter les déclarations sur les options éthiques et sociales de l'Eglise, non pas parce que la foi n'influe pas sur la vie sociale, mais parce que les prêtres ne doivent pas décevoir les fidèles sur leur choix de chrétiens, mais parce que la position de l'Eglise est suffisamment connue. En s'abstenant d'intervenir, les évêques donnent un double exemple de respect : vis-à-vis des fidèles en ne les traitant pas comme des brebis, et vis-à-vis de la société en refusant de privilégier tel parti politique par rapport aux autres ».

Ce ton résolument neutre, qui est loin d'être partagé par tous les dirigeants de l'Eglise, n'est pas non seulement et bien évidemment avec le comportement de

L'Eglise sous le franquisme, mais même avec l'attitude des évêques face à la formation gouvernementale centriste (U.C.D.) qui lui avait succédé. Des polémiques avaient éclaté entre l'Eglise et le pouvoir en place notamment à propos de la loi de 1980 sur le statut des établissements de l'enseignement secondaire, qui fixait les conditions des subventions aux écoles privées ; puis à propos d'une proposition de loi sur l'autonomie des universités — proposition retirée, en avril dernier, trois ans après son élaboration, à cause de l'opposition de la hiérarchie catholique qui possédait quatre des trente-trois universités espagnoles. Puis il y eut des débats sur le divorce et l'avortement. Or il est évident que ces points chauds seront l'objet de litiges encore plus aigus, sous un gouvernement socialiste.

De part et d'autre, cependant, on multiplie les assurances de bonne volonté. Dans le programme socialiste, on a visiblement cherché à éviter les provocations. Pour ce qui est de l'enseignement privé, on fait remarquer qu'on ne veut pas réduire les subventions, mais simplement exercer un droit de regard sur leur utilisation et introduire une participation des parents et des élèves à la gestion des établissements.

Quant à l'avortement, la proposition des socialistes est des plus restrictives. L'interruption de grossesse serait admise seulement à certaines conditions : si la vie de la mère est en danger ; s'il y a un risque de malformation grave, physique ou psychologique, de l'enfant ; s'il y a un viol. L'Eglise souligne la modération du programme socialiste et le fait que l'antiféminisme qui avait marqué la fondation du P.S.O.E. a disparu. N'y a-t-il pas des catholiques de gauche parmi les dirigeants du parti, notamment M. Gregorio Foces-Bermejo, qui sera bientôt président des Chambres ? Et son appel avec un « oui » d'aujourd'hui, M. Felipe Gonzalez est le « produit » d'un collège religieux.

Si le quotidien d'extrême droite El Alamo redonne la « parole » à l'Eglise et titre à propos d'un fait divers — le début d'un divorce dans une église de campagne — « ils n'ont pas réussi à brûler l'Espagne », c'est un regret trop voyant de 1938 : la presse catholique n'est montrée dans l'ensemble très modérée. Même Ya, organe officieux de l'archevêque de Séville, titre son éditorial : « Acceptation et espérance ».

ALAIN WOODROW

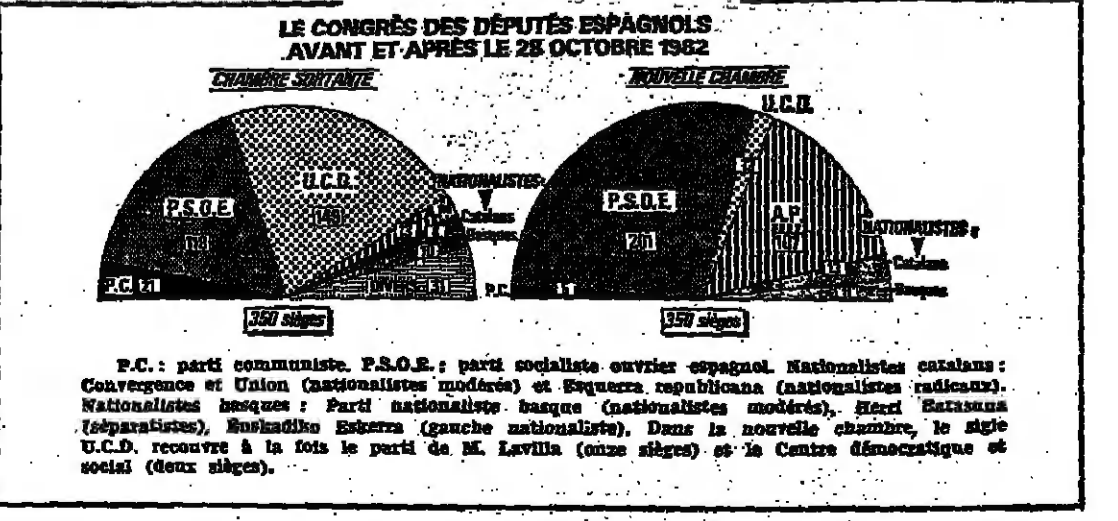
### La composition du Sénat

En même temps que leurs députés, les Espagnols élisent les sénateurs. Le Sénat est une chambre législative, représentative des régions. Il comprend deux cent huit membres (chaque des cinquante-deux provinces désigne quatre sénateurs).

En cas de désaccord entre les deux Chambres, le dernier mot appartient au Congrès des députés.

Le Sénat élu le 28 octobre est ainsi composé (entre parenthèses les effectifs du Sénat élu en 1979) :

Parti socialiste ouvrier espagnol	124	(65)
Alliance populaire	56	(2)
Union du centre démocratique	4	(120)
Parti nationaliste basque	7	(8)
Divers	9	(128)





## ESPAGNOLES

Tribune internationale  
Le pari difficile de M. Felipe Gonzalez

par JUAN-LUIS CEBRIAN (\*)

QUELLE leçon peut-on tirer des dernières élections législatives qui ont assuré de manière retentissante la majorité absolue au parti socialiste ouvrier espagnol ? Une première analyse des résultats montre une tendance à la bipolarisation ou à un bipartisme modéré qui s'acquiescent déjà après les élections de 1977, mais qui avait disparu lors de celles de 1979. L'origine de l'écoulement victorieux socialiste se trouve dans la destruction du centre droit jusqu'ici au gouvernement, destruction qui a entraîné vers les socialistes une grande partie du vote des classes moyennes et des professions libérales jusque-là acquises au centre. Une autre explication est l'influence du vote utile, parmi les électeurs traditionnels du parti communiste, en proie, ces derniers, à des divisions internes, ainsi qu'au sein de quelques petites formations à la gauche du P.C.E.

L'écoulement du parti au pouvoir, qui a perdu près de 5 millions de voix et 188 députés, et qui n'a réussi qu'à grand-peine à former son propre groupe parlementaire, est un des phénomènes les plus notables de l'Espagne de l'après-franquisme. Il est difficile de trouver un précédent dans l'histoire.

L'U.C.D. a reçu le pouvoir en héritage de la dictature. Elle a pu diriger avec succès le processus de réforme durant six ans, jusqu'au putsch manqué du 23 février 1981, sans pour autant être capable de réaliser certaines transformations essentielles largement réclamées par l'opinion publique, et surtout celle qui devait permettre la modernisation de l'Etat. Pour beaucoup, le « changement » proposé par le P.S.O.E. durant sa campagne électorale victorieuse signifiait en fait la dernière étape de l'entente du franquisme et du système économique et social en vigueur durant la dictature. Telle est la raison des réserves de la droite autoritaire, qui s'est précipitée sous le parapluie protecteur de M. Fraga, partie de voir remis en question le modèle de répartition du pouvoir qui est, en fin de compte, resté intact durant toute la transition démocratique.

C'EST pourquoi il est difficile de croire que le vote de confiance de près de dix millions d'Espagnols dont a bénéficié le P.S.O.E. constitue un vote nettement socialiste. C'est plutôt un pari en faveur de la modernité dans tous les sens du terme. C'est dans une certaine mesure un vote contre le passé et ses symboles. De la même manière, la percée spectaculaire de l'Alliance populaire de M. Fraga est due en partie aux votes nostalgiques de la droite dure qui, cette fois, a tourné le dos à ses représentants les plus ouvertement fascistes, comme M. Blas Piñar, pour se concentrer, elle aussi, sur le vote utile.

Même si les socialistes obtiennent pratiquement deux fois plus de suffrages que l'Alliance populaire, il ne faut pas négliger l'importance de la résurgence d'une droite extrémement conservatrice qui est pratiquement devenue le seul parti d'opposition. L'impossibilité pour la droite de vaincre le P.S.O.E. par le vote utile, et la création de certains secteurs du parti de M. Fraga, favorisent des mesures qui peuvent prendre les socialistes, risquant d'étendre la bipolarisation politique à un autre terrain que celui du Parlement. Pour beaucoup, M. Fraga lui-même se trouve pratiquement à la gauche de son parti. La capacité de « déstabilisation », dont une droite aussi dure et aussi puissante peut faire preuve face à un gouvernement socialiste, pourrait mener à de dangereux affrontements.

On ne peut exclure que la droite de M. Fraga se divise à nouveau, si dans quelques mois les secteurs les plus réformateurs arrivent à la conclusion que la modification de l'actuel système politique, de l'obtention d'une victoire qui leur permette de gouverner. C'est du degré de désespoir, et court et à moyen terme que manifestent la droite qui dépend en grande partie l'avenir de l'actuel système politique espagnol.

Les socialistes sont certainement conscients de cette menace d'autant plus réelle qu'il existe plus de centres politiques qui servent de tampon pour atténuer les tensions. De nombreux leaders du parti viennent d'accorder à souligner qu'il n'y a pas de reconnaissance malgré les difficultés d'un projet après la victoire. La victoire des formations qui présidaient MM. Llaneta, Leizaola et Adolfo Suarez. Celui-ci n'a obtenu que six députés, au sein du Congrès, où il ne sera accompagné que d'un seul autre député de son parti, tandis que, au sein de l'U.C.D., ont chuté, ni plus ni moins, l'actuel président du gouvernement, M. Leopoldo Calvo Sotelo, et douze ministres ou anciens ministres.

La défaite de la droite est la conséquence de la désunion, et c'est de celle-ci que les socialistes ont le plus profité. Même si le pourcentage élevé de participation et l'appui massif, dont a bénéficié le parti de M. Felipe Gonzalez, ont pu convaincre à court terme les secteurs durs des forces armées de renoncer à leurs desseins, les périls d'une intervention militaire et les conspirations des puissances étrangères, durant quelque temps, la loi du socialisme au pouvoir. L'U.C.D. laisse au P.S.O.E. en cette matière, un héritage qui n'a rien d'encourageant. Le complet dénoyauage, il y a un mois à peine, par le gouvernement, et qui visait à réaliser un pacte à la veille des élections, n'a nullement été désarticulé et la trame civile qui le sous-tendait peut gagner en importance après la défaite de la droite.

La capacité de contre-offensive des socialistes est très limitée au cas contraire. Le dialogue entre la société civile et le pouvoir, si s'est progressivement en Espagne à partir du 23 février 1981, et l'information qui recueille la classe politique sur les militaires est à la fois très réduite et souvent déformée. Malgré ses déclarations de loyauté, il est indéniable que l'armée espagnole, dans sa majorité, n'est pas de mentalité démocratique et qu'elle manifeste beaucoup de suspicion face à un régime dont elle ne partage guère les valeurs essentielles. La figure du roi sera fondamentale pour favoriser le dialogue et l'entente entre Felipe Gonzalez et la hiérarchie militaire, entente qui devra forcément s'accompagner de réformes effectives d'organisation militaire elle-même.

C'est cette question et les premières mesures économiques à prendre pour surmonter la crise qui occupent l'attention du nouveau gouvernement durant ses premières semaines d'existence. Certains s'exclament pas que, durant cette période, Felipe Gonzalez bénéficie de quelque succès spectaculaire dans la solution du problème basque. On assure que des conversations avec l'ETA sont en cours à Paris et qu'elles bénéficieraient de l'appui décisif du gouvernement de M. Mitterrand. En revanche, les chances de succès sont moindres en matière de relance économique et d'emploi. Les socialistes seront, en outre, assésés par une presse qui, dans sa majeure partie, leur est hostile et qui, dans de nombreux cas, s'est montrée clairement favorable à Fraga durant la campagne électorale. Ils seront également victimes de la méfiance des pouvoirs traditionnels, disposés à plus d'exigence à l'égard de la gauche au pouvoir que face à leurs amis de la droite et à ne pas pardonner à la première les erreurs qu'ils acceptaient des seconds.

Les appels à la prudence de Felipe Gonzalez montrent combien le tout premier ministre est conscient des dangers qui le menacent. Il n'est pas exagéré de dire qu'il faudra que l'actuelle législature de quatre ans parvienne à son terme pour que la démocratie espagnole se consolide. Il appartient aux socialistes de concilier le changement annoncé et les mesures de prudence nécessaires. C'est un équilibre difficile, qui implique, à la fois, de ne pas décevoir les électeurs qui les ont élus, et de ne pas provoquer ou de ne pas trop provoquer les forces qui veulent revenir en arrière.

(\*) Directeur du quotidien madrilène « El País ».

## EUROPE

## Allemagne fédérale

## AUX ÉLECTIONS DU 6 MARS

## M. Hans-Jochen Vogel sera le candidat du S.P.D. à la chancellerie

De notre correspondant

Bonn. — C'est à l'unanimité que le comité directeur du S.P.D. a désigné, vendredi 29 octobre, M. Hans-Jochen Vogel comme candidat à la chancellerie pour les élections du 6 mars 1983 (nos dernières élections datées du 30 octobre). M. Vogel prend donc la relève de M. Schmidt, qui a renoncé avec lui à postuler à nouveau les fonctions de chef de l'exécutif. A cinquante-six ans, l'ancien maire de Munich — il fut et son temps le plus jeune bourgmestre d'une grande ville allemande — est une personnalité complexe dont l'évolution ne fut pas linéaire, bien qu'elle ait toujours été soutenue par une ambition raisonnée.

En Bavière, il est à l'origine des éléments « gauchistes » du S.P.D., lequel ne s'est toujours pas rendu localement en ces luttes de l'endurance. Il en reste si démoralisé que, jeudi, les députés sociaux-démocrates au Landtag de Bavière ne sont pas allés au vote d'opposition au candidat à M. Franz Josef Strauss, réélu « dans un fiasco » ministre-président de Bavière.

M. Vogel a toujours soigné sa popularité — il obtint en 1980 près de 90 % des voix aux municipales — même lorsqu'il lui fallait monter sur les barricades. Il a prouvé pas à pas, dans la police contre les manifestations violentes de Schwabing, le « quartier Latin » de Munich, en 1982, à une époque où l'autorité n'avait pas encore fait l'expérience de la force. Dix ans plus tard, M. Vogel se retrouve à Bonn à un poste de second rang aux côtés du chancelier Brandt. M. Helmut Schmidt fait de ce brillant juriste un ministre de la justice. Son nom reste attaché à la réforme du droit matrimonial, ainsi qu'à celle du droit foncier et local.

## Le soutien de M. Brandt

Le chancelier ne devait s'en apercevoir que pour le changer d'une mission de confiance : renforcer la social-démocratie berlinoise, alors en pleine crise à la suite de scandales en chaîne. Le rôle à jouer était important, mais pas pour longtemps. Les élections fédérales, et M. Vogel se retrouve sur les bancs de l'opposition. Il est donc en quelque sorte disponible pour « servir national », alors que celui que l'on connaît comme son rival dans les faveurs du parti, M. Johannes Rau, le ministre des affaires intérieures, président du Land le plus important de la

R.P.A. la Rhénanie du Nord-Westphalie. M. Vogel avait la préférence de M. Willy Brandt, président du S.P.D. qui voit en lui un homme d'ouverture, un facteur d'intégration pour son projet d'une majorité « à gauche de la C.D.U ». Ce qui suppose qu'on ne rebute pas les divers mouvements qui parcourent la vie politique allemande, y compris les pacifistes et les écologistes, les fameux « verts », trop exigeants pour obtenir droit de cité sans autre forme de procès. On ne sait pas très bien comment M. Brandt entend s'y prendre pour récupérer ces introuvables de diverses obédiences, alors que, sur le fond, il assure rester fidèle pour l'essentiel, même sur les questions de défense et d'énergie nucléaire, à ce qu'était le programme de M. Schmidt.

C'est en tout cas une stratégie qui implique un minimum d'entente avec les « verts ». Tel est le cas à Hambourg où menaces de retourner aux urnes contre leur gré et de passer ainsi pour de mauvais joueurs, les écologistes ont voté la motion de dissolution du conseil municipal déposé par le S.P.D., et se disent prêts à négocier ultérieurement leur soutien pontifical. C'est encore le cas en Hesse, où le gouvernement socialiste, sorti en bonne position, mais à tout de même en position minoritaire, des élections du 23 septembre, cherche à tout officiellement dans le dessein de se maintenir au pouvoir, un contact avec les « verts » locaux auquel il se refusait auparavant.

M. Brandt espère convertir ces hésitations et les ramener peu à peu dans le giron du S.P.D., ou s'il a en vue une politique d'alliance voire de compromis, avec les « verts » et autres marginaux électoralement prospères. M. Vogel s'est exprimé avec beaucoup de discrétion sur le sujet. C'est que tout dépend en fait du résultat des élections de mars 1983 et de la plate-forme sur laquelle le S.P.D. aura conduit la bataille.

M. Vogel sera confirmé dans sa candidature par un congrès du S.P.D. qui ouvrira le 24 janvier à Dortmund. Il aura l'occasion d'y faire connaître ses intentions et de donner la mesure de son tempérament. Ce sera son véritable début sur la grande scène politique. Il a déjà été ministre pendant six ans de carrière derrière lui. Il reste à demi-inconnu pour la masse de ses compatriotes.

ALAIN CLÉMENT.

## DIPLOMATIE

## LE SOMMET ANGLAIS-ALLEMAND DE BONN

## Mme Thatcher et M. Kohl ont constaté leur identité de vues sur l'alliance atlantique et les risques du protectionnisme économique

Le sommet régulier anglo-allemand s'est achevé vendredi 29 octobre par une visite de six heures de Mme Thatcher à Berlin-Ouest, en compagnie du chancelier Kohl. Cette visite a été précédée de la protestation de routine que lève chaque fois qu'il y a une réunion de ce genre, de l'opposition de l'Union soviétique à la participation de la République fédérale, dont Berlin-Ouest ne fait pas partie juridiquement (la R.D.A. ayant, elle, fait de Berlin-Est, et même de « Berlin », sans autre précision dans les textes officiels, sa nouvelle capitale). Mais ce passage du premier ministre britannique dans le secteur occidental de la ville lui a surtout donné l'occasion d'un vigoureux discours de politique étrangère.

Dans le style « monnaie » qu'elle affectionne, Mme Thatcher a insisté sur l'« idéologie impitoyable » qui régit par la force de l'histoire côté du « mur de la honte », et sur la leçon donnée au monde par le peuple polonais : « Le jour viendra où la colère et la frustration des hommes seront déversées à l'un des points sur lesquels l'identité de vues avec M. Kohl est la plus grande. Au cours de leurs conversations de Bonn, les deux chefs de gouvernement ont en effet constaté leur

accord sur leur volonté de renforcer l'alliance atlantique, mais aussi de ne pas ruiner toutes les chances du dialogue avec l'Est, quitte à tenir tête à Washington à propos de certains dossiers, comme celui du gazoduc euro-sibérien.

Le nouveau chancelier ouest-allemand avait fait de la coopération avec les États-Unis un des thèmes majeurs de son discours inaugural. Mais les premières semaines de son gouvernement laissent à penser qu'il ne s'écartera finalement que sur ce point de la ligne de conduite de son prédécesseur. C'est là un terrain où il a trouvé en Mme Thatcher, qui ne saurait être soupçonnée de manquer à la solidarité occidentale, une interlocutrice « sur mesure ». Qu'il s'agisse de prouver le renforcement du potentiel nucléaire de l'OTAN en Europe, pour faire face au surarmement soviétique (les états-membres doivent bien être installés en R.F.A. fin 1983 si les négociations de Genève n'ont pas fait d'ici là des progrès substantiels, ont confirmé les deux chefs de gouvernement) ou de manifester la volonté des Européens de ne pas suivre aveuglément les conseils lancés par les États-Unis à propos des relations Est-Ouest.

L'examen de certains dossiers communautaires n'a évidemment pu donner à Mme Thatcher et à M. Kohl le sentiment d'être à ce point « sur la même longueur d'onde », comme l'a dit le premier ministre britannique, particulièrement le dossier de la contribution budgétaire de Londres. Sujet sur lequel le chancelier avait déjà pu mesurer que l'écart demeurait grand avec la

Grande-Bretagne, lors de la visite-éclair qu'il avait rendue à Mme Thatcher avant le sommet anglo-allemand des 21 et 22 octobre. Il est un autre domaine où, précisément dans le prolongement de sa rencontre avec MM. Mauroy et Mitterrand, il a probablement dû apprécier de se trouver en plein accord avec le chef du gouvernement britannique : la condamnation de tout retour au protectionnisme.

Bonn et Londres y voient un danger non seulement pour leur propre commerce extérieur, mais aussi pour l'économie mondiale. Mme Thatcher a pu passer pour « thatcheriste » en matière économique, il est plus proche de la vision néo-libérale de son interlocutrice britannique que de l'esprit des déclarations franches sur « la reconquête du marché intérieur ». De ce point de vue, après avoir réaffirmé solennellement la semaine précédente son attachement à la coopération franco-allemande, le chancelier n'était probablement pas mécontent que le calendrier diplomatique lui permette de rappeler discrètement à son partenaire l'existence de liens relativement étroits entre Londres et Bonn.

BERNARD BRIGOUËUX.

Le prochain sommet franco-britannique se tiendra à Paris les 4 et 5 novembre, confirme-t-on à l'Elysée. Après un entretien en tête à tête entre M. Mitterrand et Mme Thatcher, un dîner de travail réunira, jeudi soir à l'Elysée, M. Mauroy et cinq ministres français (MM. Chevènement, Delors, Chevènement, Jobert et Mme Edith Cresson) ainsi que leurs homologues britanniques.

## Hongrie

## La période du « miracle économique » semble s'achever

Il est devenu banal de parler de la réussite exemplaire de la Hongrie, qui semble impressionner, jusqu'aux dirigeants les plus conservateurs du monde communiste, tels que MM. Husak, Jivkov ou Brejnev. Vingt-six ans après l'écrasement de l'insurrection par les chars soviétiques, d'aucuns en Occident qualifient ce pays de « Suisse d'Europe de l'Est ». Les dirigeants de la République populaire hongroise bénéficient, il est vrai, de libertés dites formelles, dont restent généralement privés ceux des « pays-frères ». Une fois admis que l'intérêt national — ou plutôt l'impossibilité de toute alternative — existe le maintien et le développement de liens étroits avec l'U.R.S.S., la Hongrie peut pratiquer sur le plan intérieur une politique originale. Tel est depuis longtemps l'objectif de M. János Kádár, seul dirigeant est-européen bénéficiant d'un réel soutien populaire, en dépit de l'existence de quelques courants de contestation. En fait, la quasi-totalité de ces contestataires — ils appartiennent aux milieux intellectuels — souhaitent beaucoup plus enlever le dialogue sur l'élargissement des libertés politiques que déstabiliser le régime. La dissidence reste un phénomène marginal en Hongrie la menace qui pèse sur le pouvoir vient d'ailleurs.

La détérioration de la situation économique est préoccupante. Précisons toutefois qu'il n'existe aucun problème de ravitaillement. L'agriculture est florissante, en partie grâce aux initiatives privées qu'encouragent les autorités. Les besoins de la population sont dans un large mesure assurés ; le bilan des récoltes de 1983 s'annonce excellent. Tout laisse penser que l'économie alimentaire jouera un rôle croissant dans le commerce extérieur, lequel représente près de 40 % du revenu national.

Malgré, par ailleurs, des importations confuses, la Hongrie est particulièrement sensible à l'évolution défavorable de la conjoncture internationale. Les responsables de l'économie essaient de préserver dans toute la mesure du possible, le pays des répercussions de la crise extérieure. En même temps, ils tentent d'assurer un développement plus harmonieux de l'économie en modernisant les structures souvent inadéquates et en corrigeant les déséquilibres. Les responsables de la situation pourraient bien servir quelques surprises désagréables. Pourtant, malgré ses problèmes, la Hongrie continue de bénéficier d'une bonne image de marque. Il n'est pas de moindre importance que le thème dominant de la campagne d'expli-

cations qu'ont engagées les dirigeants était le constat répété que « la progression du niveau de vie, à laquelle la population est habituée pendant vingt ans, était terminée ». Changement de vocabulaire à partir du mois d'août, parallèlement à l'annonce de nouvelles augmentations, dont certaines entrèrent en vigueur en juillet 1982 seulement. Les lopers seront majorés en moyenne de 130 % !). Discours, commentaires et débats à la radio et à la télévision transpirent jour après jour la situation. « Nous n'avons pas encore atteint le creux de la vague », nos soucis vont encore s'aggraver », répète-t-on à Budapest. Des mises en garde se multiplient pour faire comprendre que « si on veut sauvegarder le niveau de vie déjà atteint, il est indispensable de redoubler d'efforts ». On laisse planer la menace de mettre fin au plein emploi, pour stimuler la productivité.

« Le pays vit largement en dessous de ses moyens », disent les dirigeants. La production industrielle n'avait augmenté que d'environ 3 % pendant les six premiers mois de l'année, mais le taux d'augmentation des salaires pour la même période s'approche de 8 % ; les prix ont progressé de 3,5 %. Ce déséquilibre semble se prolonger. Le retard de la relance escomptée des économies occidentales, l'endettement du pays (7,7 milliards de dollars), et enfin, les craintes des « retombées » des sanctions américaines contre l'U.R.S.S. inquiètent. Sans oublier d'autres problèmes comme la persistance d'une crise de logement, dont souffrent en premier lieu les jeunes mariés, ou la paupérisation de toute une catégorie de personnes, notamment les retraités.

Selon des informations obtenues de bonne source, l'actuelle « campagne de vérité » a été soigneusement mise au point au plus haut niveau. Au début des années 60, M. Kádár avait lancé le slogan : « Ce qui ne nous sert pas nous sert avec nous ». Il a pu ainsi réaliser une sorte de mode d'emploi entre la population, traumatisée par les événements de 1956, et le régime vingt ans plus tard, la nouvelle formule populiste par les médias, c'est : « Consensus national autour de la direction du pays ». Les dirigeants estiment donc le moment propice pour faire accepter des mesures impopulaires dictées par des réalités économiques, sans trop de risques pour la stabilité politique. Toutefois, l'aggravation de la situation pourrait bien réserver quelques surprises désagréables. Pourtant, malgré ses problèmes, la Hongrie continue de bénéficier d'une bonne image de marque. Il n'est pas de moindre importance que le thème dominant de la campagne d'expli-

THOMAS SCHREIBER.

## La tension soviéto-américaine

## « NOUS SOMMES FORTS ET POUVONS ATTENDRE » déclare M. Tchernenko

M. Tchernenko, membre du Politburo et du secrétariat du parti communiste soviétique, et considéré comme l'un des assistants possibles de M. Brejnev, a réaffirmé, dans un discours prononcé vendredi 29 octobre, à Tbilissi (Géorgie), la ligne plus militante affirmée précédemment par le numéro un soviétique face aux États-Unis. Après avoir déclaré que le gouvernement de M. Reagan « n'a pas résisté au test de la détente », les « U.R.S.S. souhaite toujours le relâchement des tensions avec Washington ». M. Tchernenko a poursuivi : « Mais si Washington se révèle incapable de s'écarter au-dessus d'un anticommunisme primaire, s'il continue sa politique de menaces et de l'illégalité, nous sommes forts et nous pouvons attendre. Nous ne serons intimidés ni par les sanctions ni par les attitudes belliqueuses » — (U.P.I.).

Le président REAGAN a annoncé jeudi 28 octobre la nomination de M. Paul Wolfowitz au poste de secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires de l'Asie orientale et du Pacifique. M. Wolfowitz, âgé de trente-huit ans, succède à M. John Holdridge qui a été nommé récemment ambassadeur en Indonésie. Directeur de la planification politique au département d'Etat depuis janvier 1981, M. Wolfowitz a occupé, à partir de 1978, des postes au département de la défense ainsi qu'à l'Agence pour le désarmement et le contrôle des armements. — (A.F.P.).

Handwritten text in Arabic script, possibly a signature or date, located at the bottom of the page.



سكنا من الاول

## EUROPE

### Pologne

#### Vives critiques des milieux « orthodoxes » du parti

(Suite de la première page.)

Le journal *République* allait rapidement devenir le porte-parole des nostalgiques de la période stalinienne regroupés dans un mouvement de « clubs » portant le nom de ce même journal. Éliminé de la direction du parti à la faveur du congrès de juillet 1981, M. Grabski s'était fait discret. Depuis le coup d'État du 13 décembre et se contentait d'animer ce mouvement depuis sa ville de Poznan.

À la veille de son départ à Berlin-Est, où il devrait, selon les rumeurs, devenir ambassadeur de Pologne, il a donc cherché à prendre date — et avec éclat. Sa diatribe tient en trois critiques principales. Premièrement, les forces de la contre-révolution n'ont pas été éliminées, mais ont, au contraire, su créer des structures clandestines puissantes et capables de mener la lutte de « l'État ». Deuxièmement, « le parti n'a pas été reconstruit, mais est, au contraire, entré dans un état de décadence profonde et d'atrophie progressive ». Troisièmement, « aucun programme économique concret n'a été élaboré », on s'est « uniquement concentré sur l'introduction de la réforme économique », et cela a eu pour conséquence « une violente dégradation du niveau de vie des travailleurs et le début d'un processus de paupérisation de la société ».

L'ensemble de ces critiques reflète l'angoisse d'une grande partie de l'appareil polonais — et sans doute aussi de certains intellectuels tant à Moscou que dans les autres capitales communistes — devant la persistance de la crise polonaise. On retrouve là le débat que l'on sent sous-jacent dans le bloc soviétique sur le tournant à prendre à l'heure où la période de la détente semble révolue, où la crise économique assaille la conjonction socialiste dans sa totalité et où les aspirations démocratiques, spectaculaires en Pologne, sont vives dans plusieurs autres démocraties populaires. Faut-il aller en prenant le risque d'une rupture complète avec l'Ouest et de ses conséquences économiques et financières, vers un « règne » complet permettant de résoudre « administrativement » les difficultés ? Ou bien faut-il tenter une voie médiane ou même prendre l'autre risque, celui d'un assouplissement et de réformes réelles ?

#### La voie médiane

La voie médiane, c'est celle à laquelle le général Jaruzelski, glissant sans cesse plus vers la force pure, essaie de se tenir. En n'ayant pas encore recouru à une répression sanglante et de masse, qui impliquerait un retour en arrière de presque trente ans d'extraordinaire courage et de difficulté. Le chef de la junte militaire est sans doute en cela représentatif de la ligne attendue de M. Brejnev, tout comme l'est aussi M. Grabski de celle d'autres secteurs de l'appareil soviétique.

Il est symptomatique à cet égard que les autres lignes du texte de l'ancien dirigeant polonais une claire volonté de voir un parti épurer et réviser la ligne de la défense de la junte. Faut-il aller en prenant le risque d'une rupture complète avec l'Ouest et de ses conséquences économiques et financières, vers un « règne » complet permettant de résoudre « administrativement » les difficultés ? Ou bien faut-il tenter une voie médiane ou même prendre l'autre risque, celui d'un assouplissement et de réformes réelles ?

« L'observateur, écrit d'abord M. Grabski, en parlant de la situation dans son organisation de base, celle d'une entreprise de Poznan, une possibilité complète et une inertie paralysante à un arrêt quasi total d'une quelconque activité statutaire. Nos rangs ont presque diminué de moitié, une partie des membres, y compris le premier secrétaire de notre organisation, ont renoncé à leur appartenance au parti en signe de protestation contre la production de l'État de guerre. » Affirmant ensuite que la majorité des membres de son organisation ont « perdu le sentiment d'appartenance à un parti marxiste-léniniste » et

#### Pays-Bas

● LE PRINCE CLAUD, mari de la reine Beatrix, a regagné Le Haye jeudi 28 octobre après avoir passé près de quatre semaines dans une clinique de Bâle, où il était soigné à la suite d'une dépression nerveuse (le Monde du 8 octobre). Il devra subir à nouveau « un court traitement clinique » à Bâle d'ici trois mois, précise un communiqué de palais. — (A.F.P.)

ne sont désormais plus que « des porteurs de cartes », M. Grabski considère que cette situation n'est pas pire que celle qui prévaut dans l'ensemble des autres cellules et que c'est « à cause de la faiblesse de ses milieux de base et du manque de décision de ses membres que le P.O.U.P. perd son rôle de guide dans la société et de dirigeant du pays ». « Ce que nous sommes en train de vivre », dit-il, « dans le parti dépasse de loin la maladie opportuniste dont nous avons souffert dans le passé : c'est tout simplement, écrit-il, un processus élaboré à long terme, programmé et soutenu, réalisé inconsciemment d'auto-liquidation du parti ».

Concluant sur ce point en soulignant qu'il est impossible de réaliser le socialisme sans un parti fort et sain et qu'il serait illusoire et « particulièrement dangereux » de penser que cela pourrait se faire en Pologne, M. Grabski en vient alors à la situation générale du pays, marquée par la « force nouvelle » de la contre-révolution elle-même, selon lui, par une « crise pesant le plus lourdement sur les épaules des travailleurs » et une « politique de ré-privatisation (...) provoquant une juste colère et offensant les sentiments de justice de la classe ouvrière ». C'est la tentative en cours de réforme économique qui est ainsi visée, et il faut relever à cet égard que de nombreuses attaques ont été lancées au cours du dernier plénum (le Monde du 30 octobre) contre les « incursions de la contre-révolution », que les directeurs d'entreprises, dans le cadre de l'autonomie qui leur a été accordée, et d'une limitation de cette dernière, ont été accusés d'être amorcés par le gouvernement.

#### Procéder à une « épuration révolutionnaire » du parti

Tout comme M. Grabski, les autorités commencent en effet à s'inquiéter des menaces d'explosion que comporte cette politique de ré-privatisation, qui s'est déjà traduite par une chute de 40 % du pouvoir d'achat de la population et dans laquelle M. Grabski voit un « danger de déstabilisation du régime ». Il faudrait donc, selon lui, réexaminer les « aspects sociaux de la réforme », éliminer tous les éléments qui « lésent les intérêts des plus importants de la société », en excluant tous les apports qui avaient été faits à son élaboration, avant le coup d'État par les hommes proches de Solidarnosc et réparer, autant que possible, les dommages causés à la « santé » de la « société » par le « parti » qui serait en effet, d'après lui, un « conglomérat d'idéologies divergentes : marxisme-léninisme, socialisme démocratique, chrétienisme ». Il faudrait enfin « établir des relations normales entre l'État et le parti », et le parti devrait, dans cette optique, veiller à « s'opposer à la pénétration du christianisme dans la vie politique, car c'est que l'Église ne devienne pas un parti politique d'opposition et assurer le respect de la séparation entre l'Église et l'État ». Il en va de même en ce qui concerne la « défense d'une chose fondamentale : le socialisme en Pologne ».

Dans son discours de clôture du comité central, le général Jaruzelski avait annoncé jeudi soir que le Pologne allait « prochainement demander une aide économique à l'Union soviétique et annoncer des mesures de réformes contre les sanctions économiques prises par les États-Unis à l'encontre de Varsovie ». Déclaré depuis vendredi, ces mesures consistent en l'interdiction d'une revue trimestrielle diffusée par l'ambassade américaine et en l'obligation désormais faite aux institutions américaines d'obtenir l'accord préalable des autorités de Varsovie avant de proposer des bourses d'études aux ressortissants polonais. Il pourrait se s'agir là que d'une première étape d'une diminution plus profonde des relations bilatérales entre les deux pays.

BERNARD GUETTA.

## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### « Retour à la normale » à Beyrouth

#### De la panique à... la chasse aux punks

De notre correspondant

Beyrouth. — Un vent de retour à la normalité souffle sur les camps de Sabra et de Chatila, où se déroulent la contre-révolution — des massacres des 15 et 16 septembre dernier, lorsque s'y est répandue la rumeur que les « hommes de Haddad » — milice chrétienne mêlée aux massacres et étroitement liée à Israël — avaient pris position aux alentours. Par conséquent, les réfugiés palestiniens ont fui vers la ville et, surtout, vers les postes et cantonnements des contingents italiens et français de la force multinationale. La rumeur était fautive. La présence rassurante des parafilles de la force au côté de l'armée libanaise a permis à celle-ci d'appeler la population libanaise, et tout est rentré dans l'ordre.

À Beyrouth-Est, ce sont les punks qui ont fait le beau monde et les bonnes gens. Apparus récemment, comme dans le sillage de la paix revenue, ces groupes d'adolescents, qui prétendent tromper l'ennui d'une vie quotidienne redevenue routinière en portant grosse chemise au cou, bricolant au poignoir et aux chevilles, cheveux rasés aux tempes et dressés au sommet de la tête, se voient attribuer par la rumeur publique toutes sortes de crimes : vols, escroqueries, meurtres, puisqu'ils sont censés avoir « pendu un jeune homme et une jeune fille », on ne sait trop où d'ailleurs... Les ténements des contingents italiens, français, allemands, belges, suisses, etc., ont donc vu se multiplier une « chasse aux punks », dont le journal *l'Orient* du Jour relate, dans un billet satirique, le caractère excessif, parlant de « razzia » à propos d'une intervention menée dans

un centre de loisirs de Jounieh. Les « forces libanaises » affirment, sous couvert de la « police kassab », nuancer que traduit les contradictions morales du camp chrétien, — que ces « mesures préventives (...) » ont permis d'appréhender la plupart de ces marginaux dangereux en raison de « leurs penchants violents ».

C'est l'agitation des « forces libanaises » ou des *Katib*, il apparaît que l'État libanais ne cesse pas sa fonction de police en secteur chrétien, où le déploiement de l'armée est toujours symbolique. La présence à Beyrouth-Est même des « forces libanaises » qui s'étaient faites très discrètes au lendemain de l'accession au pouvoir du président Amine Gemayel, est donc visible depuis quelques jours, l'intervention « anti-punk » en étant une illustration.

Hors de la capitale pacifiée, la situation demeure trouble, et si le front syro-libanais dans la Bekaa est calme, le territoire tenu par Israël est de plus en plus le théâtre d'opérations de résistance. Au cours des dernières quarante-huit heures (le Monde du 28 et 29 octobre), on a enregistré trois embuscades, dressées, l'une à Salda, l'autre sur la route de Tyr, la troisième à Chemana, près d'Aley, contre des véhicules militaires israéliens. Un soldat israélien a été blessé dans la première, et un soldat israélien tué dans la troisième.

En outre, trois soldats israéliens de la FNUV ont été tués, et un quatrième blessé. Enfin, les grenades ont été lancées sur un poste militaire israélien au sud de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

### Iran

#### LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT DEMANDE L'OUVREMENT DES FRONTIÈRES POUR LES IRANIENS

Téhéran (A.F.P.). — Le président du Parlement iranien, l'homme de l'opposition, le député Rasoul Rahnema, a demandé vendredi 29 octobre l'ouverture des frontières pour que les Iraniens qui ne désirent pas vivre en Iran puissent quitter le pays.

« Je propose au gouvernement, et après l'avis de Dieu nous avons le droit de le faire, d'ouvrir les frontières pour ceux qui veulent quitter le pays puissent partir, et que ceux qui veulent rentrer puissent rentrer », a déclaré Rasoul Rahnema, dans un discours au cours de la prière du vendredi, à l'université de Téhéran.

Actuellement, pour quitter l'Iran, les Iraniens doivent disposer d'une autorisation de sortie qui n'est généralement accordée que pour les cas médicaux graves ou pour les étudiants déjà inscrits dans une université étrangère. Le nombre de ces autorisations serait en moyenne de l'ordre de deux cents par semaine.

« Le gouvernement ne doit pas empêcher de partir les hommes et les femmes qui ne désirent pas vivre en Iran. Ceux qui ont des responsabilités politiques ou financières ne doivent pas partir », a ajouté l'homme de l'opposition.

Ce dernier a également demandé que les ministères soient moins durs. « Il ne faut pas écarter les personnes qui ne sont pas révolutionnaires et qui le disent, mais qui veulent travailler, rendre service et être payés. Il ne faut pas se priver des services, des idées et des personnes saines », a-t-il déclaré.

● Air France reprendra son service passagers vers Téhéran le 6 novembre prochain, après une interruption de plus d'un an. Pour l'instant, une seule liaison est prévue par semaine, précise la compagnie. Air France avait repris son service cargo en février dernier.

● Coopération militaire entre Israël et le Liban. — Quatre militaires israéliens de haut rang, dont les généraux Tamir et Barak (chef d'état-major adjoint), ont rencontré lundi 28 octobre, le général Mohsen à Obadiah, village natal du président libanais. Les entre-

## AFRIQUE

#### LA « REPUBLIQUE SAHRAOUIE » CONFIRME QU'ELLE NE PARTICIPERA PAS AU PROCHAIN SOMMET DE L'O.U.A.

La République arabe sahraoui démocratique (RASD) a officiellement annoncé, vendredi 29 octobre, qu'elle « s'abstientra politiquement et prudemment de participer au prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine. Une déclaration en ce sens du gouvernement sahraoui a été lue à la presse, dans le camp de réfugiés de Tindouf (extrême Sud-Ouest algérien), par M. Ghidra, « ministre » du RASD, « premier ministre » sahraoui.

Cette décision lève le seul obstacle à la tenue du sommet de l'O.U.A. — qui n'avait pu se réunir, faute de quorum, à Tripoli, début août, en principe le 29 novembre, dans la capitale libyenne (le Monde du 30 octobre). Elle semble le résultat de démarches pressantes de pays favorables au Front Polisario, lequel, il y a deux semaines, avait réitéré la détermination de la RASD de participer, comme « membre de plein droit, au prochain sommet de l'O.U.A. ».

La déclaration du gouvernement sahraoui souligne qu'en prenant une telle initiative « la RASD entend déjouer les manœuvres maroco-américaines contre l'Afrique », notamment « les tentatives américaines de faire évoluer l'O.U.A. avec l'appui de régimes alliés ».

En contrepartie de cette absence « volontaire » au sommet de l'O.U.A., l'Indonésie — on de sources diplomatiques africaines à Alger, les Sahraouis auraient reçu des garanties du Maroc pour l'organisation avant le vingtième sommet ordinaire de l'O.U.A., prévu en 1983 à Conakry (Guinée), la reprise de l'assistance militaire sahraoui au Zaïre, l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U. relative à la libération du Sahara, et la résolution du sommet de Nairobi, en juillet 1981. — (A.F.P.)

tiens ont porté essentiellement sur les moyens d'encourager la reprise de l'assistance militaire sahraoui au Zaïre. Il s'agit de la première mission de ce genre à se rendre au Zaïre depuis que ce pays a renoué, en juin, ses relations diplomatiques avec Israël. (Rabat.)

## ASIE

### LORS DE SA VISITE A PYONGYANG

#### M. Marchais a souhaité que la France reconnaisse la Corée du Nord « conformément aux promesses faites »

De notre envoyé spécial

Le secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais, a regagné Paris ce samedi matin 30 octobre. À l'issue d'une visite en Chine et en Corée du Nord, vendredi, le président libyen, le colonel Khadafi, qui se trouvait en visite officielle en Chine, et qui avait, lui aussi, fait une brève visite à Pyongyang, chef de la délégation soviétique aux négociations avec la Chine, avaient quitté Pékin.

Pyongyang. — Le cadre de la personnalité qui assure le président Kim Il-sung paraît avoir passé sur le climat de la visite que la délégation du parti communiste français, conduite par M. Georges Marchais, a faite, du mardi 25 au vendredi 29 octobre en Corée du Nord. Le parti du travail nord-coréen talant de cette question une affaire strictement intérieure. Il n'était certes pas concevable pour les communistes français, de l'aborder ouvertement lors des trois séances de travail (au total huit heures de discussions) que les deux délégations ont eues mercredi et jeudi.

De diverses façons, le secrétaire général du P.C.F. a tenu, cependant, à prendre ses distances envers un phénomène — on ne s'en cache pas dans son entourage — qu'il ne peut ni approuver ni justifier. On cherchait, par exemple, en vain, dans l'allocution qu'il a prononcée lors du banquet offert en son honneur le jour de son arrivée à Pyongyang, que dans la déclaration écrite remise à la presse à la fin des entretiens, le moindre éloge particulier des mérites de celui que la propagande officielle

appelle ici le « grand leader affectueux ». C'est au peuple et au parti nord-coréens que le dirigeant français a exprimé sa « solidarité active » de son propre parti. Cette déclaration contenait aussi de caractéristiques l'atmosphère des conversations jugées, pour sa part, par l'agence de presse nord-coréenne, empreintes d'« amitié et d'esprit de camaraderie ».

Par ailleurs, contrairement à ce que le programme établi par les Nord-Coréens prévoyait, M. Marchais n'est allé visiter la capitale, à 12 kilomètres de la frontière, que pour un bref moment, à l'occasion d'un dîner, à l'invitation de son hôte, le président Kim Il-sung, avant de repartir pour Paris. Il a aussi été invité à Pékin, où M. Marchais, qui s'accompagne d'une partie de la délégation.

Le secrétaire général du P.C.F. n'a pu cependant échapper au tout de la ville organisée à son intention avec une obligation devant l'ère de l'aborder ouvertement lors des trois séances de travail (au total huit heures de discussions) que les deux délégations ont eues mercredi et jeudi.

#### Des différences d'appréciation

Dans ces conditions, connaissant cet aspect de la réalité nord-coréenne, pourquoi les dirigeants du P.C.F. ont-ils, malgré tout, fait de voyage ? Pourquoi pas, observe-t-on dans l'entourage de la délégation française, où l'on souligne le caractère « très différent » des partis socialistes que les deux parties se proposent de construire, ainsi que leur indépendance respective. M.M. Berlinguer et Carrillo, les dirigeants communistes italien et espagnol, sont bien venus, eux aussi, ici, et ce dernier avait été loin d'observer la prudence de langage à laquelle s'est tenu M. Marchais. A cela il faut ajouter que cette visite avait déjà été remise trois fois depuis l'invitation adressée à M. Marchais en 1975, et que, se trouvant à Pékin, il lui était difficile, à moins de traverser durablement les dirigeants nord-coréens, de ne pas pousser jusqu'à Pyongyang.

Les conversations ont confirmé la divergence de vues existant entre les deux partis à propos du Cambodge, la Corée du Nord étant fidèle au prince Sihanouk — lequel a sa résidence permanente à Pyongyang, — tandis que le P.C.F. soutient, au contraire, à fond le régime prôné par M. Heng Samrin. En revanche, M. Marchais a renouvelé son soutien aux propositions de Confédération coréenne avancées par M. Kim Il-sung en vue de faciliter la réunification du pays. En attendant, le P.C.F. estime que se serait un « acte de rébellion et de faiblesse » de la part de la France que de reconnaître le régime de Pyongyang.

Au cours du toast prononcé mardi au banquet offert en son honneur, M. Marchais avait jugé une telle reconnaissance « conforme aux promesses qui vous ont été faites », allusion sans doute aux entretiens qu'avait eus M. Marchais avec le président libyen, le 28 octobre. Il avait ajouté que les « différences d'appréciation » et les divergences « entre le P.C.F. et le Parti du travail » ne sauraient en aucun cas constituer un obstacle « au développement des relations entre les deux mouvements ».

Les deux partis semblent, enfin, avoir eu des vues proches sur les perspectives de rapprochement sino-soviétique. On se rappelle, du côté nord-coréen, que, dès lors que les choses se sont mises en mouvement à Pékin, elles ne sauraient s'arrêter, même si le chemin menant à la normalisation est encore long. On se rappelle, en tout cas, à Pyongyang d'une telle évolution qui ne peut que favoriser la politique d'équilibre que le parti nord-coréen essaie de maintenir avec ses deux puissants voisins.

MANUEL LUCBERT.







# Le Monde

# société

## JUSTICE

### NEUF MÉDECINS JUGÉS A CARPENTRAS

## Hormones féminines pour prostituées masculins

Carpentras. — Sans trêve, transsexuals, prostitution d'adolescents, médecins « compréhensifs », prescripteurs de stupéfiants et de doses suspectes de plusieurs patients, dont des mineurs : plus qu'il n'en faut pour une vraie affaire « à scandale ». Trop peut-être pour que l'on puisse pleinement s'attendre au contenu de ce dossier. Incomplet, de cette affaire qui débute il y a dix ans au haut de la Canabière, à deux pas du Vieux-Port, et que les hasards de la procédure ont amenée le 28 octobre devant le tribunal correctionnel de Carpentras, présidé par M. Maurice Talland.

Le 4 octobre 1975, la mère d'un jeune transsexuel, prostitué, a déposé une plainte contre Mme Elise Delachaux-Salem, médecin généraliste, installée rue Bénard à Marseille, qui avait prescrit des hormones féminines à son fils. Elle avait été alertée par Mme Jeanne Bruchon, directrice du foyer Le Cascairet, centre médical spécialisé dans la prise en charge des mineurs garçons et filles — prostitués.

C'est le début d'une longue enquête au terme de laquelle on découvre que de nombreux médecins ont été amenés plus ou moins fréquemment depuis 1973 à prescrire à trente-quatre personnes — souvent prostituées et mineurs — des produits hormonaux ou des substances classées comme stupéfiants. Ce sont neuf de ces praticiens (1) qui comparaîtront le 28 octobre devant le tribunal correctionnel de Carpentras.

On leur reproche notamment d'avoir facilité l'usage des stupéfiants et administré volontairement des substances nuisibles à la santé. On reproche en particulier au docteur Delachaux-Salem d'avoir, au moyen de ces prescriptions, assuré l'accès du foyer Le Cascairet, soit, en d'autres termes, d'avoir aidé des mineurs à se prostituer.

Questions-clés : un docteur en médecine fait-il acte de thérapeute en prescrivant de manière répétée ce type de substances ? Si oui, comment s'inscrivent ces prescriptions dans son rôle thérapeutique ? Sinon, ne joue-t-il pas au contraire un rôle pathologique, localisant de manière quasi irrémédiable les patients dans le circuit de la prostitution, les confortant dans leur marginalité sans leur laisser la moindre espérance de rétablir un quelconque contact avec par exemple, le milieu familial ?

C'est ce débat autant médical que psychiatrique qu'a amorcé, au travers de ses questions, le président du tribunal correctionnel. Débat difficile au cours duquel on aborde inévitablement les frontières mouvantes des concepts de travestissement, d'homosexualité et de transsexualité (2) et les conséquences controversées des interventions chirurgicales sur le physique et le psychisme des adolescents.

On aurait d'ailleurs pu, au moment, d'ailleurs, de la salle d'audience du tribunal, être transformée en amphithéâtre de faculté de médecine ou en salon disciplinaire du conseil départemental de l'ordre des médecins des Bouches-du-Rhône. Un conseil départemental au comportement d'ailleurs curieux qui, en 1975, au début de l'affaire, de se constituer partie civile au début de l'instance.

### De notre envoyé spécial

Ainsi, le docteur Léo Doudat, âgé de soixante-cinq ans au moment des faits, ne s'était pas rendu compte, faute d'examen clinique, qu'il prescrivait des hormones à des garçons. Ainsi, enfin, le docteur Jeanne Manceaux, dont deux des clients sont allés se faire castrer à Casablanca, estimait que la preuve de l'innocence de ses prescriptions résidait dans le fait que ses patients « pas très évolués du point de vue mental », revenaient à son cabinet après les premières prescriptions.

C'est un témoin, non médecin, qui parvient à faire comprendre la véritable gravité du sujet. Faisant part de son expérience auprès de deux cent cinquante mineurs masculins prostitués, Mme Bruchon, éducatrice spécialisée, dénonce le danger qui pouvait résider dans

de telles prescriptions « sauvages ». Elle a surtout révélé qu'elle avait eu connaissance, dans cette population, de onze décès, dont neuf « suspects ». « Je ne sais pas si les hormones tuent », a-t-elle répondu, mais je sais que la drogue, refuge obligé du prostitué, elle, tue. La presque totalité des prostitués décédés avaient obtenu chez cinq des neuf médecins des substances qui, pour reprendre les termes judiciaires, « sont étreintes de mort ». A l'heure d'aujourd'hui, la centaine de prostitués masculins marseillais peuvent, dit-on, se procurer sans difficulté dans le quartier de la rue Bénard une ampoule d'hormone à 50 F pièce et une dose d'héroïne pour 100 F.

Jugement le 11 novembre.

JEAN-YES NAU.

### AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

## Le « goût de la chasse » d'un inspecteur des douanes

Depuis quelques années, la Direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.) peut se flatter de quelques beaux succès en matière de lutte contre les stupéfiants. Le 24 mars 1981, un camion immatriculé au Koweït était arrêté sur l'autoroute A-6 près d'Avallon (Yonne). A son bord, 1,5 tonne de cannabis. Une belle prise, sur laquelle l'agent de constatation, Alain Azola, préleva douze plaquettes destinées au Musée des douanes, ou, plus précisément, à une annexe vivante servant à montrer un échantillonnage de différents stupéfiants. Aucune mention de cette ponction ne sera portée au procès-verbal. D'ailleurs, on n'a jamais su avec exactitude la quantité de cannabis saisie dans le camion.

Alain Azola place cinq des douze plaquettes dans l'annexe et le reste dans son tiroir, soit 3.500 kg de haschisch représentant une somme d'environ 17 000 francs. Que voulait-il en faire ? L'utiliser comme appât afin de réaliser un « gros coup », dira ce fonctionnaire âgé de trente-quatre ans, qui a comparu, vendredi 28 octobre, devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris sous l'inculpation de détention, transport et détournement frauduleux de stupéfiants.

En juillet 1981, il entre en contact avec un individu d'origine zéroïse qui venait de recevoir 40 000 francs à titre de récompense pour avoir permis à la D.N.E.D. d'opérer une prise d'une centaine de kilos de haschisch. Cette fois, il s'agit, selon Alain Azola, d'obtenir des renseignements sur un trafic d'armes entre la France et la Belgique. Les sept plaquettes devaient permettre d'identifier l'organisation. Dénoncé, Alain Azola sera inculpé et incarcéré.

pendant un mois (le Monde daté 25-26 octobre 1981, du 29 octobre 1981 et du 24 décembre 1981). Devant le tribunal correctionnel, il ne sera pas plus exploité que le président, M. Edouard Tuffery, lui demanda pourquoi il n'a pas fait lui-même la saisie. Il a répondu qu'il n'était pas un policier. M. Gabriel Bastien, chef de la division des recherches de la D.N.E.D., sera formel : « Les manipulations, les provocations, les pièges tendus au trafic des stupéfiants, sont des activités de police ». Il ajouta de sérieux doutes sur les véritables intentions de cet agent qui prétend avoir agi « de bonne foi dans l'intérêt du service ».

Aujourd'hui suspendu avec traitement, Alain Azola, entré en 1987 aux douanes, ne s'était jamais fait remarquer, sinon par « son manque de dynamisme et d'initiative » et sa proposition pour la bouteille. En 1979, quand est créée la section des stupéfiants, il a littéralement « explosé », selon l'expression des psychologues, à tel point, fera remarquer Mme Annie Genier, substitut du procureur de la République, que, en détention, « son métier lui manquait plus que sa femme et ses enfants ». Ce magistrat a demandé une peine assortie du sursis, qui sera « avec sursis » à ce fonctionnaire qui avait trop « le goût de la chasse », comme l'avaient qualifié les psychologues. Son défenseur, M. Thierry Lacamp, a paré de malentendu, déclarant qu'il était faux de prétendre qu'il n'utilisait pas la drogue pour introduire des millions de francs. Est-ce qu'on attrape les mouches avec du vinaigre ?

Jugement le 5 novembre.

MICHEL SOLE-RICHARD.

### L'AFFAIRE JOLY A ORLÉANS

## Magistrats contre policiers

### De notre correspondant

Orléans. — Les relations sont plutôt tendues entre les policiers et les magistrats d'Orléans. Ces derniers viennent en effet d'élever une vive protestation à la suite des propos tenus par M. Paul Florentz, secrétaire général du Syndicat des commandants et officiers de police, lors d'un meeting à Lyon. M. Florentz s'en était pris à un juge d'instruction d'Orléans qui avait inculpé un policier, et il n'avait pas manqué de souligner que « une magistrature de vingt-cinq ans, à peine sortie de l'école, comme sur la place d'Orléans pour tuer les truands » (le Monde daté 24-25 octobre).

L'affaire évoquée remonte au 3 octobre à l'issue d'un bal à Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la banlieue d'Orléans, où l'on venait d'être Miss Orléans, un policier avait matriqué et blessé sérieusement un jeune homme. L'instruction de cette « bavure » était confiée à Mme Anne Gally, en poste à Orléans depuis deux ans, juge de permanence de jour, à qui délivrait une commission rogatoire pour entendre les témoins, dont le policier, M. Michel Joly.

Le 6 octobre, près de deux cents policiers, gardiens de la paix et commissaires réunis à l'appel de leurs syndicats, déposaient symboliquement armes et matriques au commissariat central de la ville pour soutenir leurs collègues. Le ministre de l'Intérieur indiquait le même jour que le policier ne serait pas suspendu (le Monde du 8 octobre). Le 11 octobre, en dernier état inculpé par Mme Gally pour coups et blessures avec armes. Le lendemain matin, Mme Gally, en sortant de son domicile, trouvait le pare-

brise de sa voiture barbouillé de rouge : aucun véhicule garé dans la rue n'avait subi le même sort.

L'intervention de M. Florentz a provoqué un certain émoi au palais de justice d'Orléans. Dès lundi 25 octobre, un texte de soutien à Mme Gally, dénonçant le « caractère outrageant et défamatoire » des propos du responsable syndical de la police, circulait et était signé par l'ensemble des magistrats du tribunal d'Orléans. Ce texte, ainsi qu'un rapport signé par le procureur général de la République à Orléans, M. Pierre Savin, et le premier président de la cour d'appel, M. Feltz, ont été adressés à la chancellerie.

Ces propos n'ont attiré, moi comme tous les autres membres du tribunal, affirme Mme Gally. En face de moi, dans mon cabinet, je n'ai pas de truands ; je n'ai que des justiciables qui conservent leurs droits, que je convoque comme tout le monde.

RÉGIS GUYOTAT.

## FAITS

## ET JUGEMENTS

### « Témoignage chrétien » accusé des éducateurs du Coral

Sous le titre « Coral : nous accusons ! », *Témoignage chrétien* affirme dans son numéro daté 1<sup>er</sup> novembre, qu'il y a eu des cas de pédophilie au Coral et dans certains lieux de vie affiliés aux Comités réseaux alternatifs (CRA).

L'hebdomadaire, qui précise qu'il défend « hautement les expériences pédagogiques qui sont menées dans les lieux de vie », affirme qu'une lettre adressée en décembre 1981 au chef de cabinet de Mme Nicole Questiaux, alors ministre de la Solidarité nationale, avait mis en garde les pouvoirs publics contre ce qui se passait au Coral. Mme Questiaux, Dufour, secrétaire d'Etat à la Famille, « en avait également été avertie », écrit *Témoignage chrétien*.

L'hebdomadaire, qui cite des témoignages qu'il a décidé de rendre anonymes, étale ainsi ses accusations : « A Paris, nous rencontrons plusieurs éducateurs qui, de passage dans les lieux de vie du CRA, ont eu et entendus des responsables de CRA et de CRA, des éducateurs et un enfant pour la nuit ». D'autres affirment que certains lieux affiliés au CRA sont « véritablement destinés à couvrir des enfants-objets à quelques pédophiles très sur le vol ».

M. Jean-Claude Eriel, dont les accusations sont à l'origine de l'affaire du Coral, sur le point de se rétracter, a assuré, vendredi 28 octobre, son avocat, M. Jacques Vergès. Selon celui-ci, M. Eriel évoquerait maintenant des faits et des machinations politiques pour renverser certains membres du gouvernement, comme étant à l'origine de cette affaire.

### L'affaire De Lorean : une caution de 10 millions de dollars

Los Angeles (A.F.P., A.P., U.P.). — M. John De Lorean, patron de l'entreprise de construction automobile qui porte son nom, a été libéré, vendredi 28 octobre, sous caution de quelques heures après avoir été officiellement inculpé pour trafic de drogue par une chambre fédérale de mise en accusation (un « grand jury ») de Los Angeles. Le montant de la caution a été fixé à 10 millions de dollars (environ 72 millions de francs). Le docteur De Lorean, qui a déposé entre les mains du juge un chèque de 250 000 dollars et les titres de propriété d'un domaine dans le sud de la Californie d'un appartement à New-York et d'une ferme dans le New-Jersey, le tout appartenant à M. De Lorean.

La libération sous caution est assurée à condition que le passeport de M. De Lorean lui a été retiré. Il n'est d'ailleurs parti sans autorisation de la justice américaine. M. De Lorean, qui avait été arrêté le 19 octobre, a donc seulement passé dix jours en prison (le Monde du 26 octobre). Le constructeur automobile n'a pas été libéré, il a été victime d'un accident de la route à proximité de Los Angeles. M. De Lorean ni sa femme n'ont été blessés.

Grâce des fonctionnaires des tribunaux. — Un préavis de grève a été déposé par le Syndicat des fonctionnaires des cours et tribunaux pour le mercredi 3 novembre. Cette organisation, qui compte des magistrats, des greffiers, déclare, dans un communiqué, que « le projet de loi de finances de 1983, comme prévu par le budget justice ne prévoit pas le budget justice ni le renforcement des services de juridiction, pourtant prévus par la chancellerie pour le moins en cours des réformes propres à améliorer la qualité du service public de la justice, ni la budgétisation de l'indemnité de sujétions spéciales demandée par les fonctionnaires des cours et tribunaux, en déduction de l'augmentation de la prime de fin d'année ». Les fonctionnaires des cours et tribunaux ont décidé de faire « des copies de pièces pénales » provenant d'un fonds de concours alloué par le ministère de la Justice.

Deux « tristes décrets » à titre posthume. — Bernard Mearon et Bernard Le Dréau, deux artisans de la préfecture de police de Paris, blessés mortellement en descendant un rognon explosif lors de l'attentat de l'avenue de la Bourdonnais, le 21 août 1982, ont été nommés chevaliers de la Légion d'honneur à titre posthume par décret paru au *Journal officiel* du 30 octobre.

## LISEZ

### Le Monde des PHILATELISTES

LA REVUE DE LA TRAVAILLÉE

## RELIGION

### L'Eglise de France et les charismatiques

#### Quelques points de litige et beaucoup de bienveillance

Pour la première fois, l'assemblée plénière de l'épiscopat français, réunie à Lourdes, a traité des mouvements charismatiques dont les évêques ont reconnu la valeur (« le Monde » daté 24 octobre), non sans mettre en évidence quelques points litigieux.

### De notre envoyé spécial

Lourdes. — L'Eglise catholique est devenue, comme jamais, à l'égard du mouvement charismatique. Cette attitude est relativement nouvelle, car on ne peut s'empêcher de souligner qu'il existe de nettes différences de comportement, de méthode, voire de théologie, entre la grande Eglise, romaine, sa manière parfois pesante et trop intellectuelle, et les groupements charismatiques qui misent sur la liberté, l'Esprit l'Evangile sur un mode affectif et sans appareil dogmatique.

Les charismatiques font office de décapants, mais leur foi est vive et, par les temps qui courent favorables à une déchristianisation massive, des fidèles aussi fervents et aussi communitaires méritent-ils d'être encouragés ? D'autant qu'ils sont souvent agiles, veulent être pleinement d'Eglise et s'attachent souvent à l'agréable de celle-ci. Mieux vaut apprendre à les connaître d'une manière moins superficielle.

A cet égard, les deux parties ne peuvent guère se tromper. C'est que la confiance des évêques a compris ; elle a su le tact de demander aux charismatiques eux-mêmes de rédiger un rapport d'information à l'attention de l'assemblée plénière. Dans un deuxième temps, et sur la base de cet exposé, naturellement positif à tous égards, les évêques ont formulé leurs propres réserves.

Dans un document de travail, Mgr Emile Marcus, évêque de

Nantes, énumère avec bienveillance quelques points litigieux : « l'absence de spontanéité, mais attention à « mythologie redoutable de la simplicité » ; ou à l'expérience religieuse personnelle, mais attention à « une accentuation excessive de l'activité » ; ou à l'évangélisation imprévisible (par exemple, dans la rue), mais attention de ne pas négliger les « maturations nécessaires » ; ou aux charismes même spectaculaires (guérisons, dons des langues, etc.), mais attention à l'« évasion » ou au « travail » et aux « manipulations ». Cette liste n'est pas exhaustive. On pourrait évoquer les risques de « fracture » dans l'Eglise, des tentatives possibles d'un néo-pentecôtisme d'origine protestante, etc.

Les évêques ont pris le parti du discernement, et leurs témoignages manifestent, le plus fréquemment, une réelle sympathie. Ils affirment que les charismatiques ont quelque chose à apporter à l'Eglise de type classique, parfois dépourvue de chaleur humaine et de souplesse. Ces considérations sont d'autant plus probantes qu'elles proviennent d'hommes d'Eglise qui ont en contacts habituels avec les charismatiques sans en avoir acquis pour autant toutes les positions.

On évalue à vingt-cinq mille le nombre de ces derniers en France. Ils constituent un appoint appréciable et édifiant dans un certain nombre de diocèses.

HENRI FESQUET.

## MÉDECINE

### AU TERME D'UN PREMIER COLLOQUE NATIONAL

## M. Chevenement annonce des mesures d'aide à l'industrie biomédicale française

### De notre correspondant

Toulouse. — Patronné par les ministres de la santé, de l'éducation nationale, de la défense, des affaires sociales et de la solidarité nationale et du commerce extérieur, le premier colloque national de génie biologique et médical a terminé ses travaux le vendredi 28 octobre à Toulouse. M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la recherche et de l'industrie, en a prononcé le discours de clôture. Près de deux cents industriels et plus de mille participants s'étaient ainsi retrouvés au Parc des expositions de la ville pour échanger leurs expériences, confronter leurs travaux et présenter aux spécialistes, mais aussi au grand public, les matériels qui doivent permettre d'améliorer la santé des Français.

Ce vaste carrefour médico-industriel a permis pendant près d'une semaine de dresser l'état du génie biologique et médical à l'heure où les traitements médicaux et chirurgicaux empruntent aux techniques les plus sophistiquées de l'optique, de l'électronique ou de la physique nucléaire. Force est, à l'issue, de constater que la situation française dans ce domaine n'est pas aussi bonne qu'elle pourrait l'être. Parmi les quatre premiers pays producteurs mondiaux, la France est le seul à connaître un déficit de 1,5 milliard de francs de la balance commerciale, pour un chiffre d'affaires global de 6,7 milliards. Des secteurs comme les dispositifs médicaux, la pénitration des matériels étrangers, japonais et américains notamment. Cette situation s'explique pour l'essentiel par la taille des laboratoires de recherche publique, la dispersion du tissu industriel et la carence du réseau commercial.

### Orienter les marchés publics

Pour remédier à cet état de fait, M. Chevenement a souligné la nécessité d'une action de produits nationaux. Dans ce domaine, les achats publics — par le biais du ministère de la santé — tiennent une place prépondérante (60 % du marché environ). En coordination avec M. Jack Haliez, ministre de la santé, « les marchés publics seront orientés dans un sens plus conforme aux intérêts de l'industrie française ». Mais cette relance par la demande ne saurait porter ses fruits sans la mise en place d'une véritable politique de recherche. Un

comité national de la recherche et de l'industrie, dont la composition sera prochainement publiée au *Journal officiel*, devra définir les orientations de recherche et coordonner la mise en œuvre des programmes. « Sa tâche prioritaire sera d'organiser la transfert technologique », a expliqué M. Jean-Pierre Chevenement. Ce comité veillera à favoriser la mise en place des GIP (Groupements d'intérêt public) créés par la récente loi d'orientation.

Le ministère de la recherche et de l'industrie a d'autre part annoncé la création d'une procédure nouvelle d'évaluation des prototypes, différente de l'homologation en ce qu'elle concerne des produits ou matériels qui n'auront pas encore dépassé le stade du laboratoire et dont la mise au point est souvent freinée par la résistance des méthodes traditionnelles et la crainte d'augmenter les coûts de santé. C'est l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) qui gèrera cette procédure. Outre le crédit d'impôt déjà annoncé, une dotation de 30 millions de francs sera maintenue en 1983 et consacrée pour l'essentiel à des projets de recherche comme la résonance magnétique nucléaire ou les bio-matériaux.

Pour remplacer la France sur les marchés internationaux et lui permettre de reconquérir le marché intérieur, la politique industrielle, dans le domaine du génie biologique et médical, s'appuiera sur le comité ministériel d'orientation pour le développement des industries à caractère stratégique (COPIES). Ce comité doit permettre « de coordonner les aides publiques aux entreprises » sous forme de contrats de développement entre l'Etat et les entreprises bénéficiaires.

GERARD VALLES.

صكنا من الأصل



CINÉMA

« Alexandre le Grand »  
de Theo Angelopoulos

(Suite de la première page.)

Il mène les villageois et les forces de gauche, refuse l'annexion marchande par le gouvernement central, anime sans arrêt la lutte avec l'armée régulière, ramène à son gré le socialisme naissant en pratiquant des purges, en terrorisant les gens du village dont les accès de révolte obéissent à la fascination qu'il exerce. Parce qu'on est en Grèce, on pourrait parler du futur de l'Antiquité. Mais Angelopoulos le réinvente — par sa jeunesse. En dehors des détails psychanalytiques et tous les détails littéraires d'Alexandre le Conquérant, le chef populaire, qui a voulu le pouvoir total et la déification de son personnage, apparaît comme un Staline.

Le film dure trois heures et demie. C'est beaucoup mais il est superbe. Angelopoulos est parvenu à une maîtrise confondante du plan-séquence (immobile ou en mouvement) qui lui permet une vision du monde, des idées et des hommes, constamment inscrite dans l'espace. Aucun plan. Les personnages évoluent dans la nature, sous le regard distancé du réalisateur et du spectateur. Les pay-

sages trochiers et rivaux, les maisons, la neige, donnent lieu à des compositions plastiques dont la beauté modale, au fil d'un temps lent, dilaté, avec de brusques moments d'accélération, le mythe du tyran. Le cercle revient souvent comme la figure de style d'un enfermement — l'arène de la consécration de Malesandros et des exécutions som-

Cela veut-il dire que le socialisme marxiste tourne en rond, revient toujours au même itinéraire bouclé ? La chute de Malesandros s'accomplit dans l'assaut de la foule villageoise, dirigée, avec des gestes hiérarchiques, comme le chœur de la tragédie grecque. La coupe du tyran disparaît. Mais les soldats retrouveront son buste de pierre, près d'une tache de sang. Un jeune garçon, futur Malesandros, se met en marche. Angelopoulos a réalisé ce film, épique, grandiose et terrible, en 1980. On y sent l'angoisse d'une débauche politique sur un processus historique qui n'appartient pas seulement à la Grèce.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

« L'AS DES AS », de Gérard Oury  
Toujours plus fort

Il a fait mieux que deux heures moins le quart avant Jésus-Christ, qui avait fait mieux que Les Dents de la mer, et bientôt E.T. fera mieux que lui. L'As des as, de Gérard Oury, avec Jean-Paul Belmondo, a été vu par 71 702 personnes dans 49 salles (Paris-périphérie), le 27 octobre. Ce qui lui garantit une carrière supérieure à celle du Professionnel, le Belmondo 81. Puis, au bout de trois semaines, il commencera à s'effondrer, comme le film de Jean YVES, mais les poches pleines de plus de 800 000 tickets (l'entrée). On n'en entend pas parler jusqu'à Belmondo 83, dont la date de sortie est déjà prévue. Ce sera le Marginal, une réalisation de Jacques Deray.

Que l'on se mette à la place du critique chargé d'annoncer de telles formations, on a un mémoire à l'Université. On pense à un mémoire, qui, comme tout le monde, de l'estime pour Belmondo, et qui va voir l'As des as ? Qu'est-ce que c'est, l'As des as ?

Gérard Oury ne sait plus oublier qu'il fait du sport tous les jours. L'un a l'air d'un délinquant, mais ce délinquant n'a

plus de forme. L'autre n'a plus que ses muscles.

Pourquoi ce marche ? Parce que le petit garçon juif et sa famille, dans l'aventure, échappent à la Gestapo, parce que Hitler, face à Belmondo, ne fait pas le poids, il est le méchant, le ridicule, celui qu'on envoie les quatre fers en l'air dans la mare aux canards.

Pensez ! C'est dans la maison de Hitler que les fuyards se réfugient. Les Français arrivent aux Jeux olympiques, à Berlin, en 1936, et le responsable de l'équipe de boxe, un vrai gaulois de charme, met en déroutant l'ordre nazi !

Insolence, force, séduction machiste : le Français, tel qu'il est projeté par le sens commun, peut lui prendre ses désirs pour la réalité. De cela, on pense que c'est un vœu. Non, ce qui est vraiment étonnant, c'est que les gens, dans les salles, n'ont pas l'air du tout transportés de joie, ni de plaisir. Ils sont les spectateurs d'un rêve qu'on aurait glissé dans une de leurs nuits, un rêve fou et simple à la fois, salutaire, mais fuyant.

CLAIRE DEVARRIEUX.

\* Voir les films nouveaux.

PETITES NOUVELLES

Le Trophée Dumas, prix créé en 1969 pour distinguer une personnalité du théâtre (comédien, dramaturge, metteur en scène), a été attribué à Michel Duchesneau, directeur de la Comédie-Française — où il a mené sa carrière — et qui se trouve actuellement à l'affiche dans La vie est un songe et Marie Tudor.

Le Théâtre-Laboratoire de Wroclaw, invité par le CUIFERD (Centre universitaire international de formation et de recherches théâtrales), sera à l'origine des Premières (prix de l'Europe), du 11 au 20 décembre, où est organisé un stage composé de cinq ateliers, et qui s'adresse à quatre-vingt-cinq acteurs français et étrangers. Les inscriptions sont reçues dès le mois de novembre au CUIFERD (14, rue Jeanne, 54000 Nancy ; tél. : (03) 537-25-44).

Le premier Prix européen de la photographie de plateau, attribué à l'occasion du « Mois de la photo », manifestation organisée par Paris-Autorama, a été décerné à Roger Corbion pour son album « Portrait de classe » (aux Éditions du Regard) et pour l'ensemble de son œuvre, qui couvre cinquante ans. C'est en 1932 que Roger Corbion rencontre Marcel Pagnol, dont il photographie bon nombre de films. Il a également travaillé avec Robert Bresson, Julien Daverio, Jean Cocteau, René Clément, Jacques Feyder et Claude Chabrol.

Cécile Eluard, la fille du poète Paul Eluard et d'Elisa Diakouf (Gala Dalí), renonce à faire valoir ses droits sur l'héritage de sa mère, décidée en juin dernier. La nouvelle, annoncée par le journal britannique El País, précise qu'à la suite d'un accord conclu à Saint-Tropez avec les avocats de Salvador Dalí, Cécile Eluard recevra en contre-partie une importante somme d'argent et quelques œuvres d'art.

Un monument à la mémoire de Louis Jourdan a été inauguré le 23 octobre à Digne — où l'acteur a vécu deux ans sur l'imitation de son secrétaire Léo Laparut — par le directeur régional de la culture, représentant le ministre, et par M. André Roussier, de l'Académie française. Il s'agit d'un buste en bronze du sculpteur digne André Cipolletti représentant Louis Jourdan dans le rôle de Dom Juan, supporté par une colonne en marbre de Carrare.

« AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AUTEUR »  
D'Arthur Hiller

Ivan Travalian, auteur dramatique new-yorkais d'origine arménienne, a des angloises et des problèmes sexuels à la manière de Woody Allen. Tandis qu'il prépare une nouvelle pièce, qui doit être un succès, sa femme, Gloria, lui a fait des infidélités. Elle finit par le quitter en lui laissant sur les bras deux filles et deux fils qu'elle a eus avec d'autres maris et dont elle se soucie aussi peu que leurs pères respectifs.

Il y a dans ce film, qui se voudrait comédie de mœurs et satire des « intellectuels » de Broadway, quelque chose de gênant : une misogynie accablante cette femme dont le désir de liberté apparaît comme un monstre égoïste, sacrifiant des enfants nés de mariages hasardeux. Malgré l'humour, l'intelligence, la sensibilité qu'apporte Tuesday Weld au personnage, Gloria est irrémédiablement condamnée. Alice (Dyan Cannon), l'actrice venue un moment consoler Travalian, est encore moins flattée, et le réalisateur — par ailleurs embourbé dans une mise en scène languissante — s'en débarrasse avec dédain.

Le film met en valeur Travalian qui, d'abord présenté comme un type impossible, capricieux, égoïste, se révèle un « papa poule » à l'américaine, un héros masculin bien plus attachant que ces sacrées bonnes femmes. Al Pacino n'a pas de mal à tirer la couverture à lui : tout est sacrifié à son numéro personnel.

J. S.

\* Voir les films nouveaux.

ACCORD HACHETTE-FOX

Les sociétés Hachette et Twentieth Century-Fox viennent de conclure un accord de coproduction et de distribution.

Deux sociétés sont ainsi créées. L'une, Hachette-Fox Productions, gérée par M. René Clément, produira et distribuera des longs métrages français. L'autre, Fox-Hachette Distribution, dirigée par M. Robert Balk, diffusera des films Fox ainsi que les coproductions.

THÉÂTRE

« ARLEQUIN, SERVITEUR DE DEUX MAÎTRES »  
PAR LE PICCOLO

Une parade incroyable

Le Piccolo Teatro de Milan présente au théâtre de l'Odéon l'œuvre de Goldoni, *Arlequin, serviteur de deux maîtres*. Il était déjà venu jouer cette pièce, dans la même salle, en octobre 1977. Mise en scène de Strehler, décors de Frigorio, interprétation, tout est tel qu'il y a cinq ans. Rien n'a bougé.

Nous retrouvons donc un spectacle qui, dans son genre, atteint une perfection. Achèvement d'une pantomime qui frôle la chorégraphie. Délicatesse et contrepoint des nuances des toilettes peintes et des costumes. Simplicité clownesque des gags alternant avec des mimiques bien plus fines. Et cet accord merveilleux, défendu, du jeu très serré des acteurs au centre de la scène, et des attitudes libres des mêmes comédiens au repos, entre deux « entrées », sur les côtés des planches.

Il n'y a pas de doute que le théâtre, c'est cela aussi, cette forme hyper sophistiquée, hyper-différenciée et subtile, d'une parade de foire

ayant pour base un tissu très habile d'intrigues pures, de quiproquos, de contretemps mécaniques.

Il n'en reste pas moins que tels spectateurs sont libres de préférer un théâtre moins simple que Goldoni sur scène plus tard, par exemple ce chef-d'œuvre de la *Villeggiatura* que le Strehler monta aussi à l'Odéon. Mais, après tout, l'un n'empêche pas l'autre.

Il n'y a pas à ajouter au compte rendu du spectacle d'octobre 1977, puisque l'Arlequin d'aujourd'hui et celui d'il y a cinq ans sont identiques. Le succès a été si entier, un peu partout ici-bas, que le Piccolo a joué cette pièce près de mille cinq cents fois ; pour ce faire, Strehler a inventé quarante-quatre mises en scène successives, différentes, en 1947, 1956, 1973 et 1977. Attendons de pied ferme la prochaine monture.

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre de l'Odéon, 20 h 30.

Molière en gare de Bordeaux

A l'occasion de la journée de musique, le 22 juin dernier, la gare Saint-Jean de Bordeaux avait été le cadre d'une série de concerts fort appréciés. La S.M.C.F. et les affaires culturelles d'Aquitaine ont voulu poursuivre l'expérience cette fois avec le théâtre.

Bordeaux, 17 h. 30. Dans le hall de la gare Saint-Jean, une estrade de bois gris ressemble à un vieux clocher très grand qui se serait couché là, sur les dalles grises et noires. Elle n'a pas plus de 30 centimètres de haut et trouve déjà une première utilité : on peut s'y asseoir et elle démontre, à l'évidence, qu'on manque d'ustensiles de ce genre dans les halls de gare.

Des personnages en habit Louis XIV se mettent à la foule assez dense. « Pardon, monsieur, vous n'avez pas vu Molière, je cherche Molière. » Et le public les regarde du mieux qu'il peut. Finalement, Molière arrive, accorde une interview expresse entre la carte du Sud-Ouest qui décore le fond du hall et le tableau des trains en partance, évoque qu'il aurait aimé mourir dans un train lancé à pleine vitesse.

Le groupe 33, authentique troupe d'amateurs bordelais, regagne l'estrade et joue Le mariage forcé. Se déplaçant en même temps que les comédiens le long de l'estrade, il y a les voyageurs avec valises, sacs à dos, attachés-cases, parapluies. Il y a les gens pressés et les désolés, les militaires, les campagnards qui rentrent chez eux, les collègues, des étrangers, des médiateurs et des gamins. Les clochers sont au bord de l'estrade, ils étaient venus les premiers.

Et tout le monde s'amuse, même ceux qui n'entendent pas bien, même ceux qui ne comprennent pas bien le français. Molière est arrivé par le train de 17 h 53.

P. C.

\* Jusqu'au 30 octobre.

Théâtre Ouvert

Théâtre Ouvert inaugure ce samedi 30 octobre une nouvelle forme d'activités.

Depuis onze ans, avec Théâtre Ouvert, Lucien Attoun cherche à créer les écritures dramatiques contemporaines à travers différentes formules : mises en espace, mises en voix, lectures libres... Mais le problème à la base reste la sélection des textes parmi les centaines de manuscrits envoyés. Lire une pièce de théâtre, concrétiser en images non illustratives les mots écrits, est un don, une formation que les comédiens possèdent ou ont acquis. Lucien Attoun a réuni un groupe composé de Christiane Cohendy, Jean-Claude Durand, André Marcon, Michelle Marquis, Anne Wisniewski — comédiens de haute qua-

lité et dont la carrière prouve l'exigence.

Il se sont d'eux-mêmes proposés pour l'expérience. Tour à tour, ils lisent les textes, et, ensemble, y travaillent sans s'écarter, disent-ils, de les monter ou de les jouer eux-mêmes. Ils veulent simplement aider à les faire connaître, la suite ne dépend pas d'eux. Chaque samedi, de 15 heures à 19 heures, au Jardin d'hiver (94, boulevard de Clichy), ils invitent à écouter une pièce qu'ils ont choisie et à en parler. Le 30 octobre, il s'agit de *Diner*, de Laurent Renou, et la lecture est suivie d'un débat animé par Bernard Dort.

C. G.

\* Renseignements : 255-74-40.

En V.O. : U.G.C. CHAMPS ÉLYSÉES - U.G.C. ODÉON - U.G.C. ROTONDE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - En V.F. : U.G.C. BOULEVARDS - MONTPARNON - U.G.C. GARE DE LYON

AL PACINO

Avec les compliments de l'auteur!

UN FILM DE ARTHUR HILLER

« Pour moi, l'écriture d'un scénario est un travail de longue haleine et ça prend du temps. »

AL PACINO, ARTHUR HILLER, JUDITH SUD, JACQUES ALAIN, etc.

MUSIQUE

MAHLER ET MARTINU PAR KUBELIK

Le paradis et l'enfer

Daniel Barenboim a eu l'idée excellente de confier l'intégrale des symphonies de Mahler à Rafael Kubelik. Grand chef par la taille comme par le talent, celui-ci ressemble à ces maîtres que l'on vénère, non sans une certaine crainte révérencielle, tant ils rappellent le *pater familias* ou l'instituteur à l'ancienne mode, tels Furtwängler ou Jochum. Et lui est slave de surcroît.

Malgré sa très belle intégrale discographique (chez Deutsche Grammophon), on n'imaginait pas une *Quatrième* de Mahler d'une beauté aussi exceptionnelle. Rarément les musiciens de l'Orchestre de Paris, et chaque pupitre, avaient si merveilleusement joué, et l'on sentait chaque instrument avoir été travaillé avec soin pour obtenir une couleur parfaite, une force de persuasion particulière, un relief idéal. Mille détails inconnus, essentiels, apparaissent tout à coup, et des dialogues inaperçus d'un instrument à l'autre deviennent évidents.

Aucune lourdeur dans cette interprétation primésautière, subtile, mais d'une précision aveuglante, tout entière exquise, tendre et émouvante, soulevée par la sveltesse des mouvements qui agitent le grand corps et les bras de Kubelik en qui la souveraineté de la vision musicale ne fait qu'un avec l'indéfectible du métier. On se trouvait vraiment dans le paradis enfantin du *Knaben Wunderhorn*, avec, devant nous, le visage

d'ange d'Anne Murray, assise sagement sur une chaise, savourant cette promesse mystérieuse.

Pourtant, quand elle entreprend de nous décrire le séjour des bienheureux, il nous semble que sa voix un peu grave n'avait pas tout à fait la couleur ni la continuité idéales qui, naguère, nous emmenaient planer, avec celle d'Elisabeth Schwarzkopf, au septième ciel.

Auparavant, Rafael Kubelik nous avait plongés d'une main impitoyable dans l'enfer du *Concerto pour deux orchestres à cordes, piano et timbales*, de Bohuslav Martinu, œuvre terrible écrite en 1938 dans le pressentiment de la catastrophe mondiale, dure, tourbillonnante, étourdissante, où les orchestres à cordes se heurtent en jetant des éclairs, avec des lucres livides de piano, de brefs grondements de timbales. Une tension presque insoutenable règne dans les trois mouvements où, parfois, tentent de pénétrer les grandes visions hymniques de Martinu. Dans le final, cependant, une pâle lumière d'aurore annonce peut-être la paix après la guerre. Une partition poignante où, presque inconsciemment, le compositeur, de son propre aveu, « se défendait par son travail contre la menace qui devait tourmenter chaque artiste et chaque homme dans ses convictions les plus profondes ».

JACQUES LONCHAMPT.

FORMES

Dans l'Orient désert

L'envoûtante austérité des vastes surfaces en quelque sorte tissées dans l'absolu par Laura Lamiel n'a été révisée à la FIAC. Comme pas mal de visiteurs, j'ai voulu en savoir davantage sur cette jeune artiste, plus connue hors de nos frontières. Son exposition complémentaire à la galerie Regards (1) a conforté mes impressions. Des séries, des motifs discrètement répétitifs jusqu'à l'obsession animent ses toiles légères, en général « démarouffées », après avoir été peintes à l'acrylique et finement incisées au stylo. Pas de couleur, ou si peu, le noir, le gris, voire le blanc, rarement illuminés de traces violentes. Une autre surprise vous attend devant les œuvres sur papier, les dessins dépouillés.

Nicole Bortet fait tenir l'imminence du désert en de petits formats : étonnant contraste avec les objets intimistes peints plus grands que nature que présente la galerie Nichido à la FIAC. Un séjour l'an dernier dans le Sud tunisien lui a été bénéfique. Elle est revenue éblouie. En témoignent (2) ces quarante-quatre variations — trente-quatre aquarelles et dix huiles — sur des étendues désolées, à peine humanisées parfois par quelque mirage, ou supposé tel. Foin d'un orientalisme de basar. L'œuvre des sables, le bleu du ciel vibrant au noir, « les dunes bougeant sous son regard », comme l'écrivait déjà Le Cézanne, une atmosphère plus tragique que radieuse, le vertige de l'infinit qui, faute de trouver, et pour cause, un miroir à sa taille, s'inscrit tout entier dans le moindre reflet.

Revoilà l'univers cartésien de Roger Veillard (3). Ce n'est pas sans « raison » qu'il a fidèlement illustré le *Discours de la méthode*, ce n'est pas sans préméditation que ce livre est ouvert, ici, aux bonnes pages. Le graveur fixe l'idée, la redresse, même quand le temple s'écroule, ses colonnes secouées par un invisible Samson.

Qu'en regard Michel Geminiani est charnel ! Son art robuste malaxe une matière vivante réinventée (4). Ses encres, ses pastels, ses dessins, avec ses nus (*Le Dos de ma sœur*, la *Vénus écartelée*...) ou ses vaches superbement massives, ne sauraient, malgré leur puissance, faire négliger les sculptures. Pas de hiatus entre les œuvres sur papier et les créations de bois écorcé, poncé, somme toute réinventé, dont l'une, précisément, se nomme *Trait d'union*, tronc dépecé, fendu en deux. L'arbre reste l'arbre tout en devenant femme. Chaque moitié cherche à rejoindre l'autre et appelle la caresse.

Aline Gagnaire ne fait plus tout à fait face... Face est d'ailleurs le titre du mince volume en grand format qu'elle vient de publier : elle y conte son cheminement de la révolte à la sérénité. Ses longs, très longs visages de plâtre blanc, nez et

livres réduits à l'essentiel, sont toujours là, mais les derniers sont devenus des profils, après l'ère des *Emergences* rompant leur langue de silence (5). On reconnaît la même parenté dans ses bronzes quasi immatériels, des profils encore, plus attirants peut-être, fendant l'espace comme des lames de couteau.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) 40, rue de l'Université.
- (2) Atelier Lambert, 62, rue La Boétie.
- (3) Sagot-Le Garrec, 34, rue du Four.
- (4) La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts.
- (5) Galerie Darial, 22, rue de Beaune.

VENTES

Dispersion d'une partie de la collection Maeght

La vente Maeght à Drouot, le 27 octobre en nocturne (*Le Monde* du 26-27 septembre), aura été un événement parisien, un rien mondial, plus que l'événement à inscrire aux annales des ventes aux enchères publiques. On s'y est pressé, et même bousculé, ce qui fit dire à M. Guy Loundmer en guise de préambule : « Cet espace est trop petit et la collection de Marguerite et Aimé Maeght, trop célèbre ». Mais à part cette cohue du début, la vente s'est déroulée calmement, faisant un bon score, un peu en dessous des estimations toutefois : on en attendait une trentaine de millions.

L'enchère la plus élevée de la soirée a été réalisée par une grande toile de Fernand Léger : la *Belle Cytoliste* (1951), qui a atteint 2 750 000 francs. La *Guéridon vert de Braque* (1943) a réalisé 2 200 000 francs (il était estimé entre 2 et 3 millions), et *Thème pointu de Kandinsky* (1927) 1 900 000 francs. Deux Chagall, l'*Arbre rouge* (1966), ont été enlevés à 1 800 000 francs, avec une belle constance. C'est finalement Giacometti qui a réservé le plus de surprises. Outre deux peintures (*Tête de Diego* et *Tête achetée*) 1 300 000 francs et 1 100 000 francs, un bronze, *Arnette*, a été adjugé 1 650 000 francs — applaudissements dans la salle.

Le *Buisson de Matise* (1951), un grand dessin dont les musées nationaux avaient demandé l'interdiction de sortie de France, a été racheté par Adrien Maeght lui-même pour 1 050 000 francs. Les musées nationaux, pour leur part, ont acquis à bon compte deux œuvres contemporaines : un des plus beaux Bazaine qui soient : *Marée basse*, à 280 000 francs, et une composition de Bram Van de Velde (1949) à 160 000 francs.

Les soixante-quatre œuvres, parmi lesquelles il n'y avait pas d'ailleurs que du bon, ont totalisé quelque 23,5 millions de francs. Ce qui permet, comme prévu, de couvrir les dettes de la succession, se pose pourquoi la vente était organisée. — G.-B.

55.10.1000







# COMMUNICATION

## La fin du « jacobinisme électronique » ?

(Suite de la première page.)

Pour ceux qui ont poursuivi, trois directions ont été prépondérantes : la demande de services (1) à des prestataires de plus en plus nombreux et dont certains ont parfaitement su s'adapter aux exigences du public, alors que d'autres bafouillaient : l'appel aux « jeux » dans les foyers où vivent des enfants et des adolescents : l'essor de la « messagerie », c'est-à-dire des communications interpersonnelles, qui a réussi à faire passer un « courant convivial » dans le système.

C'est sans doute la surprise la plus agréable de l'expérience. En huit mois, dit un abonné, j'ai fait la connaissance d'une vingtaine de personnes, alors qu'il m'aurait fallu peut-être huit ans, sans mon terminal. Des groupes passionnés par le même « hobby » (photo, musique, collection de timbres, etc.) se sont constitués. Une équipe d'une quarantaine de personnes s'est formée pour réfléchir sur l'avenir du système. Celles-là ne veulent plus être de simples « cobayes », et ont entamé un dialogue constructif avec les partenaires de services. Un début d'autogestion.

### Améliorer l'outil

La leçon principale donnée par les « télédeux » de Vélizy c'est que, loin de contribuer à enfermer un peu plus chez soi l'utilisateur du Vidéo-Text, ce système a permis d'ouvrir les portes à domicile, on est passé de la consommation à la communication. Du même coup a été démontré la vertu du système dit « interactif », c'est-à-dire de celui qui permet de développer des demandes et des réponses.

Il ne suffit pas de retrouver le dialogue, par, ou avec la machine. Encore faut-il que celle-ci soit de plus en plus performante. Or il faut bien reconnaître que l'écran n'offre qu'une matière grise, un écrit qui fatigue les yeux, et déjà l'on pense deux orientations plus prometteuses de Télétext : celles utilisées à Vélizy :

1) Son couplage avec les réseaux câblés qui permettent, tout en renforçant les échanges interpersonnels, d'illustrer les informations et services d'images fixes ou de films.

2) L'utilisation professionnelle, qui, au reste, commence à se développer. L'équivalent anglais de Télétext : Prestel sert beaucoup plus dans les bureaux que chez les particuliers, contrairement à ce que l'on avait supposé au départ.

Les Japonais, eux, ont compris aussi l'intérêt du système, mais ils ne le lanceront vraiment que lorsqu'ils auront atteint des standards de haute définition (1 125 lignes au lieu de 625 aujourd'hui), indispensables, estiment-ils, pour que l'écrit passe bien sur l'écran, et ne rebute pas l'utilisateur.

Ces améliorations à venir pourraient pousser les décideurs français à faire essayer davantage l'annuaire électronique, ce qui pose moins de problèmes que l'extension de l'expérience de Vélizy. Après les tests de Saint-Malo (1980) et de la région de Rennes (1981), c'est l'ensemble des 270 000 abonnés d'Ille-et-Vilaine qui pourront se porter volontaires pour participer à l'expérience d'ici au milieu de 1983. Dans une deuxième phase, en Picardie, se déroulerait la première expérience télématique englobant l'annuaire électronique et les produits vidéo-text développés dans le cadre de Télétext 3V.

Les sondages d'opinion montrent que les personnes ne souhaitent pas tant disposer d'un annuaire plus « moderne » qu'avoir un terminal chez soi pour signifier qu'on est pour le progrès. L'appareil est perçu par la majorité des habitants d'Ille-et-Vilaine comme disproportionné à leurs besoins réels de recherche de numéros de téléphone, guère mieux qu'un gadget. Mais on l'accepte par la promesse implicite de disponibilité sur toute la France et surtout d'une multiplication de services (2).

### Des terminaux dans les cafés

Relais de communication autant que de consommation individuelle, le télématique dans des lieux publics (mairies, centres sociaux de quartiers, bureaux de poste) a l'avantage de faciliter la formation des utilisateurs, puisque des conseillers sont présents pour aider les usagers à s'y retrouver dans le maniement de l'appareil ou bien le font marcher eux-mêmes. Lorsqu'on voit parfois la panique de personnes d'un certain âge devant les distributeurs automatiques de tickets de transport sur le réseau du R.E.R., où pourtant la manœuvre est très clairement décrite, on imagine le désarroi de citoyens devant un clavier de terminal. Cette difficulté, qui affecte tous les utilisateurs d'un niveau culturel peu élevé, est supprimée dans les expériences de télématique municipale (Clairé à Grenoble, Téliem à Nantes). Cette implantation permet aussi de rapprocher les fonctionnaires des administrés, mais il paraît aujourd'hui aventureux de dire qu'elle est plus démocratique que l'autre, car la télématique domestique, sans doute d'un accès plus difficile, échappe davantage aux « pouvoirs » sur le chapitre du contenu.

Domicile, lieux publics innervés de plus en plus par la télématique ? Mais pourquoi ne pas utiliser également les cafés qui sont des points de rencontre privilégiés ? La souplesse d'adaptation et de raccorder des nouveaux outils d'information est considérable. On en est arrivé au point où les acteurs sociaux doivent prendre le relais de l'administration, comme demandait M. Chérif (3).

« L'économie de l'offre », comme diraient les Américains pour créer la demande, était sans doute indispensable au lancement de la télématique. C'est vrai, au reste, pour toutes les nouvelles technologies. Le seul point en discussion est d'être alors de savoir si ce sont ces désirs-là qu'il faut créer plutôt que de satisfaire d'autres besoins tout à fait exprimés en matière de transports, d'habitat, etc. Ce vrai débat se greffe au reste sur un autre : où est le vrai moteur de l'expansion ? Discussions majeures, mais sans fin. S'il est prouvé que grâce à la télématique on pourra mieux passer de la société de consommation à la société de communication et tourner le dos au « jacobinisme électronique », peut-être alors le vrai développement pourra-t-il accompagner la croissance.

PIERRE DROUIN.

(1) Le plus « fréquenté » est celui du journal électronique (JEF). Lire l'article d'Eric Rohde dans « Le Monde » daté 24-25 octobre 1982.

(2) Communication de Bernard Marquet et Jean de Leege aux Journées internationales de l'IDATE (8-10 octobre, à Montpellier).

(3) Voir le Monde daté 17-18 octobre. Supplément sur les journées de l'IDATE.

## A NANCY

### Le Républicain lorrain rachète 21 % du capital de l'Est républicain

Le quotidien de Metz le *Républicain lorrain* va-t-il prendre le contrôle de son rival de Nancy l'Est républicain ? C'est possible après le rachat en cours, par la société éditrice du *Républicain lorrain*, de l'entreprise nancéienne la Grande Chaudronnerie lorraine, qui détient 21 % des actions de l'Est républicain. La transaction, si elle s'effectue totalement, se monte à environ 30 millions de francs, la moitié représentant la participation au capital du journal.

Cette nouvelle, annoncée vendredi 28 octobre, a provoqué une vive émotion parmi le personnel du quotidien de Nancy, qui inquiètent notamment les perspectives de concentration, amoncelées de suppressions d'emplois. Une assemblée générale de la rédaction de l'Est républicain doit avoir lieu ce samedi 30 octobre.

C'est la seconde fois que le *Républicain lorrain* (1) se porte acquéreur de ce paquet d'actions, détenu avant 1974 par la famille Vilgrain. Celle-ci avait décidé à cette époque de vendre les 51 416 actions qu'elle détenait dans le capital de l'Est républicain. Toutefois, le conseil d'administration du journal de Nancy, suivant son patron d'alors, M. Léon Chardé, s'était opposé à la vente. M. Charles Boileau, alors P.-D.G. de la Grande Chaudronnerie lorraine, l'avait alors en son nom propre, le 7 octobre 1974, pour une somme d'environ 8 millions de francs.

Mais M. Boileau allait rétroceder aussitôt ces actions à son entreprise, et la famille Boileau, père et fils (Charles et Francis), prenait le contrôle du conseil d'administration. Une autre famille, les Lignac, en détenait près de 29 % des actions de l'Est républicain avec ses alliés, c'était écartée de ce conseil. Le 17 juin 1980, M. Marcel Fournier, alors P.-D.G. des magasins Carrefour, et proche de M. Robert Hénant, le patron de la Socopresse, traitait à son tour au conseil d'administration, après sa femme, nanicienne d'origine, qui détenait déjà des actions.

Une succession d'épisodes juridiques et judiciaires compliqués se déroulent à partir de 1979 (voir notamment le Monde des 25 avril et 1<sup>er</sup> juin 1982). D'une part, la famille Lignac conteste la rétrocession d'actions par M. Boileau à la Grande Chaudronnerie lorraine. L'affaire passe de tribunal en tribunal : elle devrait être à nouveau évoquée le 5 novembre prochain devant le tribunal de Nancy et le 8 novembre au tribunal de commerce. D'autre part, un coup de théâtre se produit en 1981 à la Grande Chaudronnerie lorraine, qui change de P.-D.G. à la suite d'une affaire financière. M. Charles Boileau cède sa place à son beau-frère, M. Bernard Pinchard. Ce dernier et la Grande Chaudronnerie lorraine déclarent désormais 24,44 % des actions de l'Est républicain.

M. Bernard Pinchard se déclare rapidement allié de la famille Lignac, mais il siège seul au conseil d'administration, toujours contrôlé par le clan Boileau-Fournier, même si celui-ci ne possède que 15 % environ du capital. Le clan Lignac-Pinchard (53,23 %) n'est bien évidemment plus intéressé par l'action en vertu de la rétrocession des actions Vilgrain-Boileau : c'est au contraire le clan Boileau-Fournier qui réclame cette nullité.

### Un puissant groupe de presse

Durant les grandes vacances de 1982 et jusqu'à ces derniers jours, une lutte acharnée semble s'être déroulée entre les deux groupes pour contrôler à la fois les petits porteurs, mais aussi le plus gros, la Grande Chaudronnerie lorraine, qui connaît des difficultés financières importantes. Une tentative de rachat par la famille Boileau, soutenue, semble-t-il, par M. Hénant, échoue.

Le *Républicain lorrain* se porte alors acquéreur à la Bourse de Nancy du « bloc de contrôle » de 66 % des actions de la Grande Chaudronnerie lorraine. Cette opération, confiée à un agent de change, pourrait être terminée dès la première semaine de novembre. Le *Républicain lorrain* serait en outre disposé à acheter les actions restantes détenues par différents porteurs. L'ensemble représenterait environ 30 millions de francs.

Cette reprise par le quotidien de Metz modifie la lutte des clans au sein des actionnaires de l'Est républicain. Il semble toutefois que les Lignac aient soutenu cette transaction avec les Pinchard, qui permettrait d'obtenir une nouvelle majorité de 53 % parmi les porteurs de parts du quotidien de Nancy et pourrait porter éventuellement M. Gérard Lignac à sa tête. C'est une des hypothèses, parmi les plus crédibles. Le 30 novembre, date confirmée par le

président du tribunal de commerce de Nancy, doit avoir lieu la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui décidera des changements au conseil d'administration de la société.

Cette prise de participation du *Républicain lorrain* au capital de l'Est républicain constitue en tout cas l'annonce de réalisation d'un puissant groupe de presse régional, dont la diffusion dépasserait 500 000 exemplaires quotidiens. Au *Républicain lorrain* (207 965 exemplaires en 1981) et à l'Est républicain (258 328) s'ajoutent en effet la *Liberté de l'Est* à Epinal, où M. Claude Puhl, directeur général du *Républicain lorrain*, est administrateur (31 695), et surtout l'*Ardenne*, à Charleville (30 411), devenu moitié-moitié par les deux grands quotidiens de Nancy et de Metz.

(1) Le *Républicain lorrain*, fondé par Victor Demange, appartient aux familles de ses deux fils, M. Marquie Puhl-Demange et M. Monique Petit-Demange.

## FOOTBALL

### Au championnat de France

#### NANTES CONSOLIDE SON AVANCE

La treizième journée du championnat de France de première division a été favorable au F.C. Nantes, leader du classement, qui a arraché le match nul (1-1) à Sochaux tandis que ses deux rivaux les plus proches, Bordeaux et Lens, ont échoué respectivement à Lille (1-2) et à Tours (1-5).

En s'imposant à Lyon (3-1), le Paris-S.G. est également revenu dans le groupe de tête alors que Saint-Etienne a rétrogradé encore après sa défaite à Strasbourg (0-2).

Au tiers du championnat, Nantes semble avoir acquis une bonne avance (3 points) tandis que huit équipes (Bordeaux, Lens, Paris-S.G., Brest, Nancy, Toulouse, Metz, Saint-Etienne) se tiennent dans une fourchette de trois points.

« Sochaux et Nantes... 1-1 »  
« Lille bat Bordeaux... 2-1 »  
« Tours bat Lens... 5-1 »  
« Lens et Brest... 2-2 »  
« Strasbourg bat St-Etienne... 2-0 »  
« Paris-S.G. bat Lyon... 3-1 »  
« Nancy bat Auxerre... 1-1 »  
« Rouen et Monaco... 1-1 »  
« Toulouse bat Mulhouse... 2-1 »  
« Metz et Bastia... 0-0 »

CLASSEMENT. — 1. Nantes, 20 pts ; 2. Bordeaux, 17 ; 3. Paris-S.G., 16 ; 4. Nancy, 15 ; 5. Saint-Etienne, 14 ; 6. Monaco, 13 ; 7. Strasbourg, 12 ; 8. Auxerre, 11 ; 9. Sochaux, 10 ; 10. Rouen, 10 ; 11. Lens, 9 ; 12. Metz, 8 ; 13. Mulhouse, 7.

## OMNISPORTS

### M. Soisson : « Le sport n'est plus une priorité nationale »

M. Edwige Avic, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, doit faire le 2 novembre — veille du jour où les crédits de son ministère pour 1983 seront examinés par l'Assemblée nationale — une déclaration sur le projet de budget de son secteur. Après la déception provoquée dans le mouvement sportif par ce projet, le ministre pourrait annoncer une légère augmentation des crédits extra-budgétaires (prélèvements sur le Loto et le P.M.U. finançant le Fonds national de développement pour le sport) comme l'a souhaité le Comité national olympique (C.N.O.S.F.).

Toutefois, avant que cette mise au point ne soit connue, M. Jean-Pierre Soisson, député-maire (U.D.F.) d'Auxerre, ancien ministre de la jeunesse et des sports, déplore que « le sport ne soit plus une priorité nationale », dans une déclaration où il constate que le projet de budget de la culture augmente de 16,6 %, alors que celui des sports ne progressera que de 2,8 %.

« Au sein du ministère du temps libre, M. Henry a choisi de privilégier l'éducation populaire et le loisir social. Quant à M. Avic, elle a choisi de privilégier les actions en faveur de la jeunesse au détriment des activités sportives. Ainsi, les subventions inscrites au titre IV diminuent pour le sport de 2,6 millions de francs ; celles au bénéfice de l'action éducative et culturelle augmentent de 24 millions de francs », relève l'ancien ministre des sports, qui précise : « Une telle situation est particulièrement grave, alors que se dérouleront, en 1984, les Jeux olympiques. »

La reconduction en francs constants du budget de 1982, conclut M. Soisson, entraînerait une dépense supplémentaire insignifiante puisque le budget des sports ne représenterait alors — mais alors seulement — que 0,25 % du budget de l'Etat.

Ce grand dadais dont le jeu reste considérablement perfectible rêve de défendre les couleurs de la France en Coupe Davis et, plus immédiatement, de rattrapper l'Australien Patrick Cash le titre de champion du monde juniors. Pour cela, il doit aller disputer, ces prochaines semaines, deux tournois en Australie avant de s'engager éventuellement dans l'Orange Bowl à Miami pour l'attribution définitive du titre.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Mac Cormack garantirait à Forget 70 000 dollars de revenu annuel en plus des gains au tournoi.

(2) L'Américain McEnroe et l'Australien McNamee se sont qualifiés, le 30 octobre, pour la finale du Tournoi de Tokyo (300 000 dollars) en battant respectivement l'Australien Edmondson (6-3 ; 6-2) et l'Américain Gerulaitis (6-3 ; 3-6 ; 6-2). Le Français Yannick Noah, qui avait été éliminé au premier tour, a décidé de ne pas jouer le Tournoi de Hong-Kong et de rentrer en France pour soigner des ampoules aux pieds et préparer la finale de la Coupe Davis.

JEREMIAH JOHNSON (A. v.l.) : Opéra-Night, 2 (296-52-36).  
LE LAUREAT (A. v.l.) : Sain-Germain Village, 5 (633-63-20).  
MACADAM COW-BOY (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).  
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (A. v.o.) : Palace Croix-Nivert, 19 (374-92-04).  
MICKY, DONALD, PIUTO ET DINGO EN VACANCES (A. v.l.) : Grand Paris, 15 (554-46-85) ; Napoléon, 17 (380-41-46).  
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.l.) : Capri, 2 (308-11-60).  
LE MILLAIRE (A. v.o.) : Action Christian, 6 (325-47-46).  
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (A. v.o.) : Cluny-Ecoles, 5 (354-10-12).  
NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (334-34-53).  
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.l.) : Aradès, 2 (233-39-36).  
PATELON (A. v.l.) : Capri, 2 (308-11-60).  
LA PARTY (A. v.o.) : Rensselaer, 16 (284-44-44).  
PHANTOM OF THE PARADES (A. v.o.) : Cluny-Ecoles, 5 (354-10-12).  
LE PRINCE (A. v.o.) : Olympia-Halles, 4 (278-34-15).  
QUATRE GARÇONS DANS LE VENT (A. v.o.) : Quintess, 6 (633-79-38).  
LES BAISINS DE LA COLÈRE (A. v.o.) : (329-83-11) - V.L. Impérial, 2 (742-72-52).  
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A. v.l.) : Temples, 3 (272-94-56).  
LES BAISINS DE LA COLÈRE (A. v.o.) : Studio Croix-Nivert, 5 (352-75-37).  
SHANGAI EXPRESS (A. v.o.) : Action Boile, 2 (272-94-56).  
LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.l.) : Opéra-Night, 2 (296-52-36).  
THE ROSE (A. v.o.) : Studio Média, 5 (632-25-97).  
TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).  
LA VALSE DANS L'OMBRE (A. v.o.) : Olympia St-Germain, 6 (633-79-38) ; Olympia Balzac, 6 (561-10-60).  
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-47-77) ; Olympia Balzac, 6 (561-10-60). - V.L. : Aradès, 2 (233-39-36).  
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.) : Studio Cujas, 5 (354-89-22) ; Olympia Entrepôt, 14 (543-67-42).  
Z (Fr.) : Temples, 3 (272-94-56).

### Les festivals

FASSEMBLER (v.o.) : Ciné Beaulieu, 3 (271-52-36) ; Glorie de passage : dim. 0 h 20.  
BUSTER KEATON : Marais, 4 (272-47-46) : com. Française en 16 mm, le dernier Round.  
LA COMÉDIE MUSICALE : De merveilleux au drame (v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12) ; Les Démonstrations en dessin animé, dim. 16 h, 18 h ; Amusements, dim. 22 h ; L'Amour vient en dessin animé, dim. 20 h ; Cover Girl, dim. 22 h, dim. 14 h.  
CHOC DE MARIKALOV (v.o.) : Campus, 6 (544-28-80). Le Nôtre parmi les autres (v.o.) : Campus, 18 h, 20 h, 22 h. Un nid de coucou, dim. 18 h, 20 h, 22 h.  
FESTIVAL BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9 (576-30-50), com., Dark Victory : dim. Key Largo.  
FESTIVAL BOGART, Studio 43, 9 (770-65-40) : Lettre à Freddy Boudier : 72-venez-vous jouer : Ici, ailleurs, 11 ; 22 h ; com., dim. 14 h, 16 h.  
REGARDS SUR LE CINÉMA SOVIÉTIQUE (v.o.) : République-Chimie, 9 (770-65-40) ; Sochaux : com., 17 h 30, 21 h ; Il était une fois un merle chanteur, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.  
LIS BUNUEL/ROSE-CHILLET : Denture, 14 (221-41-01), Tristram : com., dim. 20 h ; Le Chêne et la Vierge : com., dim. 22 h ; la Voie lactée : dim. 17 h ; le Journal d'une femme de chambre (v.o.) : M. le Ministre de la santé : com., dim. 14 h 30 ; l'Age d'or : com., 17 h.  
FESTIVAL JACQUES TOURNÉUR (v.o.) : Espace Galilée, 14 (327-55-94), 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Les Hommes : com., 18 h, 20 h, 22 h ; Berlioz Express : 22 h, Pensez-moi bien et com.

PORTAITS D'ACTEURS EN SEPT FILMS (v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42), Inside Daisy Clover, 14 h 30, 17 h, 20 h, 22 h ; dim. Jeremiah Johnson, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.  
TOUJOURS VIVANTS DE FRANÇOIS TRUFFAUT (v.o.) : Olympia (14) (542-67-42) : l'Amour en fuite, com., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, 24 h ; les quatre cents coups : com., dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

## Le Monde

Service des Abonnements  
25 rue des Italiens  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
384 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (tous semestres ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler nos factures propres en espèces ou par chèque.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1954-1958) ; Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimé au « Monde » 1, rue de la Harpe, PARIS-IX

Reproduction interdite de tout ou partie sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 43

ISSN : 0395-2687

## CENTRALE BLANC

### GROSSISTE LINGE DE MAISON

ouvre ses portes aux particuliers

Couettes synthétiques et duvet

Housses de couettes

Couvertures pure laine

Serviettes éponge

Parures de draps

Serviettes de table

Torchons, serviettes de table, etc.

Marques : JALLA, PRIMEROSE, LAPLAUD, BORDIER etc.

2 Adresses :

PARIS (38me)

16 rue Duret-Thouars

Métro : Temple ou République

Fond de commerce

face au Carreau du Temple

VINCENNES (94)

14/16/18, rue Raymond du Temple

Métro : Châtelet de Vincennes

(face au Château)

Ouvert tous les jours même le Samedi

de 10 h. à 19 h.

271.07.82







# INFORMATIONS « SERVICES » CARNET

## HANDICAPÉS

### Un guide et ses mises à jour

M. François Bloch-Lainé vient de présenter à la presse un ouvrage de M. V. national des associations de parents d'enfants handicapés. Il s'agit d'une nouvelle édition du « Guide pratique des personnes handicapées », qui s'étend désormais à tous les types de handicaps et rassemble d'innombrables renseignements, jusqu'à présent éparpillés, sur l'un des plus vastes secteurs de la vie associative.

Ce recueil en six volumes peut être actualisé régulièrement, grâce à la mise à jour de feuillets.

Un travail considérable a permis la mise au point de ce véritable dictionnaire des handicaps, des législations, des droits et des services pratiques mis à la disposition des usagers handicapés. L'ouvrage se décompose en quatre grands chapitres : les équipements, les personnels, les clients d'établissements, leur environnement (structures et organisations).

Dans sa préface, M. François Bloch-Lainé souligne le « retard évident » que nous avons, en France, pour ce qui est de la mise en commun des informations né-

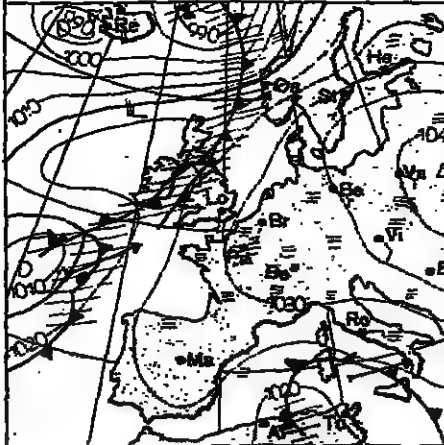
cessaires à l'action sociale et de leur traitement informatique », et se réjouit de la publication de ce recueil « objectif et pragmatique » qui aura à consulter les personnes handicapées, leurs familles, gestionnaires d'établissements, médecins et travailleurs sociaux - s'occupant des handicapés. - J.B.

★ Editions Dialogues, 51, avenue des Gobelins 75013-Paris. Six volumes contenant mille vingt-quatre fiches mobiles, 790 F, port compris, avec les mises à jour pour un an à partir de la date d'achat (valeur 350 F).

● Les associations. - Un Répertoire des associations et organismes au service des personnes handicapées pour 1982 est également publié par les Editions Dialogues. Cet ouvrage, destiné aux professionnels de la réadaptation et aux associations, est le fruit d'un travail de liaison pour la réadaptation des handicapés, 38 boulevard Raspail 75007, Paris. Paiement par chèque (50 F). Libellé C.N.F.R.H. auprès des services de routage G.C.D. 11 rue de la Marne 94500 Champigny-sur-Marne.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.10.82. A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 octobre à 0 heure et le dimanche 31 octobre à 0 heure.

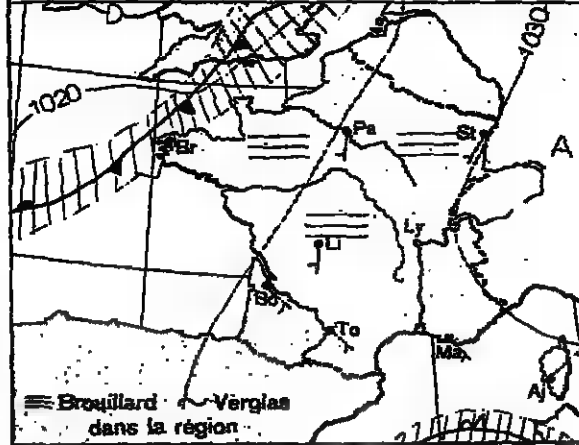
Malgré une baisse relative du champ de pression, les conditions anticycloniques prédominent, et la France reste protégée des perturbations atlantiques. Cependant, un front froid peu actif s'approchera des côtes du nord-ouest, apportant une brume et un brouillard le matin, se dissipant rapidement pour faire place à une journée ensoleillée et douce.

De la Bretagne au Pas-de-Calais, après une matinée brumeuse et maigre, la visibilité restera très faible et quelques brumes faibles seront observées près de la côte; vent de sud-ouest faible à modéré; les températures avoisineront 13 à 15 degrés. Sur les autres régions, persistance du temps frais le matin avec quelques brouillards, brumes et nuages bas se dissipant très lentement et pouvant persister sur les Vosges, la Lorraine et la Bourgogne.

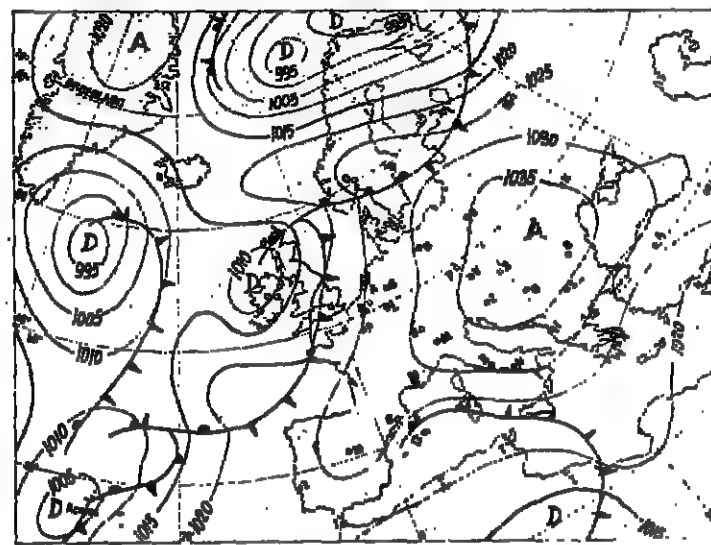
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 octobre, de 1030,4 millibars, soit 772,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré le 29 octobre; le second le minimum de la nuit du 29 au 30 octobre): Ajaccio, 24 et 11; Biarritz, 24 et 10; Bordeaux, 21 et 6; Bourges, 13 et 7; Brétigny, 14 et 11; Caen, 14 et 7; Cherbourg, 13 et 8; Clermont-

PRÉVISIONS POUR LE 31.10. DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 31 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Ferrand, 19 et 8; Dijon, 11 et 11; Grenoble, 17 et 2; Lille, 11 et 6; Lyon, 11 et 7; Marseille-Marinigues, 21 et 9; Nancy, 11 et 5; Nantes, 17 et 8; Nice-Côte d'Azur, 21 et 14; Paris-Le Bourget, 8 et 7; Pau, 24 et 5; Perpignan, 20 et 9; Rennes, 13 et 9; Strasbourg, 10 et 7; Tours, 12 et 8; Toulouse, 21 et 6; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 19 et 15 degrés; Amsterdam, 14 et 8; Athènes, 20 et 15; Berlin, 15 et 5; Bonn, 11 et 7; Bruxelles, 10 et 3; Le

(Document établi par le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3309

HORIZONTALEMENT

I. L'homme se trahit, selon qu'il est... II. Parler à la fois brillant et ambiguë... III. Unité géométrique dans la théorie des ensembles. Il est, au wagon... IV. Pro... V. d'une... VI. voyard. Ne peut s'acquiescer qu'avec... VII. d'une majorité... VIII. l'une est blanche, l'autre n'est pas sombre. Se distingue de la société anonyme... IX. Amour parmi les agnès. On ne le voit jamais arriver sans être accompagné d'une brune... X. Copulation. Son repas fait être interrompu par un coup de fil... XI. Telles sont parfois les bottes des grosses légumes. Siège épiscopal composé de deux paires de cardinaux... XII. Sa patrie est perdue de vue. Brillante étoile de l'écran cinématographique. Aussi teste que légère. Lieu de repos du marabout... XIII. Travail de restaurateur. Répoussoir. Participe passif concernant un trépassé... XIV. Bien disposées. Possessif. Baigneur emporté par une lame... XV. La plus perdue des journées est celle où on ne l'a pas fait... XVI. Chaudron. Rongeur se contentant de relâche. Occasion pour un cabot d'échouer dans le quartier... XVII. Petit gris. Appeler un cabot ou chasser un cabotin. Préposition.

capiteux et captivant. Extrait de *Paradis*. - 8. C'est un... 9. Ils sont... 10. Il est... 11. Elle... 12. Pris... 13. Relie la mine à la surface. Grignoteur comme un... 14. Quand on... 15. Qui ont pris le mors aux dents. Débits de scie.

Solution du problème n° 3308

Horizontalement

I. Fauteuil. - II. Ecran. Fil. - III. Utes. Gl. - IV. Isacène. - V. Utiles. - VI. Lit. Evol. - VII. Etat. Et. - VIII. Taxi. Rime. - IX. O. Assas. - X. Ni. Ah! Mls. - XI. Endogène.

Verticalement

1. Feuilleton. - 2. Acte. Italie. - 3. Ures. Taxe. - 4. Tissu. Ti. Ad. - 5. En. Aho. - 6. Univers. - 7. If. Ilotisme. - 8. Li. gnée. - 9. Lits. Messes.

GUY BROUTY.

## COLLOQUES

### QUELS CHANGEMENTS POUR LA PRISON ?

La CORVÉE (1) (Coordination syndicale pénale), qui regroupe neuf organisations professionnelles et syndicales, organise un colloque public à Paris, les 6 et 7 novembre, sur le thème : « Prisons : quel changement ? ».

Les débats auront lieu à l'université Paris-I, rue Tolbiac. Le samedi 6, sous le titre : « Les droits de l'homme », cinq commissions se réuniront pour débattre des sujets suivants : La citoyenneté (président de la commission : M. Thierry Lévy, avocat); Les relations avec l'extérieur (président : M. Laure Baste-Morand, président du Comité de liaison des associations de reclassement); La santé (président : le professeur Marcel Colin, professeur de médecine légale et de psychiatrie à Lyon); Le travail (président : M. Jean-Jacques Dupeyron, directeur du département de droit à l'université Paris-II); Education, culture et sports (président : M. Gérard Soulier, professeur à l'université d'Amiens).

Le dimanche 7, sous le titre : « Les nouvelles commissions étudieront : les droits des personnels (président : M. Jean-Pierre Michel, député (P.S.) de Haute-Saône, vice-président de l'Assemblée nationale); l'institution (président : M. Stanislas Mangin, conseiller d'Etat honoraire); l'argument séculaire (président : M. Henri Leclerc, avocat); L'opinion publique (président : M. Robert Pagès, directeur des recherches C.N.R.S.); le champ (président : M. Jean-Marie Domenach, professeur à l'Ecole polytechnique).

(1) COSYPE, 54, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris, tél. : 261-43-23.

## PARIS EN VISITES - MARDI 15 NOVEMBRE

« L'Opéra », 13 h 15, devant la statue de la danse, M. Zujovic. « Les Gobelins », 14 h 42, avenue des Gobelins, M. D. « Hôtel de Lorraine », quai d'Anjou, M. D. (Casse historique des monuments historiques). « Montparnasse et ses amis », 15 heures, M. D. (Approche de l'Art). « Saint-Martin », 15 heures, M. D. (Saint-Martin). « Montmartre », 14 h 30, métro Montmartre, M. D. « La Place des Vosges », 15 heures, Place des Vosges (Paris et son histoire). « Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Martin (Régénération du Passé). « La Mairie », 14 h 30, 11, quai de la Mairie (Tourisme culturel). « Le Marais », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris). « Montmartre », 14 h 30, métro Montmartre (Vieilles de Paris).

## CONFÉRENCES

14 h 30 : 109, rue de Rivoli, M. M. Meunier-Thouret : Les Grands... 12 h 15 : 12, rue Vivienne, M. J. L. : L'origine de la Comte de Saint-Germain (Egon).

## ÉCHECS

### A Lucerne PRÈS DE CENT NATIONS AUX 25<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES

Les 25<sup>es</sup> Jeux olympiques d'échecs masculins et 10<sup>es</sup> Jeux féminins débutent à Lucerne, en Suisse, samedi 30 octobre. Plus de cent nations chez les hommes et cinquante chez les femmes s'affronteront jusqu'au 17 novembre pour l'attribution du titre de champion du monde par équipe. Chaque pays aligne quatre joueurs et quatre joueuses.

L'Union soviétique, qui a présélectionné Karpov, champion du monde, Kasparov, Belavsky, prétendants au titre, Youssoupov, Geller, Balachov, Tal, Polugavsky, devrait conserver son titre, acquis cependant d'extrême justesse à Moscou en 1977 face à la Hongrie. Les Hongrois, vainqueurs en 1977 à Buenos-Aires, termineront donc encore dans les premiers, ainsi que la Hollande, conduite par Timman. L'équipe France saluera - ce sera en exploit - la conservation de la 14<sup>e</sup> place brillamment acquise en 1977. La sélection, non définitive, est composée de Haik Kouatly, Séret, D. Giffard, Andruet et...

## JOURNAL OFFICIEL

Publié le samedi 30 octobre. DES DÉCRETS : « Fourniture de... du... de la République en... et dépendances, et... de son remplaçant : « Décret du 17 mai 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et ce qui concerne l'organisation du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz. »

## BREF

### FORMATION PERMANENTE

ARTS ET MÉTIERS : PRÉCISION. - Les inscriptions aux cours sur les sciences, technologie, société, dispensées par le Conservatoire national des arts et métiers, ont été nous avons annoncé dans le Monde du 29 octobre.

### LA MAISON

UN SALON DU MOBILIER D'INTERIEUR. - Le huitième biennale du créateur d'habitat, dénommée « Intérieur 82 », a eu lieu à Courmayeur (Belgique) du 16 au 23 octobre. C'est le salon européen - destiné au public - à ne proposer que du mobilier contemporain. La qualité esthétique est garantie par une sélection très rigoureuse du comité d'organisation Salon.

Les nombreux visiteurs ont pu découvrir les réalisations créatives de designers italiens, scandinaves ou français. La France était représentée par un artiste - par la Société des artistes décorateurs - le comité (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement), des modèles nouveaux de meubles, luminaires, tapis et d'ameublement.

### VIVRE A PARIS

VERS LES CIMETIÈRES. - A l'occasion des fêtes de la Toussaint, les services municipaux de la région parisienne sont renforcés sur les lignes : 128 (cimetière de Bagneux), 185-285 (cimetière de Thiais), 155 (cimetière de Saint-Ouen), 151 (cimetière de Pantin). D'autre part, le dimanche 31 octobre et lundi 1<sup>er</sup> novembre, les cimetières de Pantin, du 8<sup>e</sup> arrondissement et du 18<sup>e</sup> arrondissement.

## Mariages

- M<sup>me</sup> Marcel Stevens, née Aline Balmes, en union avec son mari, a l'honneur de faire part du mariage de son fils Bertrand STEVENS.

M<sup>me</sup> Béatrice ROLLAND. Le 29 octobre 1982.

- Olivier, Brigitte, Isabelle, ses enfants. Familles Ben Lahcen, Clement, Dechelette et Gillet, font part du décès de

ACCARY.

survenu le 25 octobre 1982, à l'âge de 82 ans, d'un volonte du défunt, l'inhumation et la volonté religieuse de son lieu dans la plus intime.

On associe dans le souvenir Chandette ACCARY, son épouse, décédée le 22 janvier 1982.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Jeanne GACHKEL, Meunier, Auzas et Dupont, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Vierge GACHKEL.

Le 30 octobre 1982.

L'inhumation aura lieu le mardi 1<sup>er</sup> novembre 1982, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

94, boulevard Flandrin, 75116 Paris.

- Le Centre de techniques psychologiques a le regret de faire part de la disparition, le 30 octobre 1982, du docteur Victor GACHKEL, psychiatre, médecin-directeur du Centre de techniques psychologiques.

Il a toujours donné sa gentillesse et sa courtoisie. Chacun a pu, grâce à lui, bénéficier de son savoir et de son expérience. Nous ne pouvons oublier ce qu'il nous a donné.

- L'Institut de formation de la médecine générale a le regret de faire part de la disparition, le 30 octobre 1982, du docteur Victor GACHKEL, psychiatre, médecin-directeur du Centre de techniques psychologiques.

Il a toujours donné sa gentillesse et sa courtoisie. Chacun a pu, grâce à lui, bénéficier de son savoir et de son expérience. Nous ne pouvons oublier ce qu'il nous a donné.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- Alain Guérin, son compagnon, son fils, son père, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Marie Lodeon, son épouse, décédée le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.

- M<sup>me</sup> Paul Lodeon, son épouse, ses enfants, Le Centre de techniques psychologiques, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henry Lodeon, son mari, décédé le 30 octobre 1982, à l'âge de 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Clairie, 972 Martinique.



















مكتبة الأمل



## JUSTICE : DES JUGEMENTS PAR MILLIERS

L'introduction de l'ordinateur dans les décisions de justice ne comporte-t-elle pas des risques ?  
(Lire page V.)

## JEAN-PIERRE CHANGEUX OBSERVATEUR DU CERVEAU

Un jour viendra sans doute où l'on pourra observer l'activité mentale de l'homme.  
(Lire page IX.)

## SUCCÈS ET DÉGÂTS DES FAUSSES SCIENCES

L'irrésistible ascension de Lyssenko de sa théorie : le darwinisme créateur soviétique ou la nouvelle biologie prolétarienne. (Lire page XI.)

# Le Monde

## DIMANCHE

## Les scribes du pouvoir

Les discours des vedettes de la politique sont le résultat d'une alchimie complexe. Compagnons, conseillers, collaborateurs tous azimuts, ceux qui les écrivent sont aussi, parfois, les héritiers de leurs patrons.

**J**EUNE agrégé de lettres, incontestables qualités d'expression écrite, rédigeait hier un discours politique pour lui-même. Pas un dîner parisien où quelqu'un ne se soit vu le sceau du secret vingt-cinq fois qu'il venait à l'esprit l'homme qui écrit les discours du président ou du ministre X... Ravi de pouvoir ainsi participer à l'intimité des grands de la scène politique, il colporte d'autant plus aisément les ragots des cabinets ministériels que les Français, toujours méfiants envers leurs gouvernants, sont prêts à se saisir de tout ce qui peut servir à déboulonner les autres.

On entend ainsi un jeune secrétaire d'ambassade, frais émoulu de l'école et en poste depuis quelques mois, se vanter d'avoir rédigé le discours du président de la République lors de la cérémonie officielle. Un haut fonctionnaire, à qui l'on demande un temps ce temps une note technique qui servira à préparer une intervention, n'hésite pas à affirmer partout qu'il est la plume du ministre. Méfiez-vous : plus on en dit, plus on se fait en revanche, ceux qui savent réellement écrire les discours des hommes politiques ont tendance à minorer leur rôle. Ils se présentent comme quantité négligeable, à jurer qu'ils se contentent de préciser la ponctuation, à la rigueur quelques formules.

D'abord, c'est une question de loyauté envers son « patron ». De confiance, mais d'insécurité aussi. Un directeur de cabinet explique en riant son dilemme : « Si je vous dis que mon patron m'a textuellement dit ce que je lui prépare sans y changer une virgule, vous en concluez que c'est une boudruche. Si je vous dis qu'il refait tout, vous en concluez que je suis un collaborateur inefficace et incompetent. »

Ensuite, le discours, l'article, le rapport, l'œuvre d'une seule main. Il est vrai que l'article de M. Pierre Mauroy, « Gouverner autrement », publié le 20 avril 1982 dans le Monde, était entièrement dû à la plume de Thierry Pfister, ancien journaliste de la maison.

aujourd'hui conseiller à Matignon, qui l'a ensuite avec le premier ministre. Le cas est assez fréquent pour les articles. Mais la préparation d'un discours est souvent telle que, en toute honnêteté, il est impossible de dire qu'une seule personne l'a rédigé, notamment pour les grands personnages et les grandes occasions : toute une équipe est mise à contribution.

Un exemple : les voyages présidentiels à l'étranger. Les deux feuillets des deux paragraphes sur lesquels journalistes et chancelleries se jettent avidement pour les décoder et y lire les annonces d'une politique étrangère sont l'objet de semaines et de mois de préparation minutieuse.

L'ambassade de France du pays étranger fait des résumés techniques et les transmet au Quai d'Orsay. Celui-ci prépare un résumé et le confie à la cellule diplomatique de l'Élysée qui fait un projet de discours, parfois en retour aux relations extérieures. En dernier ressort, le président planche souvent lui-même : par exemple, le discours de François Mitterrand devant la Knesset israélienne est de sa main.

### Basse littérature

Eussent-ils l'imagination la plus fertile, la plume la plus alerte et la parole la plus facile, les hommes politiques, responsables, ministres ou secrétaires d'État ne peuvent composer seuls la totalité de leurs interventions : certains jours, entre les inaugurations et les réunions, un ministre peut avoir trois ou quatre discours à prononcer. Des collaborateurs sont là pour y parer. Mais la fonction de « speechwriter » (rédacteur de discours), comme aux États-Unis, n'est pas entrée dans les habitudes françaises. Certains refusent carrément d'en parler. Le discours est un produit fini dont le consommateur n'a pas besoin de connaître le processus de fabrication : ce qui compte, c'est la valeur finale de l'objet.

Il est des hommes politiques — technocrates — gestionnaires — pour qui le discours est que basse littérature. Michel Rocard, dont l'agilité

bale est pourtant indiscutable, s'écrit un jour, impatient et l'esprit ailleurs : « Ah ! pour le travail écrivain, on trouvera toujours. »

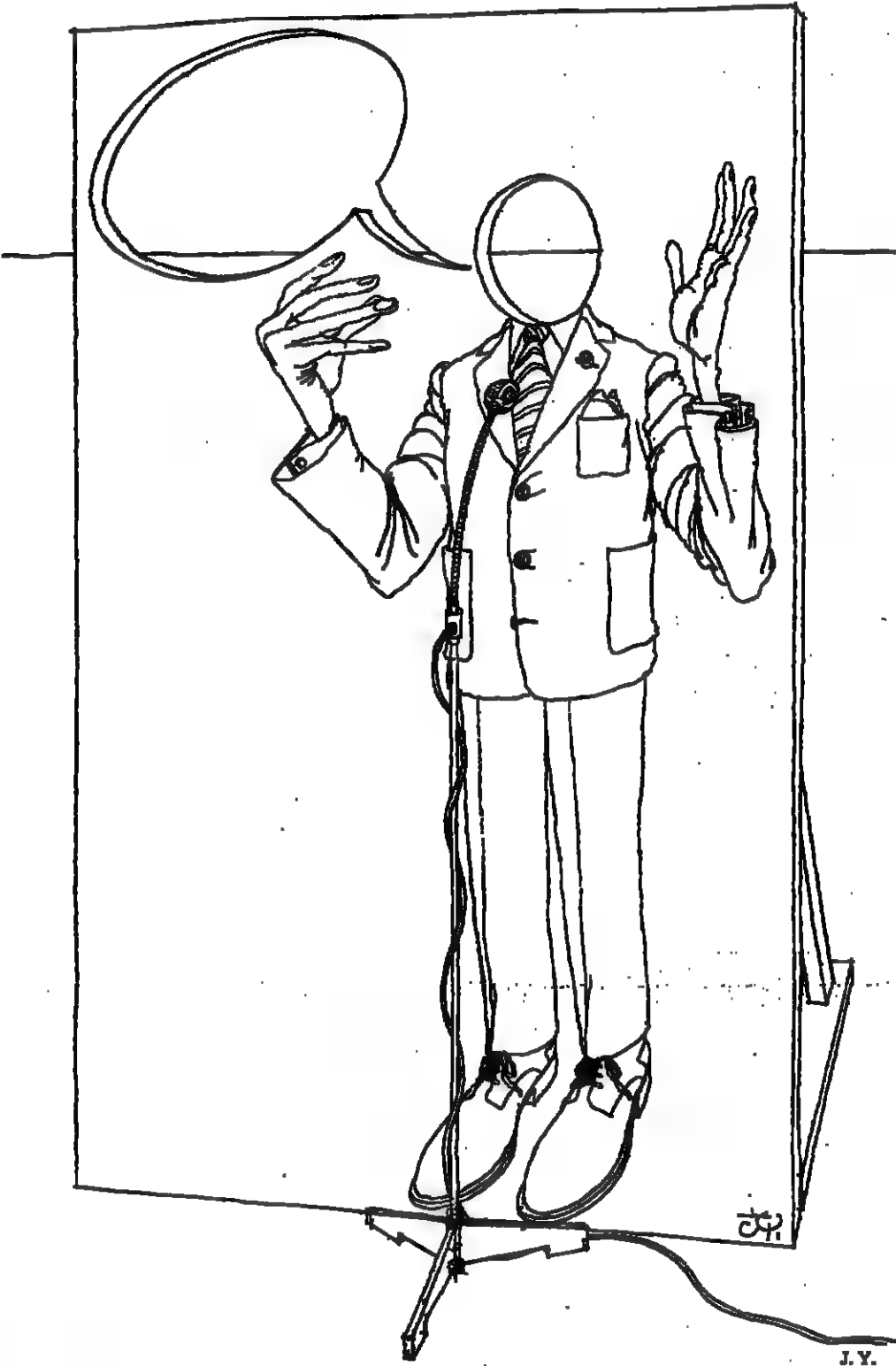
Mais dans la majorité des cas, le discours a valeur d'acte politique. Le discours de Mitterrand gouvernant en partie par la magie de son verbe. Sans avoir son charisme, beaucoup ont heureusement conscience de la valeur de leur importance. Chacun d'eux a longuement pesé, évalué, analysé avant d'être écrit ou prononcé.

Pour François Aron, agrégé d'histoire, spécialiste technique au cabinet du ministre des P.T.T., neuf dixièmes des interventions ministérielles sont pure rhétorique destinée à des inaugurations ou à des médailles. Mais, même là, il faut faire passer un « message » et donner une image du service public.

Ainsi l'inauguration d'un bureau de poste fera l'objet d'une note technique des services indiquant la date, l'heure, la construction, la taille du bureau, le nombre d'employés de la localité qui en bénéficieront, et le nombre d'employés qui y travailleront. Un des secrétaires du cabinet ministériel fera un projet de discours, se gardant bien d'évoquer l'implantation du bâtiment et l'endroit où se trouve le bureau, mais le calme merveilleux du quartier où on lui a signalé en passant que ce bureau mal placé est trop éloigné du centre.

Le chef du cabinet vérifie, résume, réécrit deux ou trois formules et le glisse au ministre, qui lit le texte dans la voiture ou l'avion. Les cas, l'inspiration et l'humour, improvisent quelque chose à partir des éléments fournis : bien les lit soigneusement en rajoutant ses lunettes. Jean-Claude Bocard, maître de requêtes au Conseil d'État, chef de cabinet du ministre de la mer, rédige lui-même, précise-t-il, les discours « généraux », laissant au conseiller technique la tâche de les relever uniquement de son secteur.

L'improvisation, pour un homme qui a du métier et des dons d'orateur, fait souvent meilleure impression sur son auditoire que la lecture pieuse du discours rédigé. Edgar Faure,



brillant orateur, s'était fait une spécialité de la « chaleur humaine » : « Mes collaborateurs, disait-il, m'ont préparé un discours, mais comme vous m'êtes particulièrement sympathiques, je ne vous le lirei pas et parlerai à cœur ouvert. » L'effet est inimitable.

### Aucun adverbe n'est laissé au hasard

Certains discours sont véritablement l'expression d'une politique, ont une portée générale et une importance décisive. Le ministre des P.T.T. peut annoncer l'inauguration du salon des télécommunications électroniques, le ministre de la Santé celle d'un nouvel hôpital, comme le ministre des P.T.T. l'inauguration du Centre Tétel de Vélizy, en juillet 1981, pour annoncer des décisions importantes. Faut-il préciser que, dans ce cas, aucun adverbe, aucune conjonction, ne sont laissés au hasard ?

Pierre-Alain Douay, qui prépare les discours de Pierre Mauroy, se souvient avec quel soin celui du dernier congrès du parti socialiste, à Valence, avait été purgé de noms comme ceux de Robespierre ou de Danton qui véhiculent, selon lui, un « imaginaire » incontrôlable. Paul Quilès a été moins avisé : « Il n'est pas premier ministre. La fonction oblige à une rigueur absolue exigeante,

même devant une salle de militaires chauffés à blanc qui assimilent des formules. »

Si les ministres du cabinet changent avec le ministre, les fonctionnaires restent : ce sont eux les scribes qui depuis dix ou quinze ans, avec la nouvelle majorité comme avec l'ancienne, préparent les interventions ministérielles. Sur le plan technique tout au moins, ce rôle de scribe est justement de transformer un discours technique en discours politique — ce n'est pas toujours le cas.

Les discours de Bellac, secrétaire de Jean Giraudoux, se souviennent peut-être que le premier discours fut ainsi prononcé à cinq ans de distance par deux ministres différents pour deux inaugurations différentes. En 1934, une fois sur l'écrin, un fonctionnaire avait déposé un discours d'inauguration au fond d'un tiroir, qui lui semblait, ma foi, bien tourné. On ne trouve un même paragraphe dans d'une même citation de Charles-Quint dans le discours prononcé par Jacques Pelletier, secrétaire d'État à l'éducation nationale pour un colloque franco-allemand, le 21 septembre 1979, et dans celui de Valéry Giscard d'Estaing à l'ouverture du Conseil pour la diffusion des langues étrangères, sept ans plus tard.

Les « scribes du pouvoir » sont unanimes à protester contre cette dénomination. Ils ne font pas qu'écrire des discours, ils

participent à l'élaboration de la stratégie, aux débats politiques. Adjoins de longue date, ils suivent le chef sur le podium du pouvoir ou, au contraire, dans la mission de l'exil. Ce sont des compagnons de route à qui l'on fait confiance.

Pierre-Alain Douay était auprès de Pierre Mauroy au conseil régional du Nord dès 1973 ; après avoir dirigé l'office culturel régional du Nord, il entra comme chargé de mission à la mairie de Lille en 1979 avant de le devenir à Matignon. Thierry Pfister, journaliste, ancien responsable des étudiants socialistes, travailla pour le futur premier ministre dès 1970. Christian Bahry, chargée de mission auprès d'André Henry, ministre du temps libre, fut son secrétaire à la Fédération de l'éducation nationale lorsqu'il en était le secrétaire général.

Philippe Barret, normalien, proche de Jean-Pierre Chevènement depuis 1973, date de la publication de son livre, « Nouvel Déséquilibre mondial », l'a suivi au ministère de la recherche et de l'industrie comme conseiller technique. On a étonné la composition du cabinet de Louis Mexandeau : archéologues, chartistes, ou archivistes paléographes pour gérer le P.T.T. C'est simplement l'équipe d'universitaires qui travaillait avec lui au temps où il était chargé au P.T.T. des problèmes d'éducation.

LILIANE DELWASSE.  
(Lire la suite page III.)



## Trotsky et le goulag

C'est le 18 mars 1923, cinq ans avant la première publication évoquée par Jean Rabaut dans son article, que Trotsky, dans un lettre central du parti bolchevik, met en avant le rôle du G.P.U. (1); que le seul titre de ces ouvrages résumés en français témoigne de la continuité de cet axe de pensée (2). L'ouvrage est traduit, entendu, jour après jour, en français (3). Ce combat n'est nullement celui d'un homme seul, même si, effectivement, dans ces livres dramatiques, la voix de Trotsky est assez faiblante... Tous les documents de l'opposition de la IV<sup>e</sup> internationale, puis de la première conférence de Paris en avril 1930 jusqu'à... nos jours, en passant par le « programme de transition » de 1938, de la fondation de la IV<sup>e</sup> internationale, mettent l'analyse de la société soviétique, la discussion de la « politique policrière » au cœur de leur problématique (4). Tout cela, Léon-Trotsky y a contribué à l'enrichir, ses responsabilités sur le goulag, ses responsabilités et leurs complices —

## Abstrait

**JEAN PLANCHAIS.**

(3) *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, spécial, « Les Procès de la révolution du monde », et numéros 6 et 7/8 spéciaux : « Les trotskistes en Union soviétique ». En attendant la publication prochaine d'un numéro du *Cahiers consacré à Léon Trotsky* comportant notamment son fameux Livre rouge sur « Le procès de Moscou ».

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans le **Monde Dimanche** du 17 octobre, l'article de Jean Roubault sur le **Goulag en France**. Il rappelle opportunément que les camps soviétiques étaient connus en France avant la guerre, mais qu'on ne voulait pas savoir. Il rend un juste hommage à Monette, y voit une œuvre majeure de la littérature et de la culture, et souligne la nature et l'importance du roman de Victor Serge. *S'il est minuscule dans le siècle*. Il a agit bel et bien le premier grand roman sur le goulag, et je ne le juge pas inférieur aux œuvres de Monette. Il a été, certes, un peu trop trompé et lui a rendu un éclatant hommage dans le **Journal d'Esprit** de février 1933 où il place Victor Serge au même rang que Malraux, *l'auteur et*

**30 octobre : premier anniversaire de la mort de Georges Brassens**

**RENAL**  
Julien, je vous souhaite une bonne année aussi. Si vous vous êtes bien comportés, je vous porterai quelque chose, si nous avons la bonheur de nous revoir. Mille poutous à Nelly. Anna, je vous aime de tout cœur.

La manière qui consiste à dire que le picard, le wallon, le normand, le gallo... ne sont que des français régionaux, est profondément méconnaître ces parlers. Je défie n'importe quel Parisien de

Il est, en conclusion, stupide de dire que le picard et le wallon... sont du français. Le picard est picard, le wallon est wallon... Les parlers régionaux en France luttent tous contre le français, c'est à

comprendre la version originale (N.D.L.R.).

**Préparez actuellement l'après-midi d'Italien dans une université italienne, l'ai profité des mes vacances d'été pour me rendre en Italie afin d'y faire les œuvres inscrites au programme de 1991. J'ai pu ainsi, à Paris, où je venais d'acheter déjà une grande quantité de livres, m'informer du prix du dernier livre manquant à ma longue liste, j'ai bien cru que je ne comprendrais pas l'italien, mais j'ai pu, à Paris, aller pour les *Novelle* de Matteo Bandello, le libraire me réclamait plus de 80 000 livres (environ 400 francs). Ce livre devrais à lui seul la somme de 100 000 francs, mais j'ai pu acheter le programme. Le libraire, toujours courtois, prit la peine de me préciser qu'il n'existait pas d'édition économique pour cet**

Se demande, à qui a-t-elle décidé du programme de l'agrégation d'italien ? D'être plus axée sur ces problèmes (basement) matériels, mais pourtant fondamentaux pour les étudiants qui n'ont pas la chance de posséder une fortune personnelle ! Merci pour eux.

A propos de l'article paru dans *Le Monde* d'octobre 1982 et de la lettre publiée dans *Le Monde* du 15 novembre 1982 sur l'usage des noyaux d'olive comme source de méthane.

Dans ces pays méditerranéens ou les cultures d'olive, qui ce soit en Grèce, en Afrique du Nord, en Espagne, en Italie ou dans le sud de la France, le résidu de ce fruit, après broyage et pressage, communément appelé « grignon », a été utilisé depuis des siècles comme matière de chauffage, en pressant vigoureusement pour obtenir l'eau chaude destinée à la production de l'huile de deuxième pression.

J'ai même vu des fours à pain chauffés aux grignons.

Les Algériens n'ont pas inventé cette source de chaleur.

**A. FRANCESCHINI,**  
Cort (Haute-Corse).

# C.I.A.

[illegible]

attente. Comment saurait-il s'il attend parmi les heureux élus de la C.I.A. ? Serait-il averti par le poste, par téléphone, ou par un des tout-puissants engins - rayons laser ou autres - que la C.I.A. utilise couramment pour percer les murs et les barreaux ? Il grommèle le moindre signe, le moindre bruit le faisait sursauter. Jour et nuit, il était prêt.

■ ■ ■ ■ ■

■ ■ ■ ■ ■ son que le téléphone sonne un soir. Un son strident, inhabituel. Une voix basse, inquiète.

Mais oui, expliquait-il, mon chef de service, à la C.I.A., prend sa retraite et quelques jours.

Nous allons lui offrir une plaque commémorative (regardez comme elle est belle, du bronze doré...) sur laquelle seront gravés quelques mots. En latin, ça paraîtra beaucoup plus impressionnant. Ça nous va-t-il ?

Stan chercha - un moment - puis jura en latin.

**PAULE ZAPATKA.**

résidu de **■** fruit, après broyage et pressage, communément appelé « grignon », a été utilisé depuis des **■** comme matière de chanflage, en premier lieu notamment pour obtenir l'eau chaude destinée à la production de l'huile de deuxième pression.

J'ai même vu des fours à pain chauffés aux grignons.

Les Algériens n'ont **■** pas inventé cette source de chaleur.

**A. FRANCESCHINI,**  
**■ (Hauts-Corres).**



# AUJOURD'HUI

## Les scribes du pouvoir

(Suite de la page 1.)

En face, même continuité. Alain Juppé, agrégé de lettres, normalien et énarque, chargé des finances de l'Hôtel du Club 89 (1) et membre de la direction du R.P.R., avait recruté par Jérôme M... directeur du cabinet de Jacques Chirac, pour tenir la plume à Matignon voici huit ans. S'il a écrit les discours du premier ministre, il continue à écrire ceux du président du R.P.R., maire de Paris. Le discours candidat à la présidence de la République, au Parc des Princes, en avril 1981, comme celui des assises de Toulouse, en janvier 1982, ou la motion de censure déposée à l'Assemblée au printemps dernier, c'est lui.

Jean Serisé, secrétaire général de l'Elysée du temps de Valéry Giscard d'Estaing (dont il avait été directeur de cabinet aux finances plus tôt), et Philippe Sauzay, son chef de cabinet, sont toujours près de lui rue François-I<sup>er</sup> : même qu'il le préparait à l'Elysée, même qu'il le planchait pour L'heure vérité sur Antenne 2, le 18 septembre dernier.

Vieille affection, complicité, même commune, les liens qui unissent l'homme politique et le « plume » sont étroits. « Le secrétaire, on le voit à l'aise, comme un peu pantouflé », dit Pierre-Alain Douay. En écho, Jean Serisé répond : « Un homme qui a écrit des discours au cours de sa vie, à qui demander avis ou conseils, sinon, un miroir leur suffit. » François Bayrou, auteur de discours, Jean Lecanuet et de Pierre Méhaignerie, précise : « L'impression, oh ! sans aucune prétention, de les aider à progresser dans leur réflexion, les aider à exploiter mieux leur pensée. » C'est pourquoi le monopole du discours formalisé est normalien de service. « Les mauvais, dit Jean-Claude Boulard, dans un cabinet, chacun doit participer à l'effort de maîtrise du langage, parce que c'est le moyen de clarifier sa pensée, selon l'adage : ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. »

### On dirait des jumeaux

Un journaliste voyant côte à côte à la télévision Jacques Chirac et Alain Juppé s'était écrié : « On dirait des jumeaux ». Et c'est vrai qu'il se crée un phénomène de mimétisme. Pierre-Alain Douay a les manières, le sourire, le chapeau et la familiarité du premier ministre. Jean Serisé a le sourire de connivence, l'élégance d'expression de l'ancien président. Pour ne pas se faire rejeter son discours, on prend les mêmes de langage, les mécanismes verbaux de « son » politique. « Normal, dit François Aron, est là pour lui faciliter le travail, pour le décharger de partie. S'il doit recommencer, quel temps perdu ! Et puis on l'arrête. »

Ecrire comme un modèle parle, lui ressembler, c'est l'obsession des scribes. Jean Glavany, chef de cabinet de François Mitterrand, reconnaît avoir passé six semaines à étudier ses livres, ses discours, ses formules préférées pour mieux s'y adapter. Pierre-Alain Douay évoque le physique de l'orateur : « On fait pas chanter n'im-

porte quoi à n'importe qui. Le rythme de la phrase, l'importance de la respiration, changent avec le discours. Un discours, c'est un tailleur sur mesure. Nous, les nègres, on rajuste les longueurs, les boutons. Le chanteur choisit les vêtements et la voix. »

Mais dans l'énorme discours prononcé par la classe politique, il y a peu finalement qui obligent le nègre à se plier à un style. Discours de congrès ou de réunions locales, le discours a une grande marge d'initiative à celui qui écrit.

### Faites au mieux !

Pierre Pougnaud, administrateur à l'Office de la chasse, président du Club de la Gironde (2), se souvient de l'époque où, jeune militant du parti républicain, il a « gratté » pour Jean-Pierre Solson, Jacques Dominati, Jacques Blanc, Michel Poniatowski. Le R.P.R. ne for- mait pas un parti très structuré, il ne disposait pas de l'infrastructure par catégories (« agriculteurs », « arméniens », etc.). Il fallait improviser, les délais étaient courts, parfois il n'y avait même pas de secrétaire pour dactylographier l'œuvre. Il lui est arrivé de se charger d'une commande de lettres pour le ministre. « Faites-moi quelque chose pour 18 heures », lui avait lancé entre deux portes Jacques Dominati, un matin. On parlait de relance économique. La formule avait jailli de l'esprit de Dominati, qui n'en savait lui-même plus ! « Faites au mieux ! »

Frustrés de l'ombre, les « nègres » de la politique, et de voir récolter les lauriers ? Non. Certains, au contraire, Alain Juppé, reconnaissent qu'à trente ans un jeune inspecteur des finances exaltait d'entendre applaudir sa plume à la tribune de l'Assemblée nationale. Contrairement à ceux qui déplorent que, « au-delà d'un certain degré de négritude, il est impossible de blanchir », il affirme volontiers que celle-ci est pour lui un tremplin à sa propre carrière politique.

D'autres voient cela comme un travail militant. François Bayrou explique : « Quand j'écris pour Lecanuet Méhaignerie, je me mets dans leur peau, je deviens eux. Mais je ne fais pas cela. Je m'exprime directement à travers la presse du parti, puisque je dirige le journal moderne, le journal par des interventions publiques, le secrétaire général du C.D.S., je suis aussi élu, conseiller régional de Paris. » Patrice Durand, assistant parlementaire de Jean Poporen, n'est pas simplement la plume du numéro deux du parti socialiste ; il a également sa propre activité politique dans sa féderation. « Il n'est jamais frustré », dit-il, « de travailler avec quelqu'un d'intelligent. Il exige plus de soi-même. Quand il voit que je fais cela, il me dit : "Faites au mieux !" »

Pour l'instant, cela fait un La gratification du nègre politique, c'est le talent d'orateur de porte-parole. Un haut fonctionnaire, qui tient à garder l'anonymat (on le comprend), avait murmuré après le discours d'Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, Bour- pour la célébration du cent-

naire de la laques : « Savary confond communication et l'Académie des sciences morales et politiques : un meeting de deux personnes ! »

Ce qui compte, c'est le chanteur, l'interprète. Qui parle ? Et a-t-il l'importance ? Celui qui passe le discours, qui la salle, qui l'intonation, qui respecte un silence, qui hausse le ou la voix, qui applaudit ou hués, qui en prend la responsabilité, et finit l'auteur du discours. « Je prends pas pour Valéry Giscard d'Estaing », dit Jean Serisé. « Moi, pour François Mitterrand », lui fait Jean Glavany. Un discours politique véritablement bien chose que l'addition des collaborateurs.

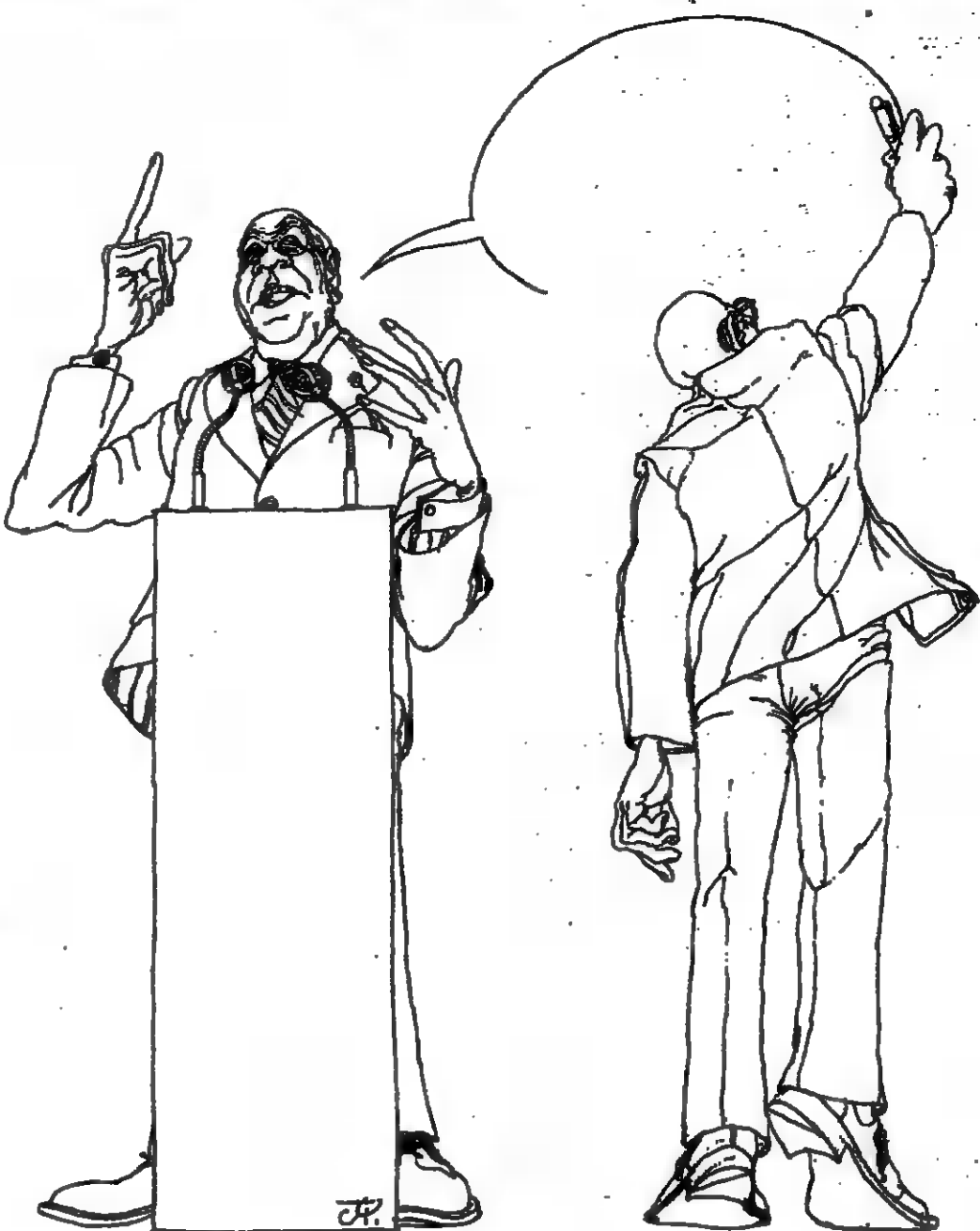
D'autant que plus en plus d'occasions les discours sont lus à l'oreille par la foule parfois lointaine. On a beau préparer les conférences en inventant des questions horribles, on a plancher à deux équipes durant des jours des dossiers pour parer les pièges : Clubs de presse ou « face-à-face » télévisés, au bout du compte l'homme politique y est seul. On détermine un ton, des thèmes, une stratégie, mais le gladiateur mus dans l'arène. Le 18 septembre dernier, Giscard d'Estaing n'avait pas de Serisé à disposition pour lui souffler la bonne réponse aux journalistes.

### Récrit trois fois

D'ailleurs, certains hommes politiques tiennent à écrire eux-mêmes leurs discours. Pierre-André Wiltzer, ancien conseiller à Raymond Barre, qu'à Matignon, le vendredi soir, ses collaborateurs remettaient au premier ministre fêches, projets de discours et que, le lundi matin, il avait tout réécrit de sa petite écriture bleue. « J'ai écrit des discours entières au stylo à bille. » Le discours de Blois, il l'a réécrit entièrement trois fois jusqu'à 4 heures du matin. Michel Debré, également pour avoir toujours rédigé seul, à partir d'un schéma.

D'autres apprennent par cœur pour éviter de lire. Dans son livre De Gaulle parle (3), André Pussuron comment les services secrets de la République fédérale d'Allemagne, ayant eu l'indiscrétion de placer des micros dans l'appartement du général de Gaulle lors de son voyage dans le pays, entendait, en l'enregistrement, les morceaux de son discours sur la « deutsche-französische Freundschaft » entrecoupés de glouglous bizarres : c'était le général révisant son discours la douche. N'étant un germaniste, il l'avait fait traduire par un agrégé d'allemand qui prenait soin de l'apprendre par cœur.

Des députés se souviennent encore avec plaisir d'un jeune ministre des finances Valéry Giscard d'Estaing qui avait présenté le budget sans un papier durant quatre heures et quarante-cinq minutes, citant sans erreur des centaines de chiffres avec un accent allemand. Une mémoire phénoménale ! Sans doute, mais, trois mois après, l'intéressé se plaignait à son ami de ne pouvoir se débarrasser



de ce discours budgétaire, qui se déroulait dans sa tête comme un magnétoscope.

Certains discours « font » plusieurs interventions. Les quelques feuilles où Mauroy expliquait sa politique économique au congrès du parti socialiste, à Valence, resservirent quelques semaines plus tard, devant les patrons, la remise du diplôme de « manager de l'année » par le Nouvel Economiste. N'ayant pas changé de politique entre-temps, il n'avait pas cru devoir changer de texte. Il est vrai que le même Pierre Mauroy faisait distribuer aux journalistes, durant la campagne électorale de 1981, un discours qu'il n'avait jamais prononcé ! « Ça ne fait rien, disaient ses adjoints, il le prononcera un autre jour. En tout cas, il le pense. »

Qu'on n'aille croire que sans nègre l'homme politique est perdu. Il est souvent forcé d'improviser. Lors d'un voyage en province, Jacques Chirac avait trouvé le discours préparé pour lui, mais, malade dans l'avion, il n'avait pu le récrire. Personne dans la salle ne s'aperçut de quoi que ce soit : il en connaissait par cœur les thèmes.

En effet, durant les campagnes électorales, où l'on répète ses arguments plusieurs fois par jour, l'improvisation est la règle. Il y a toujours la salle quelconque qui bafouille une phrase incompréhensible et dont l'orateur tire profit pour lui faire la question que n'a posée et à laquelle il a préparé une excellente réponse. « Oui, monsieur, vous avez raison de le demander », s'écrie-t-il, devant l'assistance médusée par la finesse de son orateur.

Au ministère, libre, André Henry a nommé un conseiller technique à l'expression publique du ministre. Titre explicite. Mais ce conseiller chargé de mener une réflexion globale sur l'orientation du ministère et pas seulement de rédiger les discours lorsqu'il inaugure un camping.

Les nègres de la politique ont parfois des satisfactions d'amour propre amusantes. Louis Mexandré avait rédigé lui-même avec soin le discours qu'il prononçait récemment devant les administrateurs civils de P.T.T. Etendu par un débat parlementaire, il donna le texte à François

Aron : « Vas-y à ma place, sinon ce sera trop tard. » Celui-ci lut soigneusement le texte à la place du ministre. Il le vit, arrivé entre-temps, perdu dans la foule, l'applaudir à tout rompre.

LILIANE DELWASSE.

(1) Ce club a été fondé en septembre 1981. Il réunit des universitaires, des fonctionnaires et des cadres du secteur privé de la mouvance « chiraquienne » - mais pas uniquement membres du R.P.R. - pour préparer des « dossiers » pour l'opposition.  
(2) Petit groupe en marge de l'U.D.F., formé de fonctionnaires.  
(3) De Gaulle parle, Plon, 1982.







ment « 1 % tiers-monde » était né (2). Aujourd'hui national, il compte 2 700 adhérents, répartis en 180 groupes à travers la France. La plupart des régions y sont représentées mais le quart des effectifs est encore breton. Payer, bien sûr, ne leur a suffi. « Il nous est apparu », explique Myriam Cruls, secrétaire nationale du mouvement, « que l'information au moins était importante que les fonds versés. Certains militants ont alors commencé à consacrer ce 1 % de leurs revenus à une action d'information sur place en France. »

C'est la révolution. En 1974, quelques militants, des chrétiens le plus souvent, ont créé le Centre breton d'information pour le développement et la libération des peuples (CRIDEV) (3). La plupart viennent du milieu agricole. Cette fois, plus d'ambiguïté. Le CRIDEV ne se donne qu'une mission : informer. Il n'organise aucune action de soutien, aucune quête ; il ne forme pas de coopératives. Les débuts ont été difficiles. Trente livres, au plus, constituent le fonds de bibliothèque. Lorsque le Centre a pu acheter sa première copie de film, ses militants ont fait du porte-à-porte pour le placer.

## Le chou et le trèfle plutôt que le soja

Aujourd'hui, le CRIDEV est devenu une institution pour les « tiers-mondistes » bretons. Un centre de documentation riche de 1 000 volumes, de 130 abonnements à des revues spécialisées, des expositions sur le développement agricole audiovisuels, cinq copies de films. Chaque année, les militants du CRIDEV organisent une semaine dans une commune pour expliquer le tiers-monde et expliquer encore. « Nous commençons à dépasser le public traditionnel de nos réunions d'information », explique Alain Galibert, vingt-quatre ans, un économiste, président du CRIDEV. « Nous allons le plus souvent dans les écoles, les maisons de jeunes. Aujourd'hui, on commence à nous appeler dans les foyers de jeunes travailleurs, les comités d'entreprise, les sessions de formation permanente ou de formation agricole. »

Les agriculteurs — il faut le dire — se sentent visés. La Bretagne est la première région agricole française avec 11,4 % de la production agricole nationale. Et l'élevage représente 71 % de cette production bretonne. Les agriculteurs bretons sont donc de gros importateurs de soja et de manioc pour la nourriture des animaux ou d'engrais phosphatés. Autant de produits en provenance du Brésil, de Thaïlande, d'Indonésie, de Tunisie, du Maroc, de la Mauritanie ou du Sénégal. Du là à se ranger dans le camp des « affameurs du tiers-monde », il n'y avait qu'un pas.

Jo et Gaby Aubin ont à peine quarante ans. Il y a seize ans, ils se sont installés sur quarante-cinq hectares de terre en friche, à Merdrignac (Côtes-du-Nord). Leur formation et la pression des organismes économiques les ont amenés à mécaniser leur production. En quatre ans, leur troupeau de vaches bretonnes est passé de quinze à soixante-dix têtes. « Toute la production supplémentaire », expliquent-ils aujourd'hui, « sert à payer les factures d'aliments et d'engrais. Nous étions dépendants de l'extérieur. L'embarco américain, lors de la première crise du soja, nous l'a bien fait sentir. »

Très vite, les Aubin se sont sentis pris dans l'engrenage : produire plus, investir plus, travailler plus pour gagner moins. « Nous refusons cette logique », ajoutent-ils, « qui fait qu'une minorité de paysans accaparent les productions ; que les régions se développent au profit des autres ; que nos « surproductions » fassent pillage du tiers-monde où nous achetons le soja qui nourrit nos animaux. » Jo et Gaby Aubin ont donc réduit leur troupeau. Ils ont augmenté leurs cultures de plantes riches en protéines, le chou, le trèfle violet et le trèfle blanc, qui leur permet d'économiser le soja.

En 1980, après un voyage au Brésil, quelques agriculteurs et enseignants, liés au mouvement Foi et développement de Rennes, ont créé un groupe de réflexion Bretagne, Espérance, Solidarité (BRES) (4), autour de trois questions : comment promouvoir un autre développement agricole ? Le « mal-développement » occidental entretient-il le « mal-développement » ? Quelle action peut-on avoir sur le tiers-monde ?

Le BRES s'est fait l'organisateur de « semaines rurales » où des agriculteurs confrontent leur mode de production à les producteurs du tiers-monde. Cinq agriculteurs se sont ainsi rencontrés en février, à Quintin, près de Brest. Pour un dîner très animé. « Le risque », explique Paul Houée, prêtre et spécialiste de sociologie rurale, animateur du BRES, « est de culpabiliser les agriculteurs. On ne doit pas leur faire sentir qu'un maillon de la chaîne. »

Mais, cette chaîne, des agriculteurs de plus en plus nombreux tentent de la briser. Et leur action fait tache d'huile. Aujourd'hui, les pêcheurs s'interrogent : faut-il intensifier la pêche au thon dans le golfe de Guinée, très rentable pour les armateurs bretons, mais qui entraîne la disparition des conserves bretonnes au profit des conserves africaines, appartenant à des groupes multinationaux ?

Au fil des réunions — il y en a plus de cent groupes tiers-mondistes aujourd'hui en Bretagne — les questions pleuvent. A qui profite l'importation de produits, venant d'Afrique du Sud, et traités en Bretagne ? Faut-il développer les ports de commerce du Lorient ou du Légué, près de Saint-Brieuc, quand les travaux envisagés n'ont d'autre objet que de permettre d'augmenter encore l'importation d'aliments pour l'aliment ?

L'information porte ses fruits. Au C.C.F.D., on a compris ailleurs que la quête d'argent n'est pas tout. Les réunions d'explication, les fêtes, les expositions ont changé les idées. « On entend de moins en moins de réflexion de type : « ils n'ont qu'à travailler sur leurs terres sacrées », explique Marguerite Leblay, animatrice du C.C.F.D. en Ille-et-Vilaine (5). « Faut-il, on insiste sur la prise de conscience de l'interdépendance des nations. »

Les lycéens lorientais qui ont passé quinze jours sur les bords de la Casamance ont découvert une hôtellerie villageoise, plus proche de nos traditions que des ghets ruraux. Avec les pirogues, ils ont compris l'importance du combat que mènent les pêcheurs sénégalais pour préserver ce type de pêche, face à la pêche industrielle. Ils ont rencontré un calife qui lui a reçu une journée entière. Les images rapportées en Bretagne, pour sortir le tiers-monde de l'anonymat.

ANDRÉ MEURY.

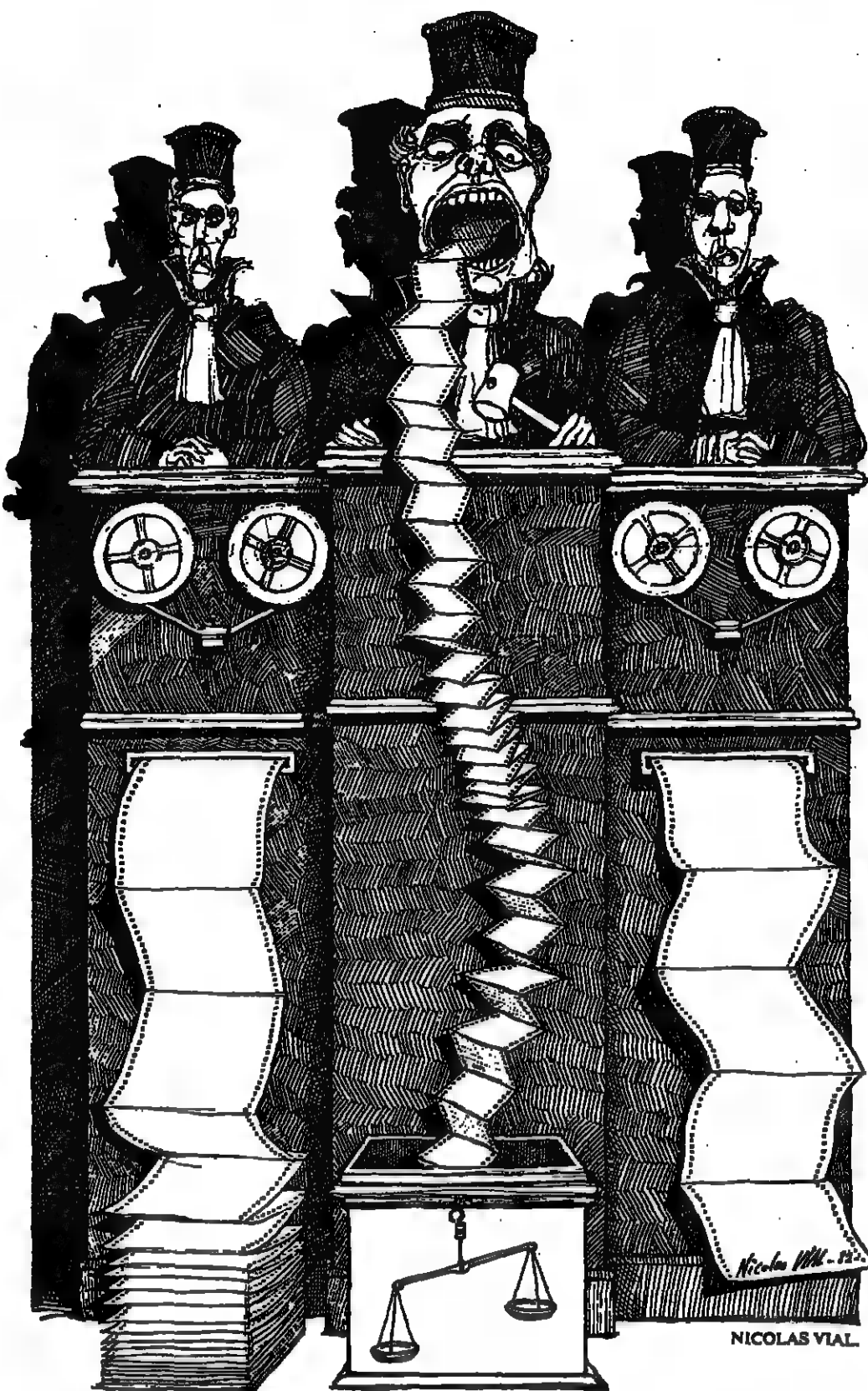
(1) Lire en Bretagne - Regards sur le tiers-monde, M. Dupré, rue Léon-Jaffré, 56400 Auray.

(2) 1 % Tiers-monde, 100, rue Saint-Hélier, 35100 Rennes, tél. (99) 79-22-40.

(3) CRIDEV, 41, avenue Janvier, 35100 Rennes, tél. (99) 79-10-12.

(4) BRES : Paul Houée, 57, rue Papo, 35000 Rennes, tél. (99) 54-07-78.

(5) C.C.F.D., 45, rue de Brest, 35042 Rennes, tél. (99) 54-06-06.



## DEMAIN

# Justice : des jugements par milliers

L'« explosion judiciaire » a rendu indispensable le recours à l'informatique dans les cours et tribunaux. Mais cela ne risque-t-il pas de pousser à rendre des décisions « en série » ?

Du point de vue de l'intérêt public, l'un des mérites de l'informatisation d'une administration est de jeter une lumière sur un certain nombre de problèmes. Les tentatives de modernisation de l'appareil judiciaire en sont un exemple.

L'informatique commence à se répandre dans les juridictions au moment même où apparaissent de nouveaux problèmes de gestion. Deux questions se posent donc aujourd'hui : se doit-on faire à l'ordinateur (si oui, qu'il faille s'en servir) ? L'introduction dans les palais de justice ne comporte-t-elle pas des risques ? Dans le premier cas, la réponse n'est pas toujours sûre ; dans le second, elle n'est pas rassurante.

L'informatique judiciaire, née à la fin des années 60, n'a connu de réels développements que depuis 1976. Deux des principales réalisations furent alors en œuvre cette année-là : le casier judiciaire centralisé et la gestion des « bureaux d'ordre » (c'est-à-dire la suivi des dossiers par les greffes) dans les tribunaux de

grande instance de la région parisienne. Le tribunal de Nantes est équipé pour fournir quotidiennement quelque vingt mille extraits de casier judiciaire et gérer plus de sept millions de condamnations, en période de pointe, jusqu'à la fin de l'année.

Les tribunaux de Paris, de Nanterre, de Créteil et de Versailles sont également reliés au Centre de traitement informatique (C.T.I.) : dans l'ancienne capitale de la Reine convergent les données de plus de trois mille dossiers traités tous les jours. Les tribunaux de Pontoise, de Bobigny et d'Evry devraient y être également raccordés dans les années à venir.

Il s'agit de des applications plus avancées. Bien d'autres sont en cours ou en projet. D'ici à 1984, une cinquantaine de tribunaux de grande instance de province devraient être équipés de micro-ordinateurs capables de

soulager les greffes. La cour d'appel de Paris s'est lancée dans une étude qui devrait aboutir dans un an sur un système de gestion des affaires civiles par un mini-ordinateur. Un système que le ministère de la justice voudrait par la suite équiper les grandes cours d'appel de province.

Bien qu'ils ne dépendent pas de la justice, les tribunaux administratifs ont également recours à l'informatique, quelques tribunaux automatisant certaines de leurs procédures. Tels ceux de Marseille — qui fut d'ailleurs la juridiction pionnière en la matière —, ainsi que de Grenoble et de Lyon.

Les hautes instances ne sont pas en reste. Le Conseil d'Etat installe en ce moment le premier de ses deux mini-ordinateurs qui devraient aider le greffe dans ses tâches de la rentrée judiciaire de 1983. La Cour de cassation, pour sa part, met la dernière main à un projet qui devrait être opérationnel dans un peu plus d'un an. Il s'appuie en partie sur un raccordement au C.T.I. Pour le seul ministère de la justice, les

dépenses d'informatique judiciaire en 1982 s'élèveront à 88 millions de francs ; elles étaient de 2,5 millions (francs courants) en 1972.

Tel est, dans les grandes lignes, le dispositif en place ou en cours d'installation. Quelle est la raison d'être de ces ordinateurs ? En quoi l'informatique peut-elle contribuer à une meilleure justice, et quelle justice ? Aucun document détaillant le plan d'équipement des différentes instances dépendant de la chancellerie, interne ou externe, au public, n'apporte le moindre élément de réponse à ces questions.

## De quoi faire sourire un informaticien

« Une politique globale de modernisation de la justice » et de leur adaptation à l'accroissement continu du contentieux ne pouvait ignorer l'informatique. Ainsi, une note sur le sujet adressée par le garde des sceaux à chaque procureur et greffier en chef (1).

L'assertion est jugée suffisante pour conclure qu'« une ampleur accrue doit lui être donnée » et qu'« une large généralisation doit lui être préparée ».

Une imprécision des objectifs ferait sourire n'importe quel informaticien du privé. Tant il est vrai que si l'on ne définit pas préalablement la vocation d'une informatique, il est impossible de lui faire accomplir efficacement des fonctions sans risques de dérive.

Mais l'« explosion judiciaire » a pris au fil des années de telles proportions que l'informatique paraît en quelque sorte se justifier d'elle-même. Si les chiffres ne suffisent pas à expliquer, ils en disent long, malgré tout. Dans le domaine des affaires civiles, le nombre des « entrées », c'est-à-dire les demandes présentées aux tribunaux (une même affaire pouvant « escalader » les différents « degrés » de juridictions, du tribunal de première instance à la Cour de cassation), a été de 439 677 en 1970. Dix ans plus tard, il est de 733 879, soit un accroissement de 66,9 %. En matière pénale, durant la même période, le nombre des procès-verbaux déposés aux différents parquets passe de 9 402 à 15 368 661 (+ 55,5 %).

Les juridictions administratives, le phénomène est semblable, sinon pire. En 1970, le nombre des requêtes déposées a doublé ; le Conseil d'Etat, il a quadruplé (2).

Dans chaque ministère, l'informatique est envisagée comme le moyen d'affronter le déferlement du contentieux. L'approche est très différente d'un ordre judiciaire à l'autre. En matière d'exemples dans les juridictions du « premier degré ».

Durant l'année judiciaire 1977-1978, le tribunal administratif de Marseille, avec quatorze magistrats, en devait juger que 1 739 requêtes. En 1981-1982, fort de huit magistrats supplémentaires, il en traitera 3 388. Alors que le volume du travail a doublé, l'effectif du greffe est resté quasiment stable : vingt-deux personnes au lieu de dix-neuf. Seule l'informatique a pu digérer la différence. « L'ordinateur n'a pourtant rien modifié les procédures », explique un conseiller. Il autorise seulement une meilleure organisation des instructions. »

Les magistrats ne sont pas les maîtres. Ils indiquent, en fonction de leurs décisions, les mesures à prendre au greffe. Là où commandée, à l'aide de machines, l'ordinateur est un terminal, l'édition des nombreux courriers qui font la procédure dans les tribunaux administratifs. L'établissement régulier des bordereaux récapitulant les affaires en cours pour chaque magistrat (environ cinq cents), selon un ordre chronologique, par matières, par échéances, ou même selon le degré d'urgence, permet à chacun de mieux organiser son travail.

(Lire la suite page VI.)

(1) Note n° 79-04, du 24 janvier 1979.  
(2) Le Monde, 14 février 1982.



GASTRONOMIE

# Cèpes en culture

Les champignons sortent après la pluie. Mais certains sont réticents à se laisser cultiver. Des expériences nouvelles devraient permettre de surmonter ces difficultés, ou d'accroître des productions déjà rentables.

**R**EGARDEZ, voici la troisième volée de carpophores, dit Jacques Delmas, en montrant du doigt de jeunes cèpes de pin agglutinés autour d'un pin maritime pas plus haut que trois pommes. Avec ce geste d'un chercheur passionné, tout un monde s'écroule. Celui de l'origine mystérieuse des champignons supérieurs. Les champignons après les pluies d'orage, les hommes y ont fait un symbole de fécondité. Ils cultes et des croyances établies, des hommes bâtus pour lui.

Aujourd'hui encore, promeneurs des villes et paysans s'affrontent parfois pour la possession d'un panier de champignons. Ceux-ci, cèpes, pleurotes, morilles, autres, reviennent à la mode en gastronomie, atteignant, dans les bons restaurants, des prix fort élevés. Car, à quelques exceptions près, il faut toujours compter la cueillette pour se fournir.

Des chercheurs, cependant, tentent de venir à l'aide des amateurs d'olettes aux cèpes. Cet été, dans une pinède expérimentale du domaine de la Grande Ferrade, une cinquantaine d'hectares consacrés à la recherche agricole dans la banlieue sud de Bordeaux, une part du rêve s'est envolée. Pour la première fois, la main de l'homme a pris la place du hasard de la créa-

tion pour faire naître ce « miracle de la nature » : un champignon.

Le responsable de cet essai, c'est Jacques Delmas, un docteur en sciences de l'Institut national de la recherche scientifique (INRA), qui, en 1949, monte un laboratoire expérimental consacré au sujet dans une maison désaffectée près de Saint-Cyr. En 1972, il crée à Bordeaux la station de recherche sur les champignons. C'est là, sous sa direction, qu'une équipe de chercheurs en biologie, génétique, physiologie végétale, écologie et technologie agricole travaille à améliorer les cultures existantes - champignons de Paris - et à domestiquer de nouvelles espèces.

## Le mariage de l'arbre et du champignon

Pour le cèpe de pin, le résultat obtenu est remarquable, dit M. Delmas avec la prudence des scientifiques. Mais cette première fructification d'un bolet nous laisse entrevoir à terme une domestication réelle et une altération longue. Cependant, avec le cèpe de Bordeaux, on vient juste d'obtenir la mycorhization, une étape fondamentale dans le contrôle du processus. C'est elle, en effet, qui explique la difficulté de cultiver ce champignon. La mycorhization, c'est le mariage d'un mycélium de champignon avec les racines

d'un arbre, dit Nicole Poiou, chargée de recherche, qui se consacre au sujet depuis dix ans. Le champignon et l'arbre vivent en symbiose. Le premier absorbe les nutriments d'autres substances organiques synthétisées par l'action chlorophyllienne de l'arbre, le second profite des éléments minéraux extraits par le champignon. Il s'agit donc de réaliser un processus en laboratoire, dans un milieu stérile.

En partant d'un mycélium de champignon, on se propose de faire grandir un mycélium sur un milieu nutritif. Par ailleurs, on fait germer une « plante », qui, à son tour, va entrer en contact avec le mycélium. Huit mois plus tard, la mycorhization a réussi. Les petits manchons mycéliens forment sur les racines. A l'âge de deux ans, les plants sont mis en plein champ. On en a déjà 150. Les pins maritimes de l'expérience ont été mycorhizés en avril 1978, précise Nicole Poiou. Il a fallu quatre ans pour obtenir les premiers fruits. Au printemps prochain, nous allons planter des pins du littoral basque et breton mycorhizés avec le cèpe de Bordeaux. D'ici deux ou trois ans, nous pourrions en que ça donne.

En attendant, les chercheurs se croisent pas à bras. Ils cherchent d'abord à améliorer le champignon de couche, dit de Paris parce qu'il l'origine - vers 1850 - ce sont les horticulteurs de la région parisienne qui l'ont introduit sur le compost usé de la culture des melons. Vers 1810, on s'aperçoit qu'il poussait avec

succès à la température naturelle des caves et des carrières. La production s'est donc développée là où il existe beaucoup de substrats sédimentaires calcaires exploités pour la construction : le Lot pour 55 %, ceux de la Charente et de la Garonne 16 %. Avantage naturel qui permet d'économiser l'énergie, alors que les principaux concurrents comme les Etats-Unis (220 000 tonnes par an), premier producteur de champignons, produisent dans des locaux chauffés.

La France, deuxième producteur du monde, a sorti en 1977 de ses carrières plus de 164 000 tonnes de champignons. Avec 50 000 tonnes envoyées à l'étranger, le champignon phénomenal apporte vaillamment 114 millions de francs, soit, à lui seul, la moitié du produit des légumes.

Cependant, cultivé depuis trois siècles dans le noir, souche après souche, le champignon de couche s'est abâtardi. Du coup, on a beaucoup de mal à réaliser des espèces hybrides, plus productives. Un long travail de contrôle génétique pourrait laisser espérer le retour à une souche originale. M. Christian Brian, chef de recherche, directeur adjoint du laboratoire de Bordeaux, mais, devant l'ampleur de la tâche, on préfère travailler dans d'autres directions.

D'abord, on essaie d'améliorer la culture elle-même. Le champignon de couche a besoin d'un substrat pour se développer : le compost, un mélange de substances organiques végétales mortes, plus ou moins décomposées par des micro-organismes. Traditionnellement, c'est le fumier de cheval, qui tend à être remplacé actuellement par un mélange de paille de blé, de foin et d'azote.

## Culture en sac

La technique de culture évolue aussi. L'antique « meule », une rangée de fumier qui exigeait des cultivateurs une grande habileté et dont le travail fatiguait les reins, a été abandonnée pour la culture en caisse, et maintenant la culture en sac. Le rendement suit l'évolution. Pour cent kilos de compost, on obtenait 6 à 8 kilos de champignons avec les meules, actuellement c'est 25 kilos dans les caisses, bientôt on escompte 30 kilos avec les sacs.

Enfin, devant la difficulté de faire évoluer génétiquement le champignon, on recherche des espèces voisines qui pourraient se prêter à une hybridation, en acceptant la traditionnelle en cave.

Par ailleurs, on développe la culture du pleurote en forme d'huître, le *Pleurotus ostreatus*. Cette espèce comestible, couramment cultivée en France, est l'exemple-type d'une domestication réussie. Outre son intérêt

gastronomique, ce champignon promet un grand avenir commercial présente d'autres avantages. Il permet la valorisation à moindre coût des sous-produits de l'agriculture. En effet, la famille des pleurotes fructifie à la lumière du jour sur un substrat simple (une paille de céréales rapidement préparée) et en cinq à six degrés. S'adaptant à des climats différents et permettant une rotation saisonnière de la fructification, elle permet d'élargir la zone de culture traditionnelle. Désormais, l'agriculteur du Nord comme l'horticulteur du Sud peuvent produire des champignons et en tirer un revenu d'appoint appréciable.

Dernier terrain d'étude : les chercheurs de l'INRA ont entrepris de « domestiquer » un certain nombre d'espèces sauvages comme la lépiste pudique, la boule de neige, le coprin cheveu et le pied bleu, afin d'offrir aux consommateurs une plus grande variété de choix et de permettre aux producteurs une rotation de la production.

Ainsi, demain, vous pourriez acheter toute l'année chez votre épicerie ou au supermarché le champignon de votre choix, en racontant à vos enfants le plaisir de la découverte d'un champignon au pied des chênes ou dans la bruyère.

Mais rien ne vous empêchera d'aller cueillir le matin dans les bois... un peu de nostalgie.

MICHEL ABADIE

## Aux quatre coins de France

### Hôtel et restaurant

**COTE-D'AZUR - MENTON**  
Hôtel Celine-Rosa, 57, avenue du Sospel, 06500 Menton. Spécial 3<sup>e</sup> âge, tél. : 35-74-69 - 28-28-38. Chambres tout confort, cuisine familiale, secour, jardin, piscine, compl. liv. 82-83-125-150 F T.T.C.

### Produits régionaux

**FOIES GRAS ET CONFITS DU GERS**  
« CERMINE CASTERAN »  
Vente par correspondance  
GERSICA, 32700 LECTOURE  
Tél. : (62) 68-78-22

### Tourisme

**Auvergne** Vacances en toutes saisons au pays des lacs et des volcans, randonnées pédestres, ski fond, biographe, pêche, clubs nautiques. Tous renseignements : S.I. 63970 AYDAT

### A 1 HEURES DE PARIS LA SARTHE

Découvrez ses forêts au rythme des rivières. Randonnez à pied, à cheval ou à bicyclette. Hébergement en gîte rural ou chambre d'hôte. Possibilités pour groupes, renseignements : Comité du Tourisme, Hôtel du département, 72000 LE MANS, tél. : (43) 84-96-00

### Vins et alcools

**VINS D'ALSACE**  
provenance directe du vigneron Louis SIFFERT fils, viticulteurs. Tél. : (88) 92-02-77.  
16, rue de la Vierge, ORSCHWILLER. Tarifs sur demande.

**CHATEAU LA TOUR DE BY**  
Cru Grand Bourgeois du Médoc  
Bégadan, 33100 Lège-Médoc  
Tél. : (56) 41-80-03  
Doc. et tarifs sur demande

Découvrez un HAUT-MÉDOC  
**LE CHATEAU DILLON**  
Vente directe - Prix franco  
LYCÉE AGRICOLE DÉPARTEMENT  
33290 BLANQUEFORT - Tél. 35-03-27

**GRAND VIN DE BORDEAUX**  
Appellation d'origine contrôlée  
GUILLON-KEREDAN, propriétaire  
Château des Trois-Croix  
Cru de Graves  
Demande et recommander du journal.

**BORDEAUX SUP.** m. 1892 à 1911, bl. rge 12, cubis, jerrison BELLOT VIGNERON 33020 LANUSCADE

**VINS FINS DE BORDEAUX**  
conc. agr. Rouge Blanc Rosé, Bout. ou sur bit. Tarif sur dem. à Serge SIMON, viticulteur.  
Bordeaux-Mérignac, 33141 VITTEL

### UN EXCELLENT BORDEAUX

« un prix producteur, France 24 bout. 1981, F. 80 bout. F. Domaine de Templey - PALLET

**VINS DE SAUTERNES**  
Château Haut   
Clos Haut Peyraguey, 1<sup>er</sup> CRU CL. J. Pauly, Bommes - 33210 LANGON  
Tarif sur demande  
Tél. : (56) 65-61-53

**CHARLES CHAMPAGNE**  
VITICULTEUR  
69830 ODNAS - Tél. (74) 03-42-18  
GRAND CRU BEAUJOLAIS  
COTES DE BROUILLY 81 - 18 F  
et BROUILLY 81 - 17 F la B  
BROUILLY 81 - 15,50 F la B  
Prix TTC, départ paiement

**VIN DE CAHORS, DIRECT PROPRIÉTÉ**  
B. ALDHUY - DOMAINE DE FANTOU  
46220 MONTAUDO  
Tél. 0561 - 20-45-45

**CHATEAU NEUF-DU-PAPE**  
COTES DU RHONE  
Vins d'Alsace du Domaine  
tarifs sur demande à  
« LA REVISCOULADO »  
Jean-TRINTIGNANT  
84230 CHATEAU-NEUF-DU-PAPE

**CHATEAU ROQUEBRUNE**  
CENAC  
en direct exploitation familiale  
BORDEAUX rouge A.O.C.  
Vrac ou bouteilles

**CHATEAU SAINT ESTÈVE**  
d'UHAUX  
Propriétaire Récoltant  
Grand Vin Fin des Côtes du Rhône  
50 médailles

**OFFRE SPÉCIALE DÉGUSTATION**  
se recommander du MOISSE  
12 médailles  
Chât. St-Estève, rouge  
(1979-80-81)  
A.C. Côte du Rhône, mise d'origine  
F. Livré à la carte  
G. Français, viticulteur  
Saint-Estève  
Uchaux, 33111 Orange  
Tél. : 34-34-04

# Justice : des jugements par milliers

(Suite de la page V.)

Le tribunal de grande instance de Créteil a reçu, en 1981, 377 518 procès-verbaux de police ou de gendarmerie. Plus de 300 000 sont classés « sans suite » ou font l'objet d'une amende pénale fixe. Mais à l'ouverture de plus de mille informations judiciaires, près de deux mille contraventions de cinquième classe, deux mille « sautes directes » (ex-fractions délictuelles), trois mille saisines du tribunal pour enfants, quinze mille dossiers pour lesquels la juridiction s'estime incompétente et... mille affaires en fin d'année judiciaire à traiter l'année suivante.

L'informatique est véritablement utilisée comme le moyen privilégié de communication interne et externe. Dès l'arrivée d'un procès-verbal, les informations qu'il contient (date, lieu du délit, identité des victimes, des prévenus et des témoins, nature des faits, etc.) sont saisies dans le système. Selon la décision du parquet, le bureau d'ordre du greffe classera l'affaire ou commandera l'édition automatique d'une chemise-dossier, d'une demande d'extrait du casier, ainsi qu'un formulaire de renseignements adressé aux policiers ou gendarmes.

Des notes d'audience

En cas de citation directe ou d'audience, le greffe transmet au prévenu le « mandement » lui exposant les griefs dont il doit répondre. Celui-ci est édité sur imprimante grâce à un code indiqué par le substitut. Les mille infractions sont ainsi classées et pondent un « standard » mémorisé. Le système produit ensuite des notes d'audience, qui servent aux greffiers pour l'ordonnement des procès.

Après le jugement, la commission d'orientation de la Cour de cassation, composée de greffiers et de magistrats, est chargée d'analyser les motifs des pourvois. Les analyses sont introduites dans l'ordinateur qui effectuera des comparaisons. A partir des « liens » établis, la commission signifiera les dossiers sur telle ou telle chambre, selon ses compétences. Ces dossiers seront complétés par des extraits de jurisprudence du Centre d'information juridique (CEDIJ).

La commission, en l'état actuel du projet, ne suggère pas l'adoption d'une affaire en « formation restreinte », la décision restant au premier président. Pour les affaires « les plus simples », explique-t-on à la Cour, c'est-à-dire celles pour lesquelles la jurisprudence est stable, elle pourra également avancer des

accompagnés des formulaires d'accusé-réception P.T.T.

Si, à Marseille, l'informatique facilite simplement le travail des magistrats, à Créteil, elle est la condition nécessaire au fonctionnement du tribunal, prévu dès le départ pour travailler avec elle.

Dans les juridictions de premier degré, l'on se préoccupe surtout des délais d'une affaire. Mais les instances supérieures sont naturellement plus attentives à la règle dans la mesure où leur jurisprudence concourt au droit. Les jugements rendus, toujours liés à l'un des sous-juges de la Cour de cassation, comme du Conseil d'Etat. Mais la croissance rapide du nombre de jugements, au même temps qu'elle submerge les magistrats, rend la continuité dans les arrêts beaucoup plus difficile.

L'idée retenue à la Cour de cassation est simple. Afin d'augmenter la « productivité » des magistrats, il leur est confié pendant une période donnée des affaires semblables ou soulevant des questions de même nature, plus ou moins proches, qui doivent faciliter l'examen des dossiers.

Une « commission d'orientation » est créée à la décision, composée de greffiers et de magistrats, chargée d'analyser les motifs des pourvois. Les analyses sont introduites dans l'ordinateur qui effectuera des comparaisons. A partir des « liens » établis, la commission signifiera les dossiers sur telle ou telle chambre, selon ses compétences. Ces dossiers seront complétés par des extraits de jurisprudence du Centre d'information juridique (CEDIJ).

Les notes du développement de l'information dans les cours et tribunaux ne sont pas parfaites ; ils n'en existent pas moins. Ils résident dans les possibilités de dérive.

projets d'arrêts de cassation ou de rejet du pourvoi.

Ainsi, en l'état de l'ordinateur, on ne peut pas dire que le moyen d'éviter les distorsions de jurisprudence en concentrant les cas de même type dans les mêmes mains, mais aussi comme la possibilité d'accélérer les arrêts, voire d'en rendre « en série ».

L'outil devrait surtout permettre de faire face à l'affluence soudaine et importante à la chambre sociale, où le traitement de quelque quatre mille pourvois par an retardé jugé très important. Mais il devrait aussi permettre aux magistrats de s'intéresser plus à la façon de juger de ce domaine où le droit est trop jeune pour être trop précaire. L'ordinateur sera là un instrument de production et quasiment de diversification.

## Le poids de la jurisprudence

Avec le sens de la mesure qui le caractérise, le Conseil d'Etat a mis au point un schéma plus subtil. On y a installé aussi un nouvel organe entre le greffe et les magistrats-rapporteurs : mais son rôle n'est pas aussi ambitieux. L'objectif est moins de préparer les dossiers « sur le fond » que de mieux les connaître. Il s'agit, bien sûr, d'en faciliter la répartition de façon à éviter des contradictions de jurisprudence, comme cela est déjà arrivé (au point que deux époux ont vu une même requête recevoir un arrêt différent), mais surtout d'orienter l'analyse plus approfondie du contentieux par motif ou par matière. D'une part, on pourrait inviter l'administration à corriger le tir si elle commet des erreurs ; d'autre part, les présidents auraient la possibilité de faire donner des coups de collier à certains dossiers pressants.

Les notes du développement de l'information dans les cours et tribunaux ne sont pas parfaites ; ils n'en existent pas moins. Ils résident dans les possibilités de dérive.

quelque peu « suggérés », comme la Cour de cassation, soit parce qu'ils seront plus « encadrés » à priori : « Nous sommes toujours tenus de juger « en droit », dit un conseiller d'Etat. Mais lorsque les textes nous accablent dans une impasse, nous avons la possibilité de juger « en équité ». Lorsque il s'agit d'apprécier sur un dossier pour connaître toute la jurisprudence d'une catégorie d'affaires, cette possibilité sera plus limitée. La remarque est aussi pour la Cour de cassation.

Les juges resteront certes toujours maîtres de leurs jugements. Mais, en formalisant le traitement et la préparation des dossiers lors de l'instruction, dans le dessein louable en soi de résorber le contentieux qui attend le plus en plus au tribunal, les juges judiciaires, on crée le risque de formaliser aussi les jugements.

Dans les tribunaux de grande instance, la vocation de l'ordinateur n'ayant jamais été débattue, la tentation est grande d'adapter le traitement du contentieux aux capacités de l'outil. Surtout lorsque la surcharge est imputable à un contentieux dit de masse, répétitif. Qu'est-ce qui - en apparence - ressemble plus à un échec sans provision qu'un autre ? Tout naturellement, si l'on ose dire, l'idée fait son chemin et circule déjà dans les couloirs de la chancellerie : qu'est-ce qui empêche de délivrer des ordonnances pénales en grande série pour des délits mineurs ? La loi « informatique et libertés » s'y oppose (3). Mais d'aucuns sont déjà à la modifier.

Il demeure que, dans le remarquable travail de la place Vendôme, la justice courante est aujourd'hui rendue « plus en plus » façon unitaire (c'est-à-dire « contradictoire publique ») et bâclée. Les jugements sont rendus sur la base de dossiers qui ne contiennent pratiquement que des procès-verbaux de police et sont motivés « trompe l'œil ». Et d'ajouter : « D'une façon ou d'une autre il faudra redistribuer le contentieux : le traiter différemment ».

ERIC RHODE

(3) Loi du 6 janvier 1978, article 2.



# ETRANGER

CRIBLE

par Annie Battle

## A SUIVRE

### Riez donc

De nombreux scientifiques se sont penchés sur le mécanisme et les effets du rire, au cours d'un récent symposium à Washington. Le rire produit un sentiment de bien-être semblable à celui qu'on obtient par un exercice physique modéré : un « jogging sur place », selon le docteur William Fry, de l'université de Stanford.

La pression sanguine augmente ainsi que le rythme cardiaque. Aussi le débat sur les « pluies acides » dues au dioxyde de soufre n'est-il pas, ces dernières années, l'un des plus importants en matière de pollution. Il a pris un tour d'autant plus vif qu'il s'agissait de pollution « migratoire ». Un tonnerre de 250 000 tonnes de soufre qui se sont déposées en 1974 sur le sol norvégien, 30 000 seulement proviendraient de rejets locaux, 100 000 de Grande-Bretagne. Mais, comme dans la plupart des débats sur la pollution, les inconnues l'emportent largement sur les certitudes.

L'hémisphère droit du cerveau, hémisphère des émotions et de la « globalité », serait celui du rire, ce qui fait dire au psychologue P. McGhee, de l'université du Texas : « Quand vous disséquez l'humour, vous utilisez l'hémisphère gauche, l'hémisphère analytique, donc en analysant l'humour, vous le détruisez. » (Newsweek, Newsweek House, 1979, 111, Slough, SL1 1UG, Grande-Bretagne).

### Mortalité inchangée

Peu de changement global dans la mortalité en France depuis 1950 : 530 000 décès alors contre 547 000 aujourd'hui, selon un rapport de l'Institut national d'études démographiques (INED). La proportion de décès aux causes mal définies est tombée de 20 à 6 %. Les cancers des voies respiratoires et de la bouche ont connu une progression effrayante (+ 135 %), suivie de près par les accidents de la circulation (+ 130 %), l'hypertension et les maladies lymphatiques (+ 129 %). L'alcoolisme a augmenté de 54 %. Cependant, le total de cancers mortels n'a crû que de 1 % ; celui des victimes de l'alcoolisme et de morts violentes, de 27 %. (Sciences et Vie, 11, rue de la Harpe 75005 Paris. Tél. : (1) 563-01-02.)

### Droit de vote pour les immigrés

L'année prochaine, le Parlement norvégien accepte la proposition qui doit lui présenter bientôt le gouvernement, les immigrés seront électeurs et éligibles aux élections municipales et départementales en Norvège. Le ministre de l'Administration et du Travail, M. Arne Rattedal, estime que ces droits peuvent être accordés aux immigrés après trois ans de résidence dans le pays. (Norinform, P.O. Box 241 Sentrum, Oslo 1, Norvège. Tél. : (02) 11-48-85.)

## BOITE A OUTILS

### L'avenir de la politique

En juin dernier un comité de l'Institut de la septième conférence sur les études du futur de la W.F.S.F. (World Future Studies Federation), l'International Committee for the Future, pendant trois jours, deux sessions plénières et huit groupes de travail ont réuni cent cinquante chercheurs du monde entier sur le thème « L'avenir de la politique ».

La lecture d'ouvrages de la W.F.S.F. prendra compte de l'essentiel de la conférence et des thèmes traités : décentralisation et leadership ; participation ; communication de masse et participation ; militarisation de la politique et politisation de l'armée ; mouvements populaires ; réurgences culturelles et religieuses ; États et groupes ethniques ; gouverner dans la crise. D'autre part, les principales interventions seront publiées chez Frances Pinter Ltd (Londres) (W.F.S.F., P.O. Box 6710-S 11385 Stockholm, Suède).

Une odeur de soufre

Les humains rejettent l'atmosphère de grandes quantités de soufre sous des formes diverses. Aussi le débat sur les « pluies acides » dues au dioxyde de soufre n'est-il pas, ces dernières années, l'un des plus importants en matière de pollution. Il a pris un tour d'autant plus vif qu'il s'agissait de pollution « migratoire ». Un tonnerre de 250 000 tonnes de soufre qui se sont déposées en 1974 sur le sol norvégien, 30 000 seulement proviendraient de rejets locaux, 100 000 de Grande-Bretagne. Mais, comme dans la plupart des débats sur la pollution, les inconnues l'emportent largement sur les certitudes.

Que devient le soufre dans l'atmosphère ? Quel est le cycle du soufre ? Quelle est la part des activités humaines et celle des phénomènes naturels volcaniques dans les émissions sulfureuses ? Quel rôle jouent les océans ? Les chercheurs peuvent désormais répondre à ces questions. Bernard Bonan, chargé de recherches au C.N.R.S., qui, au Centre des faibles radioactivités à Gif-sur-Yvette, travaille sur les composés présents en traces dans l'atmosphère, fait le point, dans le n° 137 de la Recherche, des connaissances dans ce domaine. (La Recherche, 57, rue de Seine, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : (1) 584-52-84.)

### Informatique pour tous

Chaque, dans sa vie quotidienne, est désormais concerné par l'informatique. Pour comprendre l'informatique, de Michel Politt, enseignant au Conservatoire national des arts et métiers et responsable du département informatique de l'école supérieure d'éducation permanente (F.C.P.), le plus grand réseau un outil permettant de comprendre les principes de base de l'informatique. La néophyte pourra s'initier au prix d'un ouvrage dépendant : l'utilisateur pourra connaître l'ouvrage sur un sujet précis (périphériques, langages, méthodes de projet, ergonomie, etc.) ou se reporter au chapitre correspondant. La bibliographie et le glossaire sont conçus pour les deux types d'utilisation. Certains compléments techniques — non indispensables — ont une typographie particulière. (INSEP éd., 4, rue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : (1) 286-00-88.)

### L'évolution des villes

Deux volumes de la collection « L'avenir des villes », de L. Bradbury, Anthony Giddens et Kenneth A. Small, trois économistes américains, traitent de l'évolution des grandes villes modernes depuis une vingtaine d'années.

L'ouvrage comprend cinq études : le milieu urbain et ses causes profondes ; ses effets sur les fonctions économiques et sociales de la ville ; l'analyse du développement et du rôle des villes ; les plus importantes ; le rôle joué par les métropoles ; l'impact des villes sur l'énergie. (The Brookings Institution, 1775 Massachusetts Avenue N.W., Washington D.C. 20036. Tél. : 202-797-8000.)

## LA RELATION PEDAGOGIQUE séminaire de développement personnel

étage de la tour de la Défense, destiné aux enseignants et aux élèves

Pour tous les enseignants et les élèves

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS Service de la Formation Continue 252, rue Saint-Martin 75141 Paris Cedex 03 Tél. : 274-40-60

# Le Québec est infesté de « pirates » culturels

Photocopie, repiquage audio-visuel, contrefaçon, les créateurs sont au Québec les victimes d'une fraude quotidienne. Comme ailleurs. Mais, pour les auteurs et les artistes québécois, déjà à l'étroit dans un marché très limité, c'est le drame.

À côté du labyrinthe de fils du système intercom de l'édifice, les téléviseurs fonctionnent en silence. À l'aide d'autant de magnétoscopes qu'il y a en moyenne, les émissions sont en voie d'enregistrement, d'autres en train d'être recopiées.

Pour cette institution d'enseignement pré-universitaire de la région de l'Estrie, au Québec, c'est affaire de routine.

Dans le catalogue du service audio-visuel, 300 pages d'émissions culturelles, d'information, de variétés, de films et de feuilletons sont consciencieusement mis à jour, au gré des incessantes demandes des professeurs, étudiants et... enseignants. Ces derniers ont parfois qu'il leur arrive d'enregistrer pour le divertissement du personnel quelques-uns des films érotiques qui sont diffusés par des chaînes privées, le samedi au petit matin.

Ces procédés de reproduction sont illégaux. En vertu de la loi canadienne du droit d'auteur, chaque nouvelle copie est rediffusée par les créateurs de l'œuvre et constitue une conséquence. Les institutions d'enseignement ne savent, les professeurs et les techniciens.

En mai 1980, la Société pour l'audio-visuel du Québec (S.A.V.), a poursuivi quatorze collégiés québécois pour « piraterie audio-visuelle ». L'affaire, qui pourrait coûter 40 millions de francs aux intéressés, est toujours.

La S.A.V. affirme que 15 000 francs sont réquisitionnés annuellement dans le réseau scolaire, ce qui représenterait, pour les six dernières années, un manque à gagner d'environ 100 millions de francs pour les seuls créateurs québécois.

## L'illégalité quotidienne

Chaque année, chaque étudiant québécois photocopie l'équivalent d'un livre de dimension moyenne. Chaque année, presque chaque enseignant d'enseignement intermédiaire ou supérieur, les professeurs distribuent à leurs étudiants — gratuitement ou contre une somme minime — autant de « photocopies », recueils de textes, chapitres entiers d'ouvrages littéraires ou techniques. Les livres sont parfois intégralement photocopiés, une reproduction complète sans même moins coûteux qu'un volume neuf.

Economie pour l'étudiant : le budget de l'éducation, perte sèche pour les auteurs, québécois en majorité : plus de 8 millions de francs par an.

Et puis, il y a les bibliothèques. Près de 13 millions de titres prêtés chaque année. Un cinquième des livres écrits par les Québécois. Leurs auteurs, dont le marché est déjà réduit à 3 millions de lecteurs potentiels, ne reçoivent rien.

Les organismes publics ne sont pas seuls en cause. Chaque qu'un citoyen utilise un magnétoscope pour enregistrer un film ou une émission, il enfreint la loi sur le droit d'auteur. Mais à quoi servent ces magnétoscopes, sinon à la piraterie individualisée ?

La Cour suprême américaine se pose la question, l'automne, et fait trembler d'angoisse l'industrie de la vidéo, au Canada comme aux États-Unis. L'utilisa-

tion de ces appareils a déjà été jugée illégale par la cour d'appel de San Francisco, en octobre 1981. La compagnie Sony a été condamnée à une somme encore indéterminée aux producteurs d'émissions illégalement enregistrées. En appel devant la plus haute cour du pays, les plaignants — Walt Disney Productions — ne réclament rien de moins que l'interdiction de la vente des appareils.

Et qui n'a jamais enregistré sur la chaîne hi-fi d'un ami, plutôt que d'acheter le disque ? 30 % des Canadiens plaident coupable, selon un sondage réalisé par la firme Gallup en avril 1980.

Les auteurs, compositeurs et interprètes québécois sont particulièrement excédés, qui s'estiment déjà lésés par le système de perception des droits. Luc Plamondon, auteur prolifique qui signait avec Michel Berger l'opéra-rock *Starmania*, affirme avoir reçu en 1980 125 000 francs de droits d'auteur au Québec, pour 250 titres en circulation. La même année, il a reçu de la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) française le triple de cette somme pour seulement cinquante de ses œuvres.

## Contrefaçon Inc.

La coupe déborde, pour les artisans de la chanson québécoise, lorsque la piraterie devient industrie. Depuis quelques années, les centaines de milliers de disques contrefaits sont écoulés sur le marché canadien, ils réalisent 5 % à 6 % des ventes.

Certains disques, certaines pochettes tellement bien reproduits, explique un membre de la gendarmerie royale du Canada, qu'il faut procéder à des analyses en laboratoire pour prouver qu'il s'agit d'articles contrefaits.

Cette pratique ne visait jusqu'à récemment que les albums de groupes américains ou étrangers. Aujourd'hui, le phénomène s'étend aux productions locales. Un disque de chansons tirées d'une émission pour enfants très populaire, « Passe-partout », a même été victime d'un plagiat.

Au total, l'industrie canadienne du disque perd chaque année de 150 à 275 millions de francs. Démasqués, les « pirates » peuvent s'en tirer avec 125 francs d'amende...

L'Association canadienne de l'enregistrement réclame évidemment des peines plus sévères. Un de ses enquêteurs, Robert Robertson, voudrait aussi que certaines pratiques stupides : « La réglementation des douanes qui l'on revende aux enchères, une fois par an, tous les objets qui ont été saisis. Nous sommes rendus au point, l'an dernier, que les douaniers avaient vendu 10 000 disques pirates qu'ils avaient saisis au cours des derniers mois. Ça fait une belle jambe ! »

Une ineptie fait sourire, c'est avec un sérieux pincement de nez que les fans du groupe américain Rush ont appris en juillet dernier que 12 000 disques de leur musique favorite avaient été brûlés par la gendarmerie royale. Les albums avaient été importés et vendus illégalement au Québec.

Additionnées, ces pirateries individuelles, publiques et indus-

trielles ont un effet désastreux : « On fait de moins en moins d'artistes sociaux de la culture », affirme M. Robert Gourd, député québécois au Parlement fédéral, président du Comité des communications de la culture.

## La juste part

Depuis plus de quinze ans, comités, études et rapports succèdent à Ottawa pour refondre, remodeler et mettre au goût du jour la vieille loi sur le droit d'auteur. Votée en 1921, elle n'a été révisée qu'une fois, en 1957. Un nouveau projet doit être présenté aux parlementaires cet automne, mais son contenu reste un secret bien gardé.

M. Robert Gourd estime que cette réforme devrait mettre en place une nouvelle structure de perception des droits d'auteur, semblable au système français. Il veut que les premiers 100 000 francs de revenu des créateurs soient soustraits à l'impôt du fisc.

Le gouvernement québécois, jaloux de sa culture, enrage de voir le gouvernement fédéral jouer de si larges pouvoirs en ce domaine. En 1980, le ministère québécois du développement culturel a publié une plaquette de 80 pages dans laquelle il critique la loi fédérale et énumère ses bonnes intentions, dans les limites de ses propres prérogatives.

Impuissant devant une société de consommation et devant certains promoteurs d'industries culturelles qui l'exploitent, le créateur voit souvent son droit d'auteur bafoué, piraté et, à la limite, éliminé. L'élimination de la piraterie, la négociation juste et raisonnable des droits du créateur, de ses droits (...), constituent des réformes que la simple justice et le respect nous imposent.

Le document, généreusement intitulé « Juste Part des créateurs », suggère par exemple de donner 100 francs (50 centimes)

aux auteurs québécois chaque qu'un de leurs livres est prêt en bibliothèque. Cela coûterait chaque année 1 million et demi de francs. Ce n'est pas le Pérou. Le Royaume-Uni, la Suède, la Finlande et le Danemark appliquent déjà ce principe.

Les auteurs proposent aussi l'imposition d'une taxe sur les appareils de reproduction. Les sommes ainsi perçues seraient redistribuées aux créateurs.

Surtout, le document suggère de rétribuer les auteurs québécois pour la reproduction illégale de leurs œuvres dans les écoles. Le coût, on l'a vu, serait de 8 millions de francs pour la seule photocopie chaque année. Le double peut-être pour la reproduction audio-visuelle.

Deux ans après la publication de la plaquette, la fonctionnaires du ministère de l'éducation en sont à mettre au point une politique générale de la reprographie et de la reproduction. Le sous-ministre de l'éducation, M. André Beaudoin, affirme que cette politique sera négociée dans un avenir rapproché avec les principaux intervenants : l'Union des écrivains québécois, la Société de gestion des droits d'auteur et la Société pour l'avancement des droits audio-visuels.

Le ministère s'engage également à régler, à l'amiable, l'affaire des 40 millions de la S.A.V.

La tâche n'est pas mince. Depuis deux ans, les secteurs de l'éducation, de la culture, des affaires sociales, sont les premiers touchés par les coupes claires effectuées par le gouvernement québécois. Les budgets s'effritent.

Et si les « pirates » ne sont pas le point d'être au moins partiellement renvoyés au large, la « juste part des créateurs » risque d'être, au mieux, l'austérité, au pire, le juste.

JEAN-FRANÇOIS LISÉE.

## Jean-Jacques Gautier de l'Académie française

# Une amitié tenace

roman

Une femme se suicide. Simple fait divers, sauf pour le mari déchiré par le silence de la mort. Une petite lettre sur papier bleu va mettre le veuf sur une piste. C'est alors l'affrontement feutré mais implacable du justicier et du criminel. Criminel ou victime...

Jamais l'art dépouillé de Jean-Jacques Gautier n'avait atteint la densité de ce face-à-face dramatique.

Plon



**Des milliers de Français, pour le compte de grandes sociétés nationales ou étrangères, s'en vont diriger des travaux ou conclure des affaires ■ l'autre bout du monde. Comment vivent-ils en Indonésie ?**

**RÉGINE PERNOUD**

**Christine  
de Pisan**

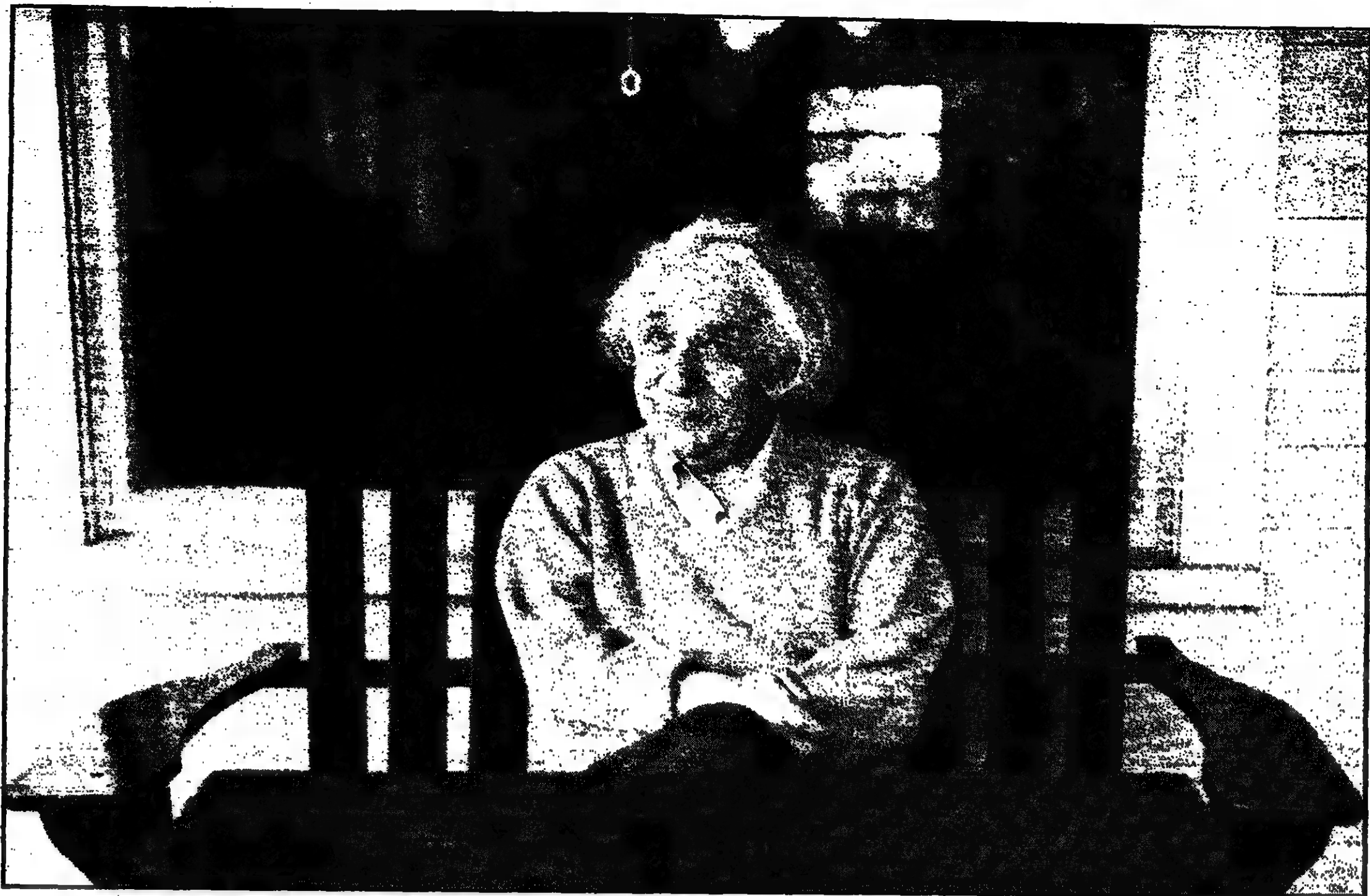
*Fille de l'astrologue de Charles V,  
la "première féministe" avant la lettre.  
Une grande figure du Moyen Âge.*

**CALMANN-LÉVY**

31 octobre 1982 — LE MONDE DIMANCHE

## مَكْنَزُ الْمُحْتَمِلِ





ERNST HAAS/MAGNUM.

## CLEFS

### Jean-Pierre Changeux observateur du cerveau

On sait **peu** de chose du cerveau. Pourtant, un jour viendra **doute** où l'on pourra observer l'activité mentale — la réflexion, la décision, l'émotion... — comme n'importe quel phénomène physique.

**J**EAN-PIERRE CHANGEUX n'en fait pas mystère : **la** connaissance du cerveau **est** encore fragmentaire. Il peut en parler à son aise, puisqu'il est l'un des plus connus parmi **les** qui, à travers le monde, travaillent à faire progresser **la** connaissance par **les** recherches du laboratoire qu'il anime à l'Institut Pasteur et par son enseignement au Collège de France. Mais ce « retard » n'entame pas son optimisme. Il n'y a pas à ses yeux de limites théoriques à la connaissance du **cerveau**, mais seulement **des** limites actuellement liées par l'état **des** techniques d'expérimentation ; et il **peut** à dire : « Si les conduites humaines **semblent** échapper au déterminisme, c'est qu'on n'en connaît pas les mécanismes. »

Ce spécialiste du fonctionnement cérébral et du système nerveux se dit **un** agacé par la façon vicieuse **de** poser **des** problèmes tels que le rapport entre l'inné et l'acquis ou la question de l'hérédité de l'intelligence...

« Que savons-nous du **cerveau** ? »

« Notre connaissance du **cerveau** **est** fragmentaire. On **est** loin de décrire l'activité mentale **et** **des** mécanismes

« internes » ou cérébraux. Il existe d'ailleurs un certain désintérêt, voire un rejet, de ce genre d'approche. Les étagères **des** livres **des** ouvrages de psychologie, de psychanalyse, de linguistique... Dans tout cela, peu de **des** proprement scientifiques sur le cerveau. Et s'ils existent, ils déçoivent. Evidemment, **ils** ne permettent guère de construire une doctrine de la vie quotidienne, **un** beaucoup préfèrent le refuge **des** certitudes philosophiques ou idéologiques, plutôt que **de** débattre, **une** connaissance **est** trop parcellaire, **de** l'organe avec lequel nous pensons. »

« Quelles **sont** les raisons de **ce** « retard » dans la connaissance du **cerveau** ? »

« On pourrait croire qu'en **1951** la description anatomique du **cerveau** **est** achevée. Il n'en **est** rien, et, sur ce plan, le **cerveau** humain **est** bien moins connu que celui du singe. Cela tient en particulier à **une** extrême complexité d'organisation. Il **est** composé de **milliards** de **petite** taille (entre 1/10 et 1/100 de millimètre), en très grand nombre (plus **de** dix milliards), et **chaque** détail **diffère** de sa voisine. Ces cellules **se** **communiquent** par un réseau de **fibres** **que**, à un ins-

tant donné, chaque **neurone** **est** en **contact** avec **une** moyenne plus **de** cent mille **des** congénères. **et** cela d'une manière **très** précisément organisée. Les ordres **sont** créés par l'homme paraissent, à côté, **des** jeux d'enfant. »

« Le **cerveau** n'en reste pas moins une « machine », **un** le « démontage », effectué au niveau de la résolution du microscope électronique, fournit déjà **les** premiers plans de câblage. On commence à entrevoir **comment** s'organisent les micro-circuits du **cerveau** **comment** ils s'enchaînent. »

« Dans **un** réseau de communication extraordinairement complexe circulent **des** signaux d'une grande simplicité. Ce **sont** **des** impulsions dont la durée **est** d'environ une milliseconde, qui **se** propagent **à** **une** vitesse **de** plusieurs **centaines** par **seconde**. **et** **ils** **sont** toujours **de** même nature, quelle que soit la cellule **ou** le câble considérés. Dans **un** **cas**, il s'agit d'une onde électrique qui s'explique intégralement sur la **base** de mécanismes physicochimiques. Chaque cellule possède sa chevelure de câbles, mais ceux-ci ne se **rejoignent** pas aux **voisins** pour former un **continuum**. Au contraire, **au** niveau **des** synapses, **des** points de jonction entre cellules, une discontinuité

existe que le signal électrique, en général, **ne** franchit pas. Sur ces très **grandes** distances, **des** substances chimiques, ou neurotransmetteurs, prennent le relais. »

« La leçon **à** tirer de tout cela **est** que **les** signaux propagés par le système nerveux, **ce** **sont** **des** opérations élémentaires effectuées par chaque neurone, **sont** intégralement réductibles à **des** mécanismes physicochimiques, **et** **rien** d'autre. »

#### Une entrée sournoise de la métaphysique

« **Existe-t-il** **des** limites à la connaissance que nous pouvons avoir du **cerveau** ? »

« Il faut distinguer **des** limites **aux** contingences pratiques de l'expérimentation **et** **des** limites proprement théoriques. On parle beaucoup d'indéterminisme **physique** atomique. Ce n'est **pas** sûr **mon** domaine de recherche. **Je** **ne** **suis** pas sur l'expectative. Le **je** **me** **hérise**, car **je** **peux** **m'empêcher** d'y voir **une** entrée sournoise de la métaphysique. Il me paraît plus sain **de** cantonner dans un **domaine** d'échec expérimental ou théorique. Cela vaut pour le **cerveau**. Les conduites humaines paraissent échapper au déterminisme

simplement parce qu'on n'en connaît pas **les** mécanismes internes. Les discours **des** philosophes **sur** ce point font sourire **les** neurobiologistes, comme celui **des** neurobiologistes fait sourire **les** philosophes. Le dialogue de sourds **est** **un** **marbre** de notre ignorance. A **mon** avis, il ne dévoile **rien** limite **de** principe à **la** connaissance **des** fonctions supérieures du **cerveau**. Ne pas être déterministe pour un neurobiologiste, c'est se confiner à **une** approche phénoménologique d'emblée limitée dans son pouvoir d'explication. »

« Les limites que **nous** devons accepter **sont** d'ordre expérimental. Nous n'avons pas, pour autant, **les** moyens de déchiffrer rapidement les plans **du** câblage **des** milliards **des** neurones, ni **de** suivre **le** déroulement dans le temps de leur état d'activité. Un progrès technologique récent, d'une importance considérable, résulte **de** l'emploi de **la** caméra à positrons, qui permet **de** rendre « transparente » la paroi **du** crâne **et** « voir » **sur** écran **de** télévision l'état d'activités d'aires particulières du cortex cérébral. On **est** **désormais** accés au fonctionnement « interne » d'importants ensembles de neurones. Mais nous sommes encore très loin de pouvoir établir **une** corrélation rigoureuse **entre** activité

**et** activité mentale ou comportement. »

« Dans **les** différents articles que vous **avez** publiés **dans** **des** revues **de** **neurobiologie** **et** **de** **psychologie**, vous insistez toujours **sur** l'activité spontanée du système nerveux ? »

« Cybernéticiens **et** psychologues envisagent **la** plus souvent le **cerveau** **comme** l'angle **de** la relation entrée-sortie. Or **le** **cerveau** présente une activité spontanée qui ne résulte **pas** d'une interaction directe **entre** **le** **cerveau** **et** **le** **monde** extérieur **ou** **ne** **se** **manifeste** pas nécessairement par un acte de comportement. La pensée peut être considérée **comme** **une** forme d'activité spontanée, et aussi le rêve, d'une manière évidemment beaucoup **plus** organisée. L'électro-encéphalographie **a** depuis longtemps mis **en** évidence **des** changements de paramètres électriques qui coïncident avec les états **de** veille, de sommeil, d'attention... Plusieurs **autres** **indicateurs** **de** **la** **fonction** **du** **cerveau** **qui** **se** **projettent** **sur** **des** territoires corticaux, voire sur l'ensemble du **cerveau** **cérébral**, régissent ces variations globales d'activité. »

DIDIER RICHARD.  
(Lire la suite page X.)

هكذا من الامم







## LYSENKISME

# Succès et dégâts des fausses sciences

Denis Buican, ancien professeur de l'université de Bucarest, a vécu de l'intérieur l'affaire Lyssenko, dont il fut l'une des victimes parmi beaucoup d'autres scientifiques. Il rappelle ici l'étonnant succès de cette hérésie scientifique et la rapproche d'un autre « fausse science » : la « découverte » des rayons « N » par le professeur Blondlot, membre de l'Académie des sciences de Paris.

L'ASCENSION irrésistible de Lyssenko a été facilitée par l'état de faillite chronique où se trouvait l'agriculture soviétique dans les années 30. Lyssenko promit en effet une guérison rapide de l'agriculture grâce aux découvertes de la science prolétarienne. Un premier pas vers la réalisation fut le lendemain qui chantait dans les fermes la « vernalisation ». Il s'agit d'un phénomène, connu sous le nom de Lyssenko, qui consistait à faire germer les blés d'hiver — qui naturellement ne donnent que d'épis s'ils sont semés au printemps — à une température pendant quelques jours de mettre en terre des grains, qui, une fois, grâce à un traitement, pouvaient arriver jusqu'au stade de l'épiation.

En faisant le héraut de cette méthode de vernalisation des céréales, Lyssenko prétendait avoir découvert le blé d'hiver en fait de printemps, sans avoir opéré une transformation des espèces, ce qui est une fausse interprétation évidente. Quant à la valeur pratique d'un tel procédé, elle est nulle : il existe des blés de blé naturellement au printemps — donc il n'est pas besoin d'utiliser un procédé de ce fait non rentable pour forcer le blé d'hiver à épiation s'il est semé au printemps.

Aucun procédé de Lyssenko ne donna jamais les fruits escomptés par l'agriculture soviétique, depuis la « vernalisation » des céréales jusqu'aux tentatives de lait anormalement gras qu'il prétendait avoir obtenu.

Comment expliquer alors que, dans certains rassemblements de la science soviétique, Lyssenko ait droit, en présence de Staline, à de l'encens de la part des paysan collectivistes ? Evidemment par le truquage habituel des statistiques agricoles soviétiques.

Conforté par la confiance de Staline, Lyssenko, le plus illustre biologiste soviétique, fut placé en 1948 à la tête de l'Académie Lénine des sciences agricoles, et il est devenu en fait le dictateur de la bio-agronomie soviétique.

### Un ballet de l'absurde

Il se tenait devant un public de taille : le patrimoine héréditaire constitué par des chromosomes, ces formations de l'intérieur du noyau de la cellule qui contiennent les gènes (constitués par l'ADN). Or le patrimoine héréditaire, qui se transmet de père en fils, est une réalité relative, empêchant Lyssenko et son clan politique — qui voulait jusqu'à Staline — de faire couler les moulins du dogme marxiste-léniniste la nature et obtenir l'homme nouveau — c'est-à-dire l'homme communiste.

Comme les dogmes marxistes-léninistes sont incompatibles avec la nature humaine et avec la nature elle-même, Lyssenko eut l'idée de « créer » une « nature » de la nature compatibles avec les dogmes.

Ainsi, il imagina, pour illustrer dans la nature le « bond » dialectique prévu par le dogme marxiste, que les espèces vivantes se

transforment l'une dans l'autre en un formidable ballet de l'absurde : l'orge en blé et inversement, les plantes mauvaises en mauvaises herbes — et les vaches se transformant sous la baguette magique du charlatan Lyssenko... Les pires absurdités, approuvées par le comité central du parti communiste soviétique et par Staline lui-même, devenaient ainsi des lettres d'évangile scientifique dans tout le monde soviétique.

Les louanges pleuvaient sur tout ce qui couronnait de laurier du parti de Lyssenko : un blé qui fut appelé officiellement, dans tout l'univers communiste, le darwinisme créateur soviétique ou la nouvelle biologie prolétarienne.

### La génétique, science bourgeoise

Après une longue tristesse, en 1948 de l'Académie Lénine de l'U.R.S.S., on décréta que les chromosomes et les gènes n'existaient pas, que la génétique classique de Mendel et Morgan — le premier étant le père de la génétique — était l'œuvre de l'herédité — était une science bourgeoise, réactionnaire.

A la place de la vraie génétique, dont le plus illustre représentant soviétique, Vavilov, était déjà tué dans un cachot sans air et sans lumière, était intronisée la biologie prolétarienne de Lyssenko, qui se réclamait disciple d'un jardinier soviétique, Mitchourine — mort à l'époque, — qui eut une certaine vogue passagère dans l'horticulture soviétique.

La chasse aux généticiens et à la génétique commença. Les laboratoires furent détruits, les biologistes mis dans la situation de plier le genou devant la fausse science ou sinon de se débarrasser avec toutes les conséquences tragiques que l'on connaît (1). Les prisons et les camps de concentration soviétiques et des pays satellites de l'Est se remplirent de généticiens réfractaires aux mensonges officiels.

Le règne de Lyssenko dura de 1948 à 1964, quand la chute de Khrouchchev, presque aussitôt entiché de lui que son ancien maître Staline, déclara le combat que les vrais scientifiques n'ont jamais tout fait cessé, dans une pure et dure clandestinité, contre la pseudo-science de Lyssenko.

Dans les pays anglo-saxons, la génétique était bien développée et où les partis communistes étaient très nombreux, les inexistants, la biologie prolétarienne eut une faible retentissement. En revanche, en France, les séquences du Lyssenkoisme (2) persistaient encore : l'hypothèse de l'hérédité de l'acquis, selon laquelle il n'existe pas — tout comme dans le Lyssenkoisme — de stabilité héréditaire. En conséquence, le milieu ambiant pouvait mettre en œuvre une prédisposition au patrimoine génétique comme on le dit de la cirrhose, se transformant selon son influence directe. De surcroît, existait un parti communiste fortement structuré. Cette conjonction provoqua ce que Jacques Monod (3) appelle le délire mitchourinien, dans lequel, dit-il, garder le souvenir d'un déplorables exemple de l'ingérence du préjugé politique dans le domaine de la science.

Si, depuis 1948, pour l'honneur de la science, Jacques Monod et Jacques Huxley en France, Jean Huxley en Angleterre, et le prix Nobel Muller, en États-Unis, pour ne citer que les noms anti-lyssenkistes les plus célèbres, prirent une position scientifique contre la fausse biologie prolétarienne, beaucoup d'autres — scientifiques ou non — scientifiques — dans le sillage du parti communiste firent preuve d'une servilité partisane à l'épreuve.

De vrais hymnes à la gloire de Staline et de Lyssenko furent entonnés dans un numéro de la revue Europe de 1948, que Louis Aragon consacra en entier au Lyssenkisme, tandis que tous les moyens d'expression du parti communiste s'ouvraient aux thurbergiers de la nouvelle biologie prolétarienne soviétique comme, par exemple, Ernest Kahane, Jeanne Lévy, André Bégout et bien d'autres. Marcel Prenant, un vrai biologiste lui, fut écartelé entre les dogmes marxistes et la vérité scientifique ; aussi fit-il une trop longue plaidoirie en faveur de Lyssenko, ce qui lui valut de perdre ses responsabilités importantes au sein du parti.

Lyssenko lui-même en 1976 membre des deux Académies soviétiques et la poitrine constellée des plus hautes décorations de l'U.R.S.S. (4). Il y eut d'ailleurs d'autres cas de pseudo-science en U.R.S.S., comme celui d'une sage-femme, Olga Lépechinakina, qui prétendit avoir découvert l'origine de la vie à partir de la substance « acellulaire ».

Même la physique fut un terrain d'exploitation par l'idéologie soviétique quand un russe de nom Kapitzin — le « Kapitzin » d'ailleurs — eut le courage de dire à Staline que, dans ce cas, les physiciens ne pourraient plus obtenir à temps la bombe atomique. Mais Staline préféra une bombe à ses dogmes, et on ne fit pas table rase de la physique — comme on fut le maître de la biologie — pour s'employer à construire une physique prolétarienne.

Les rayons « N »

L'affaire Lyssenko est la plus célèbre, elle n'est pas la seule fausse science enregistrée par l'histoire, même si l'on fait abstraction des prétendues « sciences occultes ».

Dans le meilleur des mondes — les physiciens français de réputation, il y eut, au tournant de notre siècle, une fausse découverte qui fut celle des rayons « N ».

Ainsi, au début de 1903, un professeur de la faculté des sciences de Nancy, Henri Blondlot (5), membre de l'Académie des sciences de Paris, expérimentait sur les rayons « X » que venait de découvrir Röntgen, et avait mis en évidence un nouveau type de radiations qu'il baptisa



JEAN-PIERRE CAGNIAT.

« N », en l'honneur de la ville de Nancy.

Blondlot fit plusieurs communications à l'Académie des sciences de Paris pour décrire les propriétés caractéristiques des nouveaux rayons. Ils seraient, selon leur inventeur, capables de traverser les métaux, comme d'ailleurs un grand nombre de corps parfaitement opaques pour toutes les radiations antérieurement découvertes ; ils accentueraient la phosphorescence de certains composés chimiques, etc.

De fausses découvertes de nouvelles propriétés en fait démenties, Blondlot arriva à affirmer, par exemple, qu'un couteau provenant d'une sépulture gallo-romaine et datant de la période mérovingienne émettait des rayons « N » autant qu'un couteau moderne...

En 1905, un autre mandarin universitaire, le docteur H. Bordier, professeur agrégé à la faculté de médecine de Lyon, affirma, suivant Blondlot, que les rayons « N » pouvaient être enregistrés photographiquement.

Enfin, les nouvelles propriétés attribuées aux rayons « N » pleuvaient : J. Becquerel signala que les sensibilités (intellectuelles et sensorielles) nécessaires à la détection des rayons « N ». Les perceptions des Anglo-Saxons furent ébranlées par l'exposition continue du brouillard tandis que celles des russes testèrent des échantillons émusés par l'abus de la bière (6). Ainsi, on trouve dans de telles assertions — et la lettre n dans un sens inversé — le même qui devait aboutir aux crimes d'Hitler et du nazisme.

Attaquer l'existence des rayons « N » devenait pour le clan de Blondlot, mais géographiquement autour de Nancy, anti-français. Jean Becquerel, le fils d'Henri Becquerel, qui découvrit la radioactivité, il est vrai, était de Paris. Mais le fils d'un grand homme — fut-il arrivé professeur d'Université grâce à ses relations de famille — n'est pas forcément un grand homme.

Inspiré, sans doute, par l'affaire des rayons « N », mais par d'autres plus ou moins similaires, Lucien Cuénot, le grand généticien de Nancy, écrivit une pertinence : « Ce que je combats, ce ne sont certes pas les tentatives de recherches dans les domaines inexplorés ou bizarres, mais la fausse méthode de recherche et cette atmosphère esotérique qui n'admet ni critique ni scepticisme (7) ».

Si la règle du jeu scientifique est de ne tricher ni avec les idées ni avec les faits, on ne peut pas pas être d'accord avec François Jacob, qui soutient que les

grandes ont un lien historique : « Elles touchent à des aspects psychologiques et idéologiques de la science scientifique. Elles peuvent donc aider à comprendre certains idées préconçues qui, à une période donnée, font obstacle au développement scientifique. En ce sens, les fraudes font partie de l'histoire des sciences (8) ».

L'affaire Lyssenko en biologie et l'affaire Blondlot en physique ne pèsent pas du même poids dans la balance de l'histoire des sciences. La différence est surtout la nature du système politique et idéologique qui elles prirent naissance.

Le totalitarisme politique du système soviétique, guidé impitoyablement par la doctrine du marxisme-léninisme de Staline, a fait, de ce qui était au départ une fausse science, une affaire d'Etat doublée d'une affaire criminelle de dimension idéologique internationale. Beaucoup plus humble, l'affaire des rayons « N » ne représente que l'égarement d'un grand mandarin universitaire français de Nancy, qui a entraîné avec lui son clan et une partie de son pays jusqu'à l'obscurité des sciences de Paris.

Il est regrettable que se répètent pas sur des siècles d'années et ne détruisent pas la physique française en sa totalité, comme ce fut le cas pour la biologie et notamment pour la génétique soviétique. Se développant dans un système politique libéral — malgré certaines dictatures militaires — de fausses idées qui peuvent cohabiter dans son sein — ces sciences furent beaucoup moins maltraitées et plus rapidement réhabilitées par le jeu normal du développement de la science.

DENIS BUICAN.

(1) Voir notamment Denis Buican, Le massacre des chromosomes, La Quinzaine littéraire, N° 120, 1971. L'affaire Lyssenko enterrée et ressuscitée. La Pensée et les Hommes, Bruxelles, 1971. Marciano-Léninisme et Lyssenko, Tel quel, 1970. L'Éternel retour de Lyssenko, Éditions Coopers, 1971.

(2) Jacques Roger et ses collègues. Les néo-lamarckiens français. Revue de génétique, N° 95-96, 1979, sous la plume d'Albin Michel.

(3) Jean Huxley, Science fautive et fausses sciences, Gallimard, 1958.

(4) Jaurès, Lénine, Grandeur et Chute de Lyssenko. Préface de Jacques Monod, Paris, 1971.

(5) Henri Blondlot, Actualités scientifiques, Rayons « N », Gauthier-Villars, 1904.

(6) Irving Klotz, L'affaire des rayons « N », Paris, 1971.

(7) Lucien Cuénot, Sciences et pseudo-sciences, Science et Technique, 1<sup>er</sup> janvier 1971.

(8) François Jacob, Le Jeu des poisons, Fayard, 1971.



# Fausse monnaies

Le problème de la fausse monnaie remonte à la plus haute antiquité, et on peut dire que les faussaires sont apparus presque en même temps que la monnaie véritable. Déjà, la Grèce antique connaissait les métaux du faux monnayage et prévoyait des sévères pour lutter contre : cette époque nous sont parvenues d'assez nombreuses monnaies « fourrées », c'est-à-dire constituées d'une âme en métal vil (comme le plomb) recouverte d'une mince pellicule de métal précieux (or, argent ou étain). Plus tard, sous la république puis l'empire romain, la mise en place d'une structure administrative rigoureuse — trois magistrats chargés de surveiller la fabrication monétaire — n'empêcha pas la prolifération des faux. Cette industrie lucrative des faussaires devait se poursuivre à travers les siècles de l'histoire malgré les sévères peines encourues : l'édit de Pitres promulgué par Charles le Chauve en 866 prévoit l'amputation de la main droite.

Les rois capétiens se montrèrent plus sévères que leurs prédécesseurs carolingiens en imposant une peine de mort particulièrement exemplaire : les faux-monnayeurs étaient brûlés vifs par immersion dans un liquide bouillant. Ce supplice fut atténué à de nombreuses reprises dans les textes, mais resta dans les comptes d'indemnité monétaire

de 1311 qui portent mention d'une amende de 27 livres et 4 sous attribuée à « Maître Henri pour avoir fait bouillir de faux-monnayeurs ». D'une autre somme de 100 livres pour l'achat d'une chaudière pour faire bouillir les faux-monnayeurs, à Montdidier. Il n'y a pas qu'en France qu'on a bouilli les marmottes faussaires, l'Italie aussi : un des terribles châtiements, le supplice d'Adam de Brescia, brûlé vif en 1281 pour avoir falsifié des florins à l'instigation de son cousin Guido II de Romona, repose encore à l'oreille par la grâce du génie de l'Enfer, chant XXX : « Là est Romona, là il se faisoit l'alliage qui porte le sceau du Baptiste, ce pour quoi j'ai fait mon corps brûler là-haut... c'est la cause d'eux (les seigneurs de Romona) que je n'ai pu voir cette famille : ils m'indignèrent à frapper des florins qui avoient tant de valeur de métal pur ».

## « Corps et âme »

Philippe le Bel, considérant sans doute qu'une peine corporelle — fût-elle capitale — ne suffisait pas à ce qu'il fallait perdre les faussaires « corps et âme », condamna au pape Clément V et en obtint une bulle d'excommunication.

Malgré toutes ces mesures dissuasives, l'industrie du faux monnayage se porte bien au Moyen

Age et sous l'Ancien Régime. Il est même étonnant de voir qu'à côté des escrocs professionnels des nobles et des gens « de qualité » prennent des risques insensés, fascinés sans doute par l'appât du gain.

Ainsi, de nombreux petits seigneurs du Moyen Age imitent et contrefont la monnaie royale, ainsi, des maîtres d'ateliers royaux officiels le matériel monétaire officiel à des fins délictueuses. Cela arriva en 1457 à la monnaie d'Angers et, plus tard, à la monnaie de Bourges. Les archives du duc de Bourgogne, encore un important faussaire, nous en donnent une idée : le procès de Thomas Mosnier, Maître de la Monnaie de Bourges, qui utilisa des coins monétaires réformés et contrefaits pour produire de nombreuses fausses monnaies.

L'illustre Jean Warin, rénovateur de la monnaie française sous Louis XIII, tailleur général des monnaies du royaume et contrôleur général des poinçons et effigies, lui-même impliqué dans une sombre affaire de faux monnayage dont beaucoup d'éléments nous échappent encore faute d'archives. Tout ce que nous savons, c'est que dans le cadre d'une Chambre de justice extraordinaire de 1612 et 1613 le condamneront au bannissement pour cinq ans, mais que son père et son frère étaient condamnés à mort. Heureusement il eut la chance d'obtenir, après un arrêt du Conseil d'Etat le déchargeant de sa condamnation

puis, en 1660, une véritable réhabilitation sous forme de lettres patentes de Louis XIV supprimant toutes les accusations que les efforts de l'envie de ceux qui furent jaloux de ses emplois et de son bonheur avaient accumulées contre lui.

Il est paradoxal de voir condamner celui qui s'efforça d'imposer au pays, après un siècle de résistance obstinée, une des meilleures armes contre les faux-monnayeurs, le balancier monétaire, qui améliorerait considérablement la qualité technique des monnaies par rapport aux résultats de la frappe au marteau.

Enfin, les ecclésiastiques ne semblent pas à l'abri du démon de la fausse monnaie, comme l'a montré Adrien Blanchet en retrouvant un document de 1761 concernant « Maître François Le Coq, né de Jendeuvre, Maître Henry de Tourneville, curé de Bassincourt, Christophe de la Cressonnière, prieur de Sermatzes » et d'autres autres « d'avoir fait fabriquer des fausses monnaies, de falsifier les coins du Roi ».

Pour finir de dresser ce rapide tableau du faux monnayage d'un passé, on peut réfléchir au cas du duc Alexandre de Wurtemberg qui fit émettre des ducats en or de bas titre ; le financier du duc, Elias Oppenheimer, « le juif Süss », fut — après la mort du prince — condamné pour émission de fausse monnaie à

être pendu dans une cage (épisode qui inspira un film antisémite tourné sous l'Allemagne hitlérienne).

Les ducats à bas titre étaient-ils de la fausse monnaie ? Il y a bien longtemps que nous considérons plus Philippe le Bel comme « un roi faux-monnayeur » que comme « mutations monétaires » nous apparaissent au contraire comme une compréhension des phénomènes inflationnistes.

Un Etat — quel qu'il soit — n'est pas une monnaie qui est, par

définition, légale, et il ne peut donc y avoir de « faux légaux » : il n'y a, pour un monnayage officiel, que de la bonne ou de la mauvaise monnaie ! Par contre, il existe depuis longtemps, à côté des contrefaçons de la monnaie légale, ou « faux pour servir », des contrefaçons de monnaies de collection ou « faux pour collectionneurs » ; mais cela est une autre histoire... dont nous aurons l'occasion de reparler.

ALAIN WEIL

## POÉSIE

### PATRICK REUMAUX

Patrick Reumaux est né en 1942 à Alger. Romancier, poète, il a notamment publié *La jeune fille qui ressemblait à un cygne*, *L'ombre du loup*, *Repérages au vif*, *Jeune aux chiens* (Gallimard), *Flirt de Nogent* (Grasset) et *André Döthel : Terre de mémoire* (J.-P. Delarge). Traducteur de Dylan Thomas, de Mervyn Peake, de Flann O'Brien, Reumaux est aussi membre de la Société mycologique de France. Il a fait paraître divers travaux scientifiques sur les isocyanates et les cortinaires. Ironiques, ses poèmes font d'abord sourire, puis, survenant des images qui, parfois, se gravent.

CHRISTIAN DESCAMPS

## Gros plan sur l'œil mort

Sur ces rives jaunes et noires  
bourdonne l'ophrys gâtée  
la belle au bois d'endort  
et le ciel est piqué au doigt.

Giflée  
jusqu'à ce que le sang  
entre ses seins de marbre  
forme rigole.

Le philosophe se la romène  
avec ma mère l'oxy dans son froc  
la femme n'en a que foutre  
elle aux transparentes.

Prendre en bon état une femme  
inciser les poignets  
daler sur un tambour.  
La peau tendue sèche si vite  
que l'amour devient sans limite.  
Pour un verre ou deux  
et pour faire la une  
jambes de noir gâchées la fille  
pose dans le rêve du boucher.

Un brin quelconque  
un jour d'herbe dira  
ce qui dans ma neige  
a pris feu.

Qui saigne sur la neige  
ma mie  
tes pieds  
pas tes bottes rouges.

Le cheval  
dans le pré tricole  
et mon pied de gouteux  
sous la pluie enfle.

Ma fille, la folle,  
ma fille qui gémis  
me bassine.

Le fou  
qui dans la chair chancelle  
allume un brûlot puis  
s'en va.

Jean qui rit aime  
la balle ronde  
Jean qui saigne  
comme un bœuf pleure à l'abattoir.

Pas de pitié pour l'herbe  
les miettes  
sont comme pour le sommeil le rêve :  
des coups de ciseaux.

Pour la pute  
un jeans et cuir  
Pour l'écran  
la mort aux trousses  
et pour crever la vie  
un gros plan sur l'œil mort.

# Ainsi parlait Glenn Gould.

Toronto. Glenn Gould vient de mourir à 50 ans. L'émotion est vive pour tous les passionnés du piano. Le Monde de la Musique publie une grande interview inédite en France retraçant les étapes d'un parcours musical unique en ce siècle. Depuis 1964, Glenn Gould n'avait plus paru sur une scène. A comparer l'attitude de Sergiu Celibidache (Le Monde de la Musique de juillet) qui refuse d'enregistrer pour ne jouer qu'en public.

Pékin. Le violoniste Isaac Stern prêche la bonne parole dans les conservatoires. Un film, « De Mozart à Mao » (sortie le 10 novembre dans 7 villes à Paris) rend compte de ce « colonialisme culturel ». En Chine également, Le Monde de la Musique a rencontré une troupe qui perpétue depuis le 14ème siècle une musique immuable : les Nan-Kouan.

Séville. Assises du Flamenco, la mobilisation des vieux maîtres gitans.

Tokyo. Du Nô au disco, les traditions ancestrales



aux influences américaines, où est passée la musique vivante japonaise ?

Genève. Girolamo Arrigo, le provocateur de la scène met aujourd'hui son scénario le grand répertoire lyrique et invente un canto moderne.

Berlin. Têtes et instruments piqueurs, les instruments du rock dur.

Paris. Daniel Toscan du Plantier, « patron » de la Gaumont, défend sa conception du film-opéra. Jean-Marie Straub lui répond en ardent défenseur du son direct.

Egalement au sommaire de novembre : un entretien

Philippe Sollers, les meilleurs synthétiseurs domestiques au banc d'essai, les nouveaux disques... Tout ce qui est important dans le monde de la musique.

Le Monde de la Musique de novembre 15 F chez votre marchand de journaux

# Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

صكنا من الأهل







# AUDIOVISUEL

## Parafrance video : des films récents sur cassettes

En mai dernier, une campagne de publicité qui débordait largement les colonnes de la presse spécialisée annonçait la sortie sur vidéocassettes de l'Étoile du nord, Coup de torchon, Le Choix des armes, Un mauvais fils, Une étrange affaire, Celles qu'on n'a pas eues, Hôtel des Amériques et Beau-père. Huit films français de qualité, tous sortis en salles moins d'un an auparavant, avec un certain succès.

Par ce coup d'éclat, Parafrance video worldwide (P.V.W.), filiale d'un des trois grands distributeurs cinématographiques français, fait son entrée sur le marché avec une stratégie bien différente de ses deux concurrents immédiats. En effet, l'U.G.C. et Gaumont se battaient depuis quelques mois pour imposer un délai minimum d'un an entre l'édition vidéo d'un film et sa sortie en salles de cinéma (voir le Monde Dimanche du 25 avril et du 6 juin).

Cette disposition a été depuis adoptée par l'ensemble de la profession cinématographique et reprise dans la loi sur la communication audiovisuelle, explique Olivier Chenard, responsable des activités vidéo à Parafrance. Il faudra donc l'appliquer. Mais je pense sincèrement qu'il n'y a pas de réelle interférence entre les deux types de consommation. D'un côté, il y a la notion de sortie entre amis, de soirée au ci-

néma, avec toute la qualité de service que peut apporter la salle. Pour la vidéo, c'est plutôt une idée de spectacle en famille. Les deux secteurs se développent de manière complémentaire.

Cette conviction, les responsables de Parafrance video l'ont acquise sur le terrain en ouvrant dès décembre 1981 un vidéo-club à Paris près de la gare Montparnasse. L'occasion de faire une étude de marché en vrai grandeur sur les comportements du consommateur et les démarches des différents éditeurs. C'est là qu'ils ont appris que, si l'édition vidéo bénéficiait de la notoriété acquise par le film dans les salles, son succès commercial dépendait de l'impact des campagnes publicitaires. D'où l'intérêt de délais rapprochés.

Mais Parafrance video pousse encore plus loin le principe de complémentarité entre cinéma et vidéo : en incitant les exploitants de cinéma à ouvrir leurs propres vidéo-clubs. Une première expérience va débiter le mois prochain à Limoges et Poitiers dans des salles du réseau Parafrance. « La profession ne doit pas adopter l'attitude malheureuse vis-à-vis des nouvelles technologies, explique Alain Stritzky, président de Parafrance. La vidéo existe parce que les consommateurs en ont décidé ainsi. Le phénomène est incontournable, il

faut savoir l'investir. Cela veut aussi pour la quatrième chaîne, le satellite ou les câbles. Pour nous qui sommes détenteurs des droits des films, ce sont avant de moyens pour toucher les spectateurs. Pour la vidéo, notre expérience dans le domaine du cinéma nous démontre clairement que nous avons tout intérêt à intégrer les trois grands secteurs du système : édition, distribution et exploitation. »

Ce réseau de vidéo-clubs permettrait à Parafrance video d'influer sur la logique économique de la commercialisation. Après avoir examiné tous les systèmes adoptés par les différents éditeurs, la société a décidé de vendre ses vidéocassettes au tarif de 800 F avec une liberté totale d'exploitation. Alain Stritzky pense que la location a encore de beaux jours devant elle, et que le parc des magnétoscopes, qui devrait atteindre, selon lui, quatre millions d'appareils dans trois ans, assurera un marché sans risques. D'ici là, les tarifs de location se seront également stabilisés. « Il ne faut pas descendre en-dessous du prix de la place de cinéma, précise Olivier Chenard, car même en louant la cassette, tout le monde ne va pas comment le détailant peut s'en sortir. C'est le conseil que nous donnons à tous les vidéo-clubs qui s'adressent à nous. »

Parafrance, distributeur cinématographique, jouera-t-il un jour le jeu de l'édition spécifique pour la vidéo ? « A partir du moment où il passe sur support vidéo, un film devient un produit spécifique, répond Alain Stritzky. Il y a fait une carrière plus longue que dans les salles et peut-être plus en profondeur. De toute façon, il n'a pas le même public. Je connais des films qui n'ont eu aucun succès en salle et qui font une carrière fort honorable en vidéo. Cela conduira sans doute Parafrance à acheter des droits exclusivement pour l'édition vidéo. Mais on peut envisager des produits plus spécifiques. M. Spielberg a bien réalisé une deuxième version de Rencontre du troisième type en y ajoutant une séquence de cinq minutes. C'est une voie intéressante pour l'édition vidéo. Il y en a bien d'autres. »

En attendant, Parafrance video continuera à exploiter ses droits cinématographiques sur vidéocassettes en sortant six titres tous les deux mois. Parmi les derniers nouveautés, citons Paradis pour tous, Tir groupé, Moi, Christiane F et l'Honneur d'un capitaine. Plusieurs sont des films fort récents... Il est vrai que les décrets d'application de la loi concernant la protection des films vis-à-vis des nouveaux supports ne sont pas encore sortis. ■

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## VIDEOCASSETTES SELECTION

### LA FLÛTE ENCHANTÉE

C'était inévitable : dès que le parc de magnétoscopes serait suffisant, les éditeurs s'intéresseraient à l'opéra, un domaine dans lequel la vidéo apporte au consommateur une dimension dont les disques les a toujours frustrés. Et, aujourd'hui, la première cassette est là avec... à tout seigneur, tout honneur - la Flûte enchantée, de Mozart.

Alors que l'Opéra de Paris vient d'annoncer un accord avec la société Cinéthèque (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre) et qu'Armand Pagnel prépare chez R.C.V. une collection d'opéras, c'est un petit éditeur, le VidéoPhila, qui arrive le premier sur le marché avec des productions réalisées en République démocratique allemande. Disons tout de suite aux mélomanes que la distribution réunie par l'Opéra de Leipzig, sous la direction de Gert Behner, n'a pas la qualité des grandes éditions discographiques du chef-d'œuvre de Mozart. Elle n'a ni la perfection minutieuse de la version d'Herbert von Karajan ni l'enchantement de celle de Georg Solti. Mais elle est bien plus homogène que la distribution réunie pour le film d'Ingmar Bergman.

Son principal mérite est d'être scéniquement crédible. Pas de ténor bedonnant ni de prima donna vieillissante ; les interprètes des rôles de Pamina, Tamino ou Papageno sont jeunes, alertes et incarnent leurs personnages avec une conviction qui empêche l'adhésion. Du coup, les longs passages dialogués, inévitables au disque, retrouvent, même sans sous-titre, tout leur intérêt dramatique, et la Flûte enchantée

redevient, comme l'avait voulu Mozart, un « singspiel » populaire traversé par le fœtus initiatique.

La production, réalisée pour la télévision, respecte l'espace scénique et ses conventions : les images sont d'excellente qualité. Reste le problème du son : il est certain que la vitesse de défilement d'une bande vidéo ne peut rendre aujourd'hui la perfection de la haute fidélité. La dynamique est réduite et les aigus de la reine de la nuit posent de douloureux problèmes. Mais la qualité sonore d'un récepteur de télévision étant des plus médiocres, le mélomane ne souffrira pas plus que lors de la transmission habituelle d'un opéra.

La Flûte enchantée, de Mozart, édition le VidéoPhila, 24 avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

### Histoire de la monnaie

Expliquer les fonctions de la monnaie à travers son histoire dans un film de quatorze minutes destiné à des élèves, allant du cours moyen à la classe de troisième, cela peut sembler une gageure. Mais l'information économique étant l'une des faiblesses du système éducatif français, le pari valait d'être tenté. L'initiative est d'autant plus intéressante qu'elle émane d'une banque populaire liée à la Fédération de l'éducation nationale, la CASDEN-S.P., qui se lance dans la production audiovisuelle éducative avec le concours de membres du Syndicat national des instituteurs.

Le film commence en prises de vues réelles dans une fête scolaire organisée au profit de la coopérative, où la vente des tickets va permettre d'aborder très simplement les notions de moyens de paiement et d'espace monétaire. Il se poursuit en animation à travers l'histoire économique, du troc jusqu'au paiement électronique. Un livret pédagogique accompagne cette production intelligente et riche, et permet de mieux cerner toutes ses possibilités d'exploitation.

La Fête à l'école ou la Petite Histoire de la monnaie, réalisée par Michel Gauthier. Produit et diffusé par la SAVEC. Disponible en cassette V.H.S. ou en film 16 mm.

## FILMS

### Films français

Le Juge Feryd, d'Yves Boisset, avec Patrick Dewaere, Aurélien Clément et Philippe Léotard. Edité par Polygram vidéo et distribué par Topodis.

Divs, de Jean-Jacques Beineix, avec Willemine Wiggins Fernandez et Frédéric Aubert. Edité par Polygram vidéo et distribué par Topodis. Deux profonds, de Michel Deville, avec Isabelle Huppert et Jean-Louis Trintignant. Collection « Série noire », éditée et distribuée par C.C.R. La Chose, de Robin Davis, avec Alain Delon et Catherine Deneuve. Edité et distribué par Super vidéo productions. Plein Sud, de Luc Béraud, avec Patrick Dewaere et Cio Goldsmith. Edité et distribué par Prosopée éditions.

### Films étrangers

L'Enigme de Kasper Heuser, de Werner Herzog, avec Bruno S. et Walter Ladengast, édité par A.M. Vidéo et distribué par R.C.V. Le Farnes tatoué, de Yoichi Takabayashi, avec Tamiyaburo Wakayama et Masaru Usanomyia. Edité par A.M. Vidéo et distribué par R.C.V.

Car Belloc, d'Elliott Silverstein, avec Jane Fonda, Lee Marvin et Michael Cailan. Edité et distribué par G.C.R.

### Pour les enfants

Le Miracle des loups, d'André Huneault, avec Jean Marais, Roger Hanin et Jean-Louis Barault. Edité et distribué par les productions du tigre.

Les Trois Mousquetaires, d'André Huneault, avec Georges Marchal et Bourvil. Edité et distribué par les Productions du tigre.

La Ballade des Dalton, dessin animé de Morris et Goscinny. Edité par Dargaud Vidéo et distribué par R.C.V.

J.-F. L.

## PRATIQUES

### VIDÉO

#### Vidéo-club pour enfants

Après l'explosion des vidéo-clubs, c'est peut-être l'heure de la spécialisation. C'est ainsi que s'ouvre dans le seizième arrondissement de Paris une boutique consacrée aux programmes pour enfants. Ses promoteurs annoncent un catalogue de six cents titres comportant des films, des dessins animés et des séries télévisées. L'abonnement est de 500 F par an et la location de 20 F par cassette et par jour. Club 15 : 79, avenue Mozart, 75016 Paris.

#### La Paluche en location

La Paluche, c'est cette célèbre caméra vidéo miniature mise au point par la société grenobloise Aldon. L'ensemble de prise de vues (tube et objectif) est de la taille d'une lampe de poche et se tient à la main comme un micro. Il est relié à un petit écran de contrôle et à un boîtier de commande miniature qui peuvent se fixer sur une ceinture.

Outre sa maniabilité exceptionnelle, La Paluche offre une définition et une sensibilité bien supérieures à celles des caméras vidéo traditionnelles. Seuls inconvénients : l'image est en noir et blanc et le prix de vente est à la mesure des performances professionnelles de l'appareil. Pour remédier à ce dernier obstacle, la société Vidéo-ciné-troc lous démonte la caméra au prix de 2 000 F par semaine (1 500 F pour les associations). Vidéo-ciné-troc organise aussi des stages de manipulation autour de la caméra Aldon dès mars 1983. Vidéo-ciné-troc : 15, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris (tél. : 806-55-00).

#### Rencontres autour de l'information d'entreprise

L'Association pour l'audiovisuel et l'entreprise (2 AE) organise ses deuxième rencontres. à

Nantes, du 24 au 27 novembre prochain. Elles seront consacrées aux différentes possibilités d'utiliser l'audiovisuel dans l'information d'entreprise : communication interne, information sociale et économique, accueil du personnel et entraînement des forces de vente. Six ateliers travailleront autour de programmes vidéo, diapositives et films.

Renseignements auprès de 2 AE : 1, avenue de la Source, 94130 Nogent-sur-Marne.

J.-F. L.

#### Pieds grand public chez Gitzo

De nombreuses entreprises françaises commercialisent - et parfois fabriquent - des accessoires vidéo, mais, pour Gitzo, on ne peut pas dire que l'audiovisuel est un domaine d'activité entièrement nouveau. Au service de la photographie et du cinéma depuis 1917, la firme parisienne s'était déjà mise au diapason en élargissant sa production à la vidéo professionnelle. Tout récemment, la panoplie s'est enrichie de pieds amateurs. Utilisant, en l'absence de la robuste technique qui a fait la renommée mondiale de la marque, les tripodes amateurs sont équipés, pour le haut de gamme, d'une crémaillère destinée à hausser la colonne centrale. Celle-ci peut recevoir soit une embase à rotation fluide, autorisant un panoramique de 360°, sans le moindre à-coup ; soit une plate-forme à choisir parmi trois modèles plus ou moins sophistiqués.

Plusieurs routines possèdent un système de compensation qui permet le réglage de la fluidité des mouvements en fonction du poids de la caméra utilisée. Précisons que les pieds Gitzo sont distribués par un réseau de concessionnaires exclusifs, ce qui, pour la marque, est une garantie d'un service après-vente de qualité.

#### Nouvelle caméra haut de gamme chez J.V.C.

Dans sa sombre beauté et avec ses nombreux réglages, la GX-99 S est une clientèle exigeante, qui considère avant tout la vidéo comme un moyen de communi-

cation et une activité créatrice. Son aspect et ses caractéristiques résument parfaitement les possibilités permettant à la pratique amateur d'acquiescer à un niveau de qualité exceptionnel. Cette caméra offre tout d'abord une grande stabilité lors de la prise de vues, grâce à son port sur l'épaule et à sa poignée à triple positionnement.

Le bloc optique comporte un zoom à deux vitesses pour une focale allant de 12,5 à 75 mm (8:1), une ouverture à f/1,6 et une position macrophotographie. Le diaphragme automatique peut aussi se commander à la main ou se verrouiller sur la position « EE » pour répondre à des conditions d'éclairage difficiles ou pour provoquer des effets spéciaux. A ce propos, on trouve sur le panneau latéral regroupant toutes les commandes un système de fondus très complet qui permet de choisir la vitesse de l'effet (lent ou rapide), la lumière (fondu au noir ou blanc) et le verrouillage simultané du niveau de la bande sonore.

Le tube image se doit d'être à la hauteur de ces performances. C'est un carton de 17 mm, beaucoup plus performant que le vidéo utilisé dans les caméras bas de gamme. Il est moins sujet à la rémanence - trinité lumineuse sur l'image - et à la saturation. Il est soutenu en cela par un circuit d'optimisation du faisceau qui supprime les effets « en queue de comètes » provoqués par un sujet brillant et mobile. La haute sensibilité du tube peut ainsi s'exercer en limitant les effets secondaires.

Le réglage de la température de couleur comporte trois niveaux, et la balance des blancs s'ajuste grâce à deux commandes de gain agissant sur les composants rouge et bleu du signal vidéo. Le viseur électronique, outre son utilité première dans le cadrage du sujet et la visionnement de la bande, informe l'opérateur sur les fonctions en service et les réglages effectués par l'intermédiaire de sept indicateurs nettement différenciés : lignes et barres superposées à l'image, codes électroluminescentes.

La parole son a été pensée en fonction d'un enregistrement stéréophonique. La caméra est pourvue d'un microphone électrostatique unidirectionnel monté sur perche et mixable avec une deuxième source sonore par l'intermédiaire d'une commande si-

tuée à l'arrière de l'appareil. Le griffe porte-accessoires peut accueillir plusieurs types de micros, dont le MZ 220 à directivité variable capable du zoom.

Enfin, la GX-99 S peut s'enrichir d'une série d'accessoires optionnels : une télécommande permettant à l'opérateur de contrôler toutes les fonctions d'un magnétoscope compatible, à partir de la caméra ; deux compléments optiques augmentant soit le champ d'acquisition, soit la puissance du téléobjectif ; ou un casque léger pour la vérification de la prise de son. Le tout forme un équipement très performant, pensé à la fois pour le plaisir et l'efficacité.

PHILIPPE PELAPRAT.

## HI-FI

### STAGES SON

L'école Louis-Lumière organise trois stages plus particulièrement axés sur le son. Tout d'abord « sensibilisation aux métiers du son » aborde les diverses manipulations concernant la prise de son dans les domaines de la radio, du cinéma, de l'enregistrement musical sur magnétophone multi-pistes et en vidéo. L'enseignement insiste plus particulièrement sur la qualité et le fini du produit et se déroule en partie dans des studios professionnels.

L'enregistrement musical est une session de perfectionnement qui approfondit les techniques de studio multi-pistes et aborde les théories de l'électro-acoustique. Enfin, « prise de son cinéma » est consacré à l'élaboration d'une bande sonore film à partir d'un scénario de court métrage et insiste plus particulièrement sur la synchronisation, les bruitages et le mélange.

Dates et prix auprès de l'école Louis-Lumière. Centre de formation continue, 8, rue Rollin, 75005 Paris. Tél. : 329-51-23.

Ph. P.

## RADIOS

### Elise n'a pas réponse à tout...

Pionnière et associative, la station parisienne Ici et Maintenant

mérite sans doute, par ses recherches sur l'utilisation de l'ordinateur au service de la radio, et de ses auditeurs, l'équipe d'« expérimentale ». Equipés désormais de deux ordinateurs Olivetti M 20, reliés à des terminaux installés prochainement dans chacun des sept studios de la station, les animateurs travaillent à donner à l'instrument informatique de nombreux développements, lui inventer de nouvelles utilités.

L'une d'elles, connue des fidèles de la station depuis plusieurs mois, est le programme conversationnel Elise, interlocuteur avec lequel les auditeurs peuvent dialoguer au téléphone et qui est capable d'identifier environ deux mille concepts de la langue courante. « Ce n'est pas une banque de données, précise un responsable d'Ici et Maintenant. Elise n'a pas réponse à tout, mais sait manier la langue pour que la conversation aille toujours plus avant. » Une conversation dont le vocabulaire s'affine sans cesse, puisque Elise, qui a débuté avec une centaine de concepts, en est aujourd'hui à sa septième version.

L'ordinateur peut également rendre de nombreux autres services : la gestion de la station avec tenue du fichier des adhérents, la comptabilité de l'entreprise, l'organisation d'un fichier de la discothèque permettant les recherches thématiques et la confection de programmes, la mise à jour d'une liste des disques passés à l'antenne et bientôt nécessaire à la SACEM, l'assistance des animateurs à la console ou l'interrogation par téléphone de banques de données extérieures.

Une technique utilisée dans la plupart des radios américaines, et d'autant plus utile lorsque le nombre des membres de la station est minime et ses revenus très limités. Reste un investissement de départ que peu de radios privées locales peuvent encore se permettre mais qui, à terme, pourrait s'imposer : environ 42 000 F pour l'ordinateur, 5 000 F pour un terminal.

Ici et Maintenant : Tél. : 292-28-38.

ANNICK COJEAN.

صكنا من الأصل



# ACTUALITE DU DISQUE

## Classique

### LES MOTETS DE RAMEAU

par PHILIPPE HERREWEGHE

Rameau n'était pas un chrétien rigoureux, et, vaguement déiste, il n'avait assurément rien d'une âme mystique. Pourtant, dans les cinq motets qu'il nous a laissés (et dont trois sont enregistrés ici), il adhère pleinement à la spiritualité de son siècle qui prescrivait pour l'église des chants dégagés « du tumulte des passions humaines » et propres « à représenter la majesté de Celui à qui ils s'adressent ».

Ces Motets de jeunesse sont révélateurs de la personnalité de leur auteur, avec une découpe du récitatif ou de l'air soliste typiquement baroque, quant aux phrases et à la rythmique. L'homme de théâtre perçoit déjà sous les traits des flûtes et violons dans l'air *Converti Domine de l'in convertendo* (page dont on est certain qu'elle était composée en 1713) comme dans les accents des chœurs homorythmiques, où le discours est dicté « par un éminent souci de rhétorique ».

Dans une perspective moins spectaculaire que le motet versaillois à la manière de Deslandes, le créateur qui s'exprime là est un très grand musicien, sûr de son génie comme de sa vocation esthétique, et qui s'attache au sens et à la valeur du mot, et aussi à l'envoi de la prière, avec cette touche gallicane caractéristique de notre école des dix-septième et dix-huitième siècles.

Il faut souligner combien l'interprétation est à la mesure de la musique. Renouveau de la réussite de l'an passé dans les Motets de Du Mont, Philippe Herreweghe, à la tête des solistes, chœurs et orchestre de la Chapelle Royale, montre une approche frémisante, une vision épurée de perfection formelle, mais surtout attentive au tissage subtil de l'œuvre. Ce qui nous fait reconnaître un Rameau que nous ne pensions pas connaître, un musicien de l'âme habitant les œuvres de son époque présente et adhérent finalement aux mêmes certitudes que le croyant Bach.

Et que dire de la justesse du travail musical du chef de chœur, travail vivant (les interventions instrumentales ou par la voix de la passion du compositeur pour l'orchestre) et non hypothétique d'esthète — le premier en tout cas à nous renvoyer au style et à l'exacte pratique musicale du temps, avec cette plasticité mélodique et cette dynamique tout en pleins et déliés, qui sont ici à l'origine d'un bonheur sonore intense ? (Harmonia Mundi, HM 1078.)

ROGER TELLART.

### LE CHEVALIER DE SAINT-GEORGES

La marque Arion a entrepris de ressusciter un petit maître très attachant du dix-huitième siècle français, violoniste, chef d'orchestre et compositeur très en vogue à la fin de l'Ancien Régime : Joseph Boulogne, chevalier de Saint-Georges (1739-1799), personnage fort romanesque. Fils d'une femme noire et du contrôleur général de la Gabelle, il vit très jeune à Paris et se distingue d'abord par un prodigieux talent d'escrimeur et de nombreuses aventures amoureuses. Également doué pour la danse, l'équitation, la comédie, et, dit-on, pour l'espionnage... il opta pour la musique, fut l'élève de Gossec pour la composition, peut-être de Leclair pour le violon, où, très vite, il excella.

Directeur du fameux Concert des amateurs pendant une dizaine d'années, il séjourne en Angleterre lorsque la Révolution éclate, rentre en France en 1792 et lève une légion de hussards multiraces. Injustement emprisonné par le tribunal révolutionnaire, il est libéré et va prêter main-forte à Toussaint-Louverture à Saint-Domingue, puis revient à Paris pour diriger les concerts du Cercle de l'harmonie avant de mourir.

On lui doit les premiers quatuors écrits en France, une douzaine de concertos et treize sym-

phonies concertantes, mettant le plus souvent son instrument en valeur, comme ce brillant Concerto opus VII n° 2 (1777) qui ressemble à s'y méprendre, du moins au début, à un concerto de Mozart. Saint-Georges ne manque pas de souffle ; l'allure est fière, la virtuosité allée et d'ensemble, les développements nourris et pleins d'imagination, et le large d'un accent tendre devait faire pâlir les belles auditrices, d'ailleurs conquises d'avance par le beau chevalier.

Les deux Symphonies op. XI (1779) sont plus anodines, sans doute écrites comme ouvertures pour des opéras-comiques. Mais on y retrouve la grâce du jeune Mozart, une grâce légère et l'élégance parfaite, quoiqu'un peu mièvre, de cette fin de siècle.

Excellente exécution de l'Orchestre de chambre de Versailles dirigé par Bernard Wiell, avec en soliste une violoniste de chambre, Anne-Claude Villars (Arion, 38 678 ; la même marque a publié quatre autres concertos par J.-J. Kantow, ARN 38 253 et 38 346).

JACQUES LONCHAMPT.

### LES QUATUORS A CORDES DE MENDELSSOHN

On ne donne guère au concert les Quatuors à cordes de Mendelssohn, qui sont pourtant au nombre de sept. Ils couvrent toute la carrière du compositeur, puisque le premier date de 1823 (le compositeur avait quatorze ans), tandis que le dernier (op. 80) fut achevé l'année même de sa mort (1847), et ont rarement fait l'objet d'enregistrements. Les plus connus sont les trois de l'opus 44 (1837-1838), dont celui en ré majeur, particulièrement séduisant, fait parfois songer à la Symphonie italienne. Mais le plus impressionnant reste l'opus 80, en fa mineur, avec notamment les tragiques trémolos de son premier mouvement. Sur la huitième face figurent quatre pages isolées, dont deux provenant sans doute d'un quatuor inachevé.

En écoutant cette musique, on ne manquera pas de noter certaines influences ; ainsi le début du *Quatrième Quatuor* de Beethoven semble avoir marqué Mendelssohn lorsque, en 1827, il composait la *Fugue en ré bémol*. Bien que n'atteignant pas la diversité de celles de Schumann, ces œuvres d'une admirable qualité d'écriture témoignent d'une inspiration soutenue et sans défaut, dans l'interprétation superbe, dans et pleine d'élan, du Quatuor Melos de Stuttgart (4 d. D.G., 2 740.287).

MARC VIGNAL.

### « ERNANI » DE VERDI

Heureuse surprise que cet Ernani. On pouvait craindre, en effet, que cette initiative largement hongroise le chœur et l'orchestre de l'Opéra d'État, le chœur de l'année populaire, la troupe de Budapest ne souffre de la comparaison avec le seul enregistrement existant au catalogue, si italien de ton et de manières. Or, si l'on excepte la direction bien routinière de Lamberto Gardelli, qui n'offre pour originalité que de fantasmatiques changements de tempo, mais qui, en bon routier, sait jouer des ensembles, on va de découverte en découverte : celle du ténor G. Lamberti, d'une généreuse santé vocale et qui possède une école évidente (même si elle appelle encore certains raffinements stylistiques) ; Lajos Miller, qui fait oublier son timbre si peu latin par une solidité et une ardeur convaincantes ; Sylvia Sass, enfin, dont la voix reposée trouve ici un emploi idéal (avec, bien sûr, ses défauts communs : un large vibrato, certaines approximations dans la coloration et quelques désagréables notes de passage dans les joutes).

Les puristes souligneront avec raison la raideur martiale des chœurs et l'outrance inutile de certains contrastes. Les opposants irréductibles de l'opéra italien trouveront dans la convention

de cette œuvre de jeunesse de quoi conforter leur ironie. Mais pour ceux qui aiment Verdi jusque dans ses facilités, oui, vraiment, voilà une heureuse surprise (3 d. Hungaroton, S.L.P.D. 12 259/61).

ALAIN ARNAUD.

### CASALS AU FESTIVAL DE PRADES

Régulièrement réédités, les enregistrements réalisés aux tout premiers Festivals de Prades (et Perpignan), de 1950 à 1952, restent d'extraordinaires témoignages de l'art de Pablo Casals et de l'atmosphère unique créée autour de lui par le rassemblement de grands artistes du monde entier dans cette petite ville des Pyrénées-Orientales.

Des réussites inégales sans doute dans ces « instantanés » pris au cours des concerts, mais aussi des moments de grâce jamais obtenus en studio : le sublime *Quintette en ut de Schubert*, le *Premier Trio de Schumann*, le *Sextuor en si bémol de Brahms*, deux *Sonates de Bach*, où l'on retrouve l'inimitable son de Casals, le *Concerto pour deux violons de Bach*, la *Symphonie concertante pour violon et alto de Mozart*... Et quelques distributions : Myza Hess, Horowitzski, Primrose, Schneider, Sartin, le plus grand Stern, Tabuteau, Tortelier, avec un chef d'orchestre surprenant, mais souvent génial : Casals lui-même (6 d. C.B.S., 79 802 ; offre spéciale).

J. L.

## Rock Variétés

### ELVIS COSTELLO « Imperial Bedroom »

Ils sont une poignée de song-writers, de ces musiciens qui ont saisi la nature, l'essence de cet art populaire et immédiatement accessible qu'est la chanson. Ils possèdent cette faculté incomparable de raconter en trois minutes une histoire qui défie comme un roman, imagée, évocatrice, scénarisée, expéditive.

Où, ils sont une poignée et, parmi eux, le seul, le vrai, l'unique, il y a l'Elvis, ce cabot teigneux et toqué qui a su le suprême culot de faire graver en toutes lettres son nom sur le manche de sa guitare. Parano, mégalomane, étonnant, écorché, le petit bioclad nerveux au regard malicieux a les qualités de ses défauts, ceux-là mêmes qui sont les compagnons inséparables du génie.

Pendant longtemps mal distribué en France à cause d'un producteur aussi paranoïaque et mégalomane que lui, Elvis Costello est méconnu ici. Tout au plus une légende, parce que l'homme est porteur de mythes, qu'il joue avec son public au chat et à la souris, qu'il entretient à plaisir un mystère autour de lui et que son œuvre est un jeu de pistes à l'intérieur duquel il envoie des signes qui se complètent avec chaque album. Six 33 tours et plusieurs dizaines de 45 tours déjà derrière lui, un créateur incroyablement prolifique de chansons toujours aussi riches, aussi denses, aussi particulières et inédites.

Après deux albums parenthésés, de *rhythm'n blues* (*Get Happy*) et de *country* (*Almost Blue*), *Imperial Bedroom* est sans doute son disque le plus commercial, le plus bas et le plus abordable. Un disque qu'il a structuré différemment des précédents, là où il réalisait les morceaux en fonction d'une ligne directrice définie à l'avance, ce sont les morceaux construits séparément qui donnent son identité et son climat à l'album, de même que sa diversité.

Pour la première fois, Elvis Costello a fait imprimer les textes de ses chansons sur la pochette intérieure, pour la première fois (à l'exception du cas particulier d'*Almost Blue*, enregistré à Nashville), Geoff Emerick a succédé à Nick Lowe à la production.

Si vous déplacez le poster qui figure dans le double album blanc des Beatles, sur le verso en bas vous pouvez lire son nom en petits caractères auprès de ceux de George Martin, Ken Scott et Chris Thomas (la crème des producteurs), alors il vous sera facile d'établir la filiation avec les violons majestueux et les hautbois luxuriants.

Ce disque est un frisson de passions dévorantes et d'élans définitifs. Un disque de référence. Et cette voix suave vous servira de guide pour pénétrer l'intimité de la « chambre à coucher impériale », celle du King, Elvis, le seul, le vrai, l'unique (Ariola, 203324).

### DOGS

#### « Too Much Class For the Neighborhood »

Riffs en mitraille et rythmes en saccade, les compositions des Dogs sont autant de rafales portées au cœur d'un rock tonique et salvateur. Quatre Français de Rouen qui ont traité leurs instruments et forgé leur image, là, juste au coin de la rue. Un « garage band » instantané et sensuel, qui pratique le rock à brûle-pourpoint, sauvage, sans maniérisme mais avec élégance. *Too Much Class*... Ces chiens-là ont adoré leurs crocs à coupe de *rhythm'n blues pointu* et de *rock'n'roll tranchant*.

Le résultat est éloquent : la scène leur est une seconde nature (ils effectuent actuellement une tournée française de quarante dates) et le disque resuscite la magie des années 60. Sans nostalgie. Et sans compromissions.

Les Dogs se sont battus et ils ont tenu le coup, leur terrain de combat se situant en première ligne, directement en prise avec le public, la frime rangée dans les étuis de guitare, sans l'appui des médias ni même, pendant longtemps, de la compagnie discographique. Aujourd'hui, ils sont peut-être le plus rock des groupes français de ce côté des Fless-tones ou des Flamin' Groovies, fun et électricité à discrétion. Ils ont du panache et de la substance, suffisamment pour faire la nique aux étiquettes.

Français, ils le sont mais sans s'attarder, leurs textes sont en anglais et leurs compositions en instantanés universels. Des chansons gavées de soul qui vont à l'essentiel en un temps record, une voix nerveuse et provocante qui galvanise des mélodies acidulées, des guitares gorgées de jus et cinglantes qui tombent pile au bon moment, un harmonica qui dérape ou une basse qui se trémousse, les Dogs ont l'urgence d'un groupe pour qui le rock n'est pas une idée mais une manière de vivre. Vite et fort. (CBS, 65741).

### THE LORDS

#### OF THE NEW CHURCH

Avec un nom pareil, il n'est pas difficile de savoir à quels saints se vouer. Les Lords de la Nouvelle Eglise ont été élevés au sacerdoce du rock « destroy », Stiv Bators était le chanteur des Dead Boys, Brian Jones le guitariste des Damned, Nicky Turner le batteur de Sham 69, et Dave Trugman le bassiste des Desperados.

Côté look, le cuir noir est de rigueur, Mad Max en toile de fond, la Nouvelle Eglise n'invente rien, on connaît la recette, il suffit de passer à la caisse d'un rock vengeur, trépidant de guitares vindicatives, de riffs iconoclastes, de batterie martelante et de voix farouches sur des sonorités de toiles froissées.

Sans être d'une inspiration inédite ni d'une technique imposante, c'est exécuté (dans tous les sens du terme) avec détermination, violence, éblouissement, implacable, énergique en diable et, en somme, pas très catholique. (CBS, ILP 25008).

### JOHN CALE

#### « Music for a New Society »

Des chansons déchirées, brisées, pas loin du désespoir. Une voix perdue dans la solitude d'une mélodie fatale, une voix tragique, à l'agonie, qui parle, qui déclame, qui marmonne, qui s'élève, impérieuse, et qui chante, sur un orgue lointain, une cornemuse qui pleure, un violon strident, ou une batterie aveugle. Des instruments à peine effleurés qui sont là, en référence, pour souligner ou ponctuer les intonations, les expressions de la voix.

Après *Paris 1919* ou *Helen of Troy*, *Music for a New Society* vient s'ajouter à la panoplie de ce chanteur paranoïaque du Velvet Underground qui laisse derrière lui des disques immortels pour quelques fanatiques. Un disque triste et lent, irréversible et beau comme une plainte sans fin. (Phonogram, 6313416).

ALAIN WAIS.

## Jazz

### CLIFFORD BROWN-MAX ROACH « PURE GENIUS »

Commençons par le commencement. Il y a sur la pochette et sur l'épique une intervention de titres. La plage initiale c'est *What's New* et non *I'll Remember April* qui suit. Parlons de l'initiale, avec l'introduction où Clifford joue seul, articulant son improvisation sur les deux premières notes du thème exposées en mouvement contraire sur la dominante du ton. D'emblée, une générosité, une profondeur d'émotion, éclatent qui ont souvent fait défaut à ses successeurs.

L'épilogue vaudra le prologue : après une alternance de piroquettes et de traits en valeurs longues vient une phrase conclusive sur les deux notes de début de thème encore, exploitées en variation et émises en différents registres pour aboutir dans le grave.

Toutes ces actions promptes ont l'allure de méditations, toutes ces réflexions posées le charme de sentiments fugaces. En cela réside le génie de Clifford Brown.

*I'll Remember April*, joué à bride abattue, s'ouvre, comme de coutume, en un rythme latin, au service duquel Max Roach fourrage, fourgonne parmi ses ustensiles — en simple apparence, car rien n'est plus précis, plus volontaire que les gestes qu'il fait. Brown et Rollins, tour à tour, exposent les périodes du thème, et le groupe, orgueilleusement, festoie dans les passages où les solistes se partagent le gâteau, de huit à huit mesures, et, du reste, tout au long de ce morceau de bravoure déroulé à plus de deux cent cinquante notes à la minute en une sorte de « super Tiger Rag ».

Permettons-nous une remarque au sujet de Rollins : sa maîtrise des tempos d'ensemble semble toujours dépasser en fermeté hâtant l'assurance de ses pairs. De toutes ses qualités, à notre idée, c'est la plus éminente, celle qu'on n'a pas suffisamment vantée. Elle éclate ici dans l'évidence.

Typique aussi de Clifford Brown est *Dahoud*, où les notes détachées dans une netteté par-

faite n'ont pourtant rien à voir avec un scabre et staccato, éportées qu'elles sont par le lyrisme vibrant de la phrase.

Merveilleux, enfin, apparaît *Lover Man*, joué en fa (d'ordinaire il est en do), impliquant un discours sombre que contesterait le battement doublé de Max Roach sous le solo de trompette et la longue coda privative de Brown en réaction à une tristesse qui pouvait devenir trop convenue, à une atmosphère de fin du monde à laquelle les gens du jazz ne s'abandonnent jamais sans suraust. (Elektra MUS 52 388. Distribution Wea.)

### ROY ELDRIDGE :

#### « THE EARLY YEARS »

Non pas élève studieux mais libre disciple d'Armstrong, tel apparaît, dans les années 30, David Eldridge, fantasque, ardent, doté d'un inextinguible souffle. L'album qui paraît cette saison en France comble un vide : la discographie du Little Jazz d'avant-guerre et de l'immédiat après-guerre n'était pas ici particulièrement abondante.

La double tome regroupe une vingtaine d'œuvres qui s'échelonnent sur deux décennies et vont de 1935 à 1949.

Eldridge rentre dans New-York à dix-neuf ans, se trompette sous le bras. A vingt-quatre ans, en 1935 justement, il était devenu la coqueluche du « Savoy », le soliste acrobatique de Teddy Hill.

Nous l'entendons fulgurer en *Here comes Cookie*, de cette époque-là, aux côtés de Chew Berry et de Dicky Wells. *Wabash Stomp*, c'est déjà autre chose : la maturité, la complète nouveauté. Chez Armstrong, toutes les notes étaient fortement attaquées. Roy oublie ce jeu héroïque et adopte un phrasé « legato » qui servira désormais de modèle.

Sa souplesse étonne. Il se promène dans tous les registres : attaque dans les aigus, descente vertigineuse dans le grave, remontée d'une même aisance souveraine. Et la seconde version de *Wabash*, inédite, vaut bien la précédente, avec, au milieu d'une phrase vélocité, et en prime, un contre-jeté de façon désinvolte, comme dans *Hecle's Hop*, un peu plus loin. Partout, dans *Florida Stomp*, dans *After you've gone*, ce sont les mêmes bonds, du médium à l'aigu, la même facilité, la même précision qui laissent perplexe.

On ne saurait tout commenter. Nous insistons sur les pages gravées à Chicago avec Zutty Singleton, à notre sens les meilleures. Il faudrait signaler tout de même quelques pages new-yorkaises, le *What shall I say*, fait avec Teddy Wilson et Billie Holiday, ou encore le *Rockin' Chair*, interprété chez Gene Krupa et qui a dû être irréprochable sans son épilogue croquignolet.

Dans l'ensemble, quelle musique ! Roy Eldridge verse le feu. (C.B.S. 88 585.)

LUCIEN MALSON.

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Général :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bourne-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé :  
de la « Monde »  
à Paris-XX  
S.A. des Éditions PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2037.

Inscrit dans

« PARIS PAS CHER »

Fabricant vend directement ses bijoux au poids.

Cours du 27 septembre :

chaîne de cou . . . 174 F le gr

alliance . . . 209 F le gr

bracelet bébé . . . 219 F le gr

médaille . . . 298 F le gr

sautoir . . . 224 F le gr

gourmandise . . . 204 F le gr

chevalière . . . 229 F le gr

Choix en bagues, boucles d'oreilles, alliances brillantes. Achat vieux bijoux.

LE BIJOU D'OR

1, rue Saulnier (91 1er étage)

Mo Cadet. T. 248.46.96

Catalogue sur demande



L avait le foulard neuf de son anniversaire, qui était très, très jaune, et lui couvrait le cou comme une grande serviette en provenance du Ritz. Il n'allait nulle part sans son foulard jaune. Il l'avait acheté dans une boutique pour hommes, dans une rue nommée Pierre-I-de-Serbie. Il tomba amoureux de ce Pierre de Serbie et dépensa ce qui lui restait d'argent pour une inutile serviette jaune cent pour cent soie. C'était son anniversaire, et il avait décidé d'être bon avec lui-même. Mais maintenant il ne pouvait pas payer sa note d'hôtel, et il avait à peine assez de monnaie en poche pour prendre un sandwich dans la rue.

Il était venu à Paris décrocher la lune. Un producteur français lui avait envoyé assez d'argent pour rester une semaine; il était censé travailler sur un script concernant un loup-garou d'Algérie qui tue des prostituées dans le bois de Boulogne. Le producteur ne semblait pas avoir d'adresse fixe, et il ne se matérialisa jamais pour Andrew, qui avait eu un tout petit succès en Amérique à écrire des canevas pour films d'horreur.

Et il était donc coincé dans son petit hôtel de la rue Pascal, où il devait passer dans l'évier. Il n'avait pas un seul ami à Paris. Le seul à lui avoir souri c'était l'épicier arabe qui lui vendait du jus de pamplemousse à 2 dollars la bouteille. Andrew devait le boire tout doucement, comme si c'était une sorte de lait doré, et maintenant le jus de pamplemousse était tout parti, et Andrew errait comme un loup-garou dans son bois de Boulogne à lui.

Il s'arrêta dans un salon de thé sur un grand boulevard dont il ne se soucia pas de relever le nom. Il aurait pu être à Saigon ou à Singapour. Ses chaussures, sa chemise, étaient minables, mais il avait son foulard jaune, et il lui donnait l'air d'un homme qui n'a laissé la correction le quitter que sur un point très secondaire. Il s'assit avec sa serviette jaune, but un thé citron, en se demandant dans combien d'autres salons il pourrait entrer avant que le monnaie dans sa poche n'ait disparu.

Il y avait quelque chose de spécial dans ce salon. Il était peuplé d'autres hommes à foulard jaune. Leurs chaussures étaient plus pointues que celles d'Andrew, et leurs vestes étaient en velours, mais ils semblaient échoués dans le salon, comme d'imparfaites poupées.

Et puis les poupées se mirent à frissonner et à trembler. Une femme entra dans le salon, un bout de fourrure autour du cou. C'était la queue d'un gros lapin. Elle fit l'effet à Andrew d'une belle grand-mère. Son regard traversa le salon, et Andrew se demanda si elle cherchait un neveu ou une nièce. Elle fit le tour des tables, de poupée en poupée, et puis elle s'arrêta à sa table et dit dans un anglais parfait: « Puis-je m'asseoir ? »

Il fut d'abord surpris, mais il était quand même assez malin pour ne pas repousser cette grand-mère.

« Vous êtes nouveau, dit-elle. Je ne vous ai jamais vu. »

Il bocha la tête, sans se compromettre.

« Êtes-vous un acteur ? »

« Non, m'dame, dit-il, en essayant d'être mystérieux. »

« Alors, que faites-vous quand vous n'êtes pas ici ? »



GRÉGOIRE SOBESKI

## Le foulard jaune

Par JÉRÔME CHARYN

« Je spécule, dit-il. »

« Ah, un agent de change. Mais n'êtes-vous pas un peu loin des opérations ? On aime vous venir de Wall Street tous les après-midi prendre votre thé ici ? »

Il acquiesça, et le sourire ne partit pas.

Son thé arriva. Il vint avec un assortiment de petits gâteaux, et elle invita Andrew à les essayer. Il tenta de ne pas montrer sa faim à la dame. Il en prit six ou sept, en faisant attention de ne pas mettre de miettes sur son foulard jaune.

« Vous êtes joli garçon, dit-elle, mon petit agent de change. »

Elle paya son thé et le sien et puis elle prit Andrew par le

coude et le conduisit hors du salon. Les hommes aux autres tables le dévisagèrent et puis leurs yeux s'enfoncèrent dans leur crâne, comme s'ils devaient tomber dans le coma pour le reste de l'après-midi.

La belle grand-mère avait une voiture qui l'attendait près du salon; Andrew monta dans la voiture avec elle, et c'était comme de s'asseoir sur un divan splendide, le domaine d'une reine. La grand-mère ne se présenta jamais, ne laissa filtrer aucune allusion à son nom, mais agrippa la main d'Andrew. Et ils roulerent de cette façon, Andrew et la belle grand-mère très étroitement enlacés.

C'était la plus charmante promenade de sa vie. Les boulevards se coulaient hors du néant, les maisons bondissaient

au-dessus de sa tête comme des châteaux au coin d'une rue. C'étaient les cheminées qu'il aimait le mieux. Elles faisaient des cachettes parfaites pour ce loup-garou algérien sur lequel il était censé écrire.

La belle grand-mère lui demanda où il vivait. Il eut honte de citer cet hôtel pourri de la rue Pascal. Là, dit-il, en désignant un hôtel à marquise bleue et petite rangée d'étoiles sur la porte.

Elle fit courir sa main le long de son foulard. « Stoffe superbe », dit-elle. Ses doigts étaient comme de doux joyaux sur la poitrine d'Andrew. Elle fit tomber une liasse dans sa chemise. La liasse était tenue par une petite épingle.

« Puis-je vous revoir », demanda-t-il. Il ne savait com-

ment s'y prendre avec cette belle grand-mère.

« Ça dépend, dit-elle. »

« Dépend ? demanda-t-il avec dépit. Dépend de quoi ? »

« De l'heure et du lieu où vous prenez votre thé. »

ANDREW fonce à travers Paris dans son foulard jaune. Il n'osait pas compter son argent dans la rue. Mais il défit la petite épingle quand il fut à l'hôtel et compua dix billets de 500 francs, avec un portrait de Molière se tenant le visage. La belle grand-mère sans nom lui avait donné dix Molières.

Soudain, Andrew eut un fort sentiment de magie. Sa bonne fortune lui était venue d'une serviette jaune et de Pierre-

I-de-Serbie. Il devait chercher d'autres rues à nom royal. Il prit son dîner dans un restaurant cambodgien, loin de son hôtel. Il traversa Paris en taxi. Il acheta trois bouteilles de Tropicana à son épicer arabe, et il n'avait pas encore dépensé un Molière.

Il eut du mal à se rappeler le boulevard au salon de thé où il avait trouvé la grand-mère; c'était comme si la cité de Pierre-I-de-Serbie se prenait dans sa propre toile d'araignée. Et puis il tomba dessus. Les mêmes hommes poupées étaient assis avec leur foulard jaune. Mais ils ne furent pas aussi passifs quand ils virent Andrew pour la deuxième fois. Ils lui parlaient en français la voix sifflante. Puis les hommes-poupées délibérèrent, et l'un d'eux vint lui parler en anglais la voix sifflante.

« Dehors, putain; tu déguignes la place avec ta crasse. Trouve-toi un stand à toi ! »

Il avait neuf Molières en poche. Il n'avait pas à répondre aux hommes-poupées.

Mais le garçon ne lui servirait pas son thé. Il restait assis pendant que les autres vidaient leurs théières.

Différentes grand-mères entrèrent dans le salon, mais aucune d'elles ne négociait avec Andrew. Il ne s'en souciait pas. Il attendait sa grand-mère. Il dut passer trois après-midi au salon. Finalement, à son quatrième après-midi sans théâtre, elle entra. Andrew lui fit signe le plus discrètement possible. Elle portait une cape rouge. Elle regarda Andrew un moment, mais elle n'avait rien pour lui. Elle aurait pu être n'importe quelle grand-mère sortant d'une forêt de capes rouges.

Il se mit à traîner après ça, incapable de prendre un avion, même avec tous ces Molières en poche; c'était comme si cette putain de ville le retenait par des fils en folie. Il était Gulliver en foulard jaune, piégé sur une île de rues pavées où d'autres Gullivers le saluaient à peine. Il n'avait que son épicer arabe et son trésor de jus de pamplemousse. L'écharpe finissait par être sale au bout d'un mois. Les Molières diminuaient dans sa poche. On le mit à la porte de son hôtel. Il marchait dans la ville avec sa dernière bouteille de jus de fruit.

Il se parlait tout seul, se traînant un complot pour retourner en Amérique. Puis il découvrit la grand-mère sans nom rue Bonaparte.

« Vous ne pourriez pas dire bonjour ? », cria-t-il. Ce n'était pas ma faute s'ils ne voulaient pas me donner de théâtre. »

Mais cette grand-mère avait dû oublier son anglais. Elle refusait de comprendre. Andrew la suivit jusqu'au fleuve. Elle n'avait pas sa cape rouge. Elle portait un filet à provisions.

Andrew lui toucha l'épaule.

« Écoutez-moi. »

La grand-mère hurla. Des hommes se mirent à tomber sur Andrew, Gullivers aux faces rouges et chemises bleues. Ils lui enlevèrent son chiffon jaune du cou. Il cria et hurla; ils s'occupaient toujours de lui quand il ferma les yeux, s'installant dans le sommeil magnifique des rois de Serbie.

Copyright (C) 1982 by Jérôme Charyn.

Traduction d'ÉVELYNE PIELLER. Né dans le quartier du Bronx, à New-York, en 1937, JÉRÔME CHARYN est l'auteur de nombreux romans noirs. Ont été traduits en français: *Yeux bleus*, *Kermesse à Manhattan*, *Morgue la dingue* (Série noire), *Le Ver et le Siffleur* (Bibliothèque), *Col bleu* (Bibliothèque), *Poisson* (Le Seuil).